



L'économiste Eugen Varga

Un personnage historique

Eugen Varga est une figure importante du Mouvement Communiste International, en tant qu'économiste extrêmement actif et prolifique. Il a été l'auteur de pas moins de 65 rapports trimestriels sur la situation du capitalisme (soit environ 2 000 pages d'articles), 500 articles scientifiques et 75 ouvrages.

Il fut l'économiste de la révolution hongroise en 1918, avant de se mettre au service de l'Union Soviétique, devenant alors un économiste important en termes d'analyse du capitalisme. Après avoir été actif au début des années 1920 dans un Institut fondé à Berlin à la demande de Lénine, il mit en place et dirigea l'Institut de l'économie mondiale et de la politique mondiale, qui devint une composante de l'Académie des sciences de l'URSS.

À ce titre, il joua un rôle important également comme auteur de rapports économiques de plusieurs congrès de l'Internationale Communiste, participant également à plusieurs sessions plénières de son Comité exécutif. C'est lui qui assumait la fonction de cumuler les données pour dégager les grandes lignes de ce qui fut appelé par l'Internationale Communiste la « crise générale du capitalisme ».

Il connut une phase de critiques pour certaines de ses interprétations à partir de 1927-1928, moment où il fut considéré comme convergeant avec la droite au sein du Mouvement Communiste International. Il fit toutefois amende honorable, sa place devenant néanmoins tout à fait secondaire ; il était considéré comme un statisticien et un analyste de grande valeur, mais tendant à l'objectivisme bourgeois. Il ne joua pour cette raison pas de rôle réel dans la mise en place du principe du Front populaire, puis des démocraties populaires.

Eugen Varga appartient ainsi historiquement, au sens strict, à la vague révolutionnaire des années 1920, avec sa valeur et ses grands soucis internes. C'est d'ailleurs comme cela que, le plus souvent, cette figure historique est présentée.

Ce n'est pourtant pas tout. À la suite de la Seconde Guerre mondiale, Eugen Varga commença à entrer en conflit ouvert avec les thèses dominantes en URSS ; il affirma que les guerres inter-impérialistes n'étaient plus inévitables, que désormais l'État était désormais relativement indépendant du capitalisme et en mesure d'organiser celui-ci.

Il mit tout l'institut qu'il dirigeait au service de cette vision des choses, ce qui ébranla très profondément le Parti en URSS, provoquant des troubles idéologiques pour plusieurs années.

Cet épisode, inconnu dans le Mouvement Communiste International à part très rarement pour quelques détails, est pourtant d'une importance capitale, car Eugen Varga est ni plus ni moins qu'à

l'origine de la dynamique révisionniste en URSS.

Les thèses de Nikita Khrouchtchev, notamment lors du 20e congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique, relèvent directement de la conception d'Eugen Varga, qui fut par conséquent particulièrement valorisé pour cela.

Ce dossier sur l'activité d'Eugen Varga pour l'Internationale Communiste et celui sur son aide à Khrouchtchev sont par conséquent d'une haute importance. La polémique lancée par Eugen Varga en 1947 est à l'origine de la mise en place du révisionnisme sous une forme organisée en URSS. C'est le véritable détonateur d'un ébranlement fondamental dans les institutions soviétiques, avec la remise en cause de l'idéologie matérialiste dialectique et de la conception léniniste telle que définies par Staline.

L'intérêt pour Eugen Varga ne s'arrête pas là. Il est en effet également à l'origine d'une conception nouvelle du capitalisme, le « capitalisme monopoliste d'État ».

Cette thèse remplaçait directement la thèse de Lénine sur l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme ; l'impérialisme se serait transformé en capitalisme monopoliste d'État ; les monopoles partiraient à l'assaut d'un État neutre par rapport aux classes et il s'agirait de faire un front anti-monopoliste pour le protéger et soi-même le conquérir.

Cette conception du capitalisme sera pas moins que celle désormais de l'URSS après Staline, alors qu'elle s'affirme désormais comme puissance social-impérialiste en quête de satellites semi-coloniaux. Elle sera partagée et développée par de nombreux pays et partis, notamment le Parti Communiste français qui en fera la clef de toute sa stratégie par l'intermédiaire de l'économiste Paul Boccara, qu'il faut définir comme le Varga français.

Le programme commun socialiste-communiste, dont l'aboutissement est l'élection de François Mitterrand comme président français en 1981, s'appuie en tant que tel du côté du Parti Communiste Français sur la thèse du capitalisme monopoliste d'État, théorisé par ailleurs dans un ouvrage en 1971.

Un révolutionnaire hongrois

Eugen Varga est né le 6 novembre 1879 à Nagytétény, une petite ville à une trentaine de kilomètres de Budapest, la capitale de la Hongrie, dans ce qui était alors l'Autriche-Hongrie. Son père était instituteur, il perdit sa mère très jeune en raison de la tuberculose.

Lui-même fut d'abord apprenti boulanger, pour ensuite faire un apprentissage de commercial. Il servit alors de secrétaire pendant trois années à un propriétaire terrien à partir 1899, dans le *Komitat Somogy* dans l'ouest de la Hongrie. Il parvint à poursuivre ses études, afin de pouvoir s'inscrire à l'université, ce qu'il fit en 1902 à la faculté de philosophie de Budapest, dans les domaines de l'histoire et de l'économie.

En 1903, il quitta la religion juive et abandonna son nom de Weisz pour celui de Varga. Il étudia ensuite également à Berlin et Paris, pour obtenir un diplôme de professeur de commerce en 1907 et de docteur en philosophie en 1909, à 28 ans. Il fut alors professeur dans une école commerciale jusqu'en 1918.

Entre-temps, il avait rejoint la social-démocratie hongroise en 1906, pour qui à partir d'avril 1907 il écrivit des articles en tant que collaborateur constant et rédacteur de la section économique de l'organe central du Parti, *Nepszava, La voix du peuple*, qui était devenu un quotidien en 1905, après avoir paru auparavant trois fois par semaine. Un hebdomadaire plus théorique, *Szocializmus*, fut fondé en 1906.

Eugen Varga travailla également pour l'organe social-démocrate allemand la *Neue Zeit*, notamment au sujet de la situation de la classe ouvrière hongroise, du développement économique, de la question monétaire, de l'inflation.

Avec l'effondrement de l'Autriche-Hongrie, il fut nommé en novembre 1918 professeur d'économie à l'université de Budapest, mais il ne fut pas en mesure de prendre ce poste en raison de l'intense activité politique du côté social-démocrate.

Le contexte était le suivant : le 23 octobre 1918, sur les ruines de l'Autriche-Hongrie, se produisit la *révolution des asters*, du nom de la fleur servant de reconnaissance aux partisans de la république hongroise.

Le comte Mihály Károlyi fut alors à la tête d'un gouvernement de coalition, avec également la social-démocratie, donc aux côtés du parti indépendant et du parti bourgeois. Les représentants sociaux-démocrates dans le gouvernement appartenaient uniquement à l'aile droite du Parti, tandis que l'aile gauche poussait à l'agitation, Eugen Varga écrivant notamment la brochure « Comment peut-on vivre sans travail ? ».

Il rédigea également un plan de réformes de la propriété agraire, à la demande du Parti qui n'avait pas encore établi de point à ce sujet dans son programme, n'ayant formé une commission en ce sens qu'en 1912, à son XIXe congrès.

Cependant, parallèlement s'était formé, autour de Béla Kun, un *Parti des communistes de Hongrie*, lié directement aux bolcheviks. La convergence des deux forces se produisit à l'occasion de l'ultimatum du traité de Versailles, qui privait la Hongrie d'une partie significative de son territoire.

Mihály Károlyi démissionna immédiatement, le 19 mars 1919, et les communistes créèrent dès le lendemain une agitation dans le sens du soulèvement, aboutissant à leur répression, mais provoquant en même temps une solidarité du côté de l'aile gauche de la social-démocratie, qui demanda que le gouvernement, désormais social-démocrate uniquement, les intègre dorénavant.

Au bout de deux jours de négociation, il fut procédé à l'unification, donnant naissance au *Parti Socialiste de Hongrie*, le 21 mars 1919, et proclamant en même temps la formation d'une *république soviétique de Hongrie*.

Eugen Varga participa à cela en étant au premier plan, prenant les fonctions de commissaire au peuple des finances du gouvernement révolutionnaire, puis immédiatement de commissaire à la production, et pas moins que celui de président du Conseil économique suprême de la République soviétique hongroise.

Sa ligne avait déjà été exposée dans un article de *Nepszava*, le 2 mars. Le capitalisme était en train

de mourir et il fallait réorganiser la production à un rythme rapide pour former des grands regroupements productifs, centraliser pour échapper à la crise productive. S'il venait de la social-démocratie, cette ligne centraliste-volontariste correspondait à celle de ceux qui l'avaient quittée peu de temps avant dans le but de former un parti communiste autour de Béla Kun, et avec qui il était en désaccord pourtant encore une semaine auparavant, se méfiant du bolchevisme, dans un esprit proche de celui de Karl Kautsky.

La trajectoire d'Eugen Varga est ici exactement parallèle à celle d'un autre intellectuel bourgeois, Georges Lukacs, frappé par la vigueur du bolchevisme et qui prit pareillement des responsabilités importantes dans le gouvernement, dans le domaine de la culture. Eugen Varga fut d'ailleurs auparavant un visiteur irrégulier du « cercle du dimanche » lancé sur une base idéaliste par Georges Lukacs.

Tous deux, après avoir participé à la révolution hongroise qui échoua finalement en août 1919, rejoignirent par la suite l'Union Soviétique où ils servirent intellectuellement le régime, avant de se faire critiquer au point d'une mise à pied plus ou moins importante selon les moments.

Entre-temps cependant, les commissaires du peuple hongrois s'étaient réfugiés en Autriche, où le gouvernement leur avait accordé un laissez-passer. Cela signifiait toutefois une mise à l'écart, dans la prison du château de Karlstein.

Eugen Varga y passa six mois et en profita pour rédiger son appréciation critique des événements dans l'ouvrage intitulé *Les problèmes d'économie politique de la dictature du prolétariat*. Le titre du premier chapitre de l'ouvrage résume toute l'approche d'Eugen Varga pour les quarante prochaines années : *La crise du capitalisme*.

Le contexte hongrois

Eugen Varga est historiquement lié à une philosophie de type moderniste, tout à fait représentative du milieu des jeunes intellectuels artistes hongrois et tchèques du début du siècle. L'opposition à l'Autriche combinait une orientation favorable au socialisme, mais aussi une dynamique portée, en connaissance de cause ou non, par la bourgeoisie nationale.

Il faut cerner ici l'étrange situation de la Hongrie. Dans le cadre de l'Autriche-Hongrie, elle était soumise à l'Autriche, mais en même temps elle possédait une base féodale puissante et opprimait elle-même des populations non hongroises, notamment les Slovaques. L'Autriche avait dû d'ailleurs en 1867 reconnaître la Hongrie comme une entité quasi équivalente, divisant de fait l'empire en deux structures bien délimitées.

L'éveil national hongrois produisit une grande vague d'intellectuels, sympathisant avec la social-démocratie mais refusant son mode d'organisation, ses principes stricts, etc., privilégiant un style libéral-bourgeois dans l'approche générale. Le noyau dur de cette affirmation historique était la Société de sciences sociales, avec sa revue *Huszadik Szazad* (Le vingtième siècle) ; Eugen Varga en fit partie et y tint des conférences.

Il fréquenta également initialement le milieu ayant comme référence Bernat Alexander, un professeur de philosophie moderniste ayant la France et l'Allemagne comme modèles ; ce fut l'écho

de la révolution russe de 1905 qui l'amena à la social-démocratie, sans avoir cependant ébranlé une certaine approche bourgeoise nationale-démocratique. L'année 1905 fut d'ailleurs elle-même très importante en Hongrie.

En effet, en janvier 1905, ce fut une coalition des couches supérieures de la paysannerie, de la noblesse moyenne et d'une partie de la haute aristocratie qui remporta les élections. L'Autriche refusa toutefois d'accepter la formation d'un gouvernement exigeant une autonomie douanière, bancaire et le hongrois comme langue officielle dans l'armée. Aussi mit-elle en place gouvernement autour du baron Fejévary.

Son ministre de l'intérieur Kristoffy avait comme plan d'établir le suffrage universel, ceci afin de satisfaire une revendication populaire pressante, mais en même temps d'en profiter pour torpiller la coalition ayant remporté les élections en s'appuyant sur un suffrage réservé à une partie du pays seulement. Un élargissement de la base électorale aurait en effet abouti au renforcement électoral de la social-démocratie.

Le risque apparut trop grand à toutes les parties ; finalement l'Autriche et la coalition « hongroise » firent un compromis qui dura jusqu'en 1909.

La social-démocratie tenta ensuite en 1911 une alliance en faveur du suffrage universel avec le parti libéral, petit-bourgeois, de Gyula Justh, mais celui-ci se défila en 1912 et la vague social-démocrate de grèves de manifestations de mai 1912 ne fut pas prolongée après des affrontements avec la police et l'armée.

Eugen Varga regretta ce recul de la direction social-démocrate, surtout que le Parti avait dépensé beaucoup d'énergies, et alors qu'en mars 1913 eut lieu une petite réforme du droit de vote. C'est là un tournant historique, où lui-même devenait une figure de la gauche du Parti hongrois, aux côtés de Jenö Landler, Jenö Hamburger, György Nyisztor, ainsi que Gyula Alpári.

Eugen Varga rédigea dans ce contexte une brochure sur l'inflation à l'occasion de la campagne pour le suffrage universel, soulignant l'importance de la lutte contre la hausse des prix au moyen de nombreuses réformes que la social-démocratie pourrait promouvoir si elle parvenait au parlement. Cependant, si auparavant il soutenait le principe d'une industrialisation de la Hongrie avec une acceptation relative du cadre institutionnel, dans l'esprit attentiste du kautskysme dans les pays non développés, désormais il prônait la rupture.

Cela n'allait pas sans ambiguïtés socialistes-idéalistes, bourgeoises-modernistes.

Eugen Varga ne fut ainsi pas que libre-penseur, dans le cadre du mouvement de la *Galileo Kör* (Société de Galilée), avec sa revue *Szabadgondolat* (Libre pensée), puis de la *Bembe Kör* (Société de Bembe). Il fut également très proche des milieux franc-maçons, au point de les rejoindre avec toute l'équipe de *Nepszava* (ainsi que Zsigmond Kunfi, rédacteur en chef de la revue théorique du Parti *Szocializmus*), lorsque Oszkár Jászi, fondateur de la *Galileo Kör*, entra dans la loge *Demokrácia*.

Lorsque celui-ci dut la quitter sous la pression conservateurs pour aller à la loge *Martinovics*, il suivit le mouvement accompagné d'autres socialistes.

C'est la nature de cette démarche qui fait qu'Eugen Varga fut favorable à la psychanalyse. En Autriche, il demanda en février 1920 une audience à Sigmund Freud qui l'accueillit avec une ironie anticommuniste particulière, en lui disant : « Vous n'avez pas vraiment l'air assoiffé de sang ».

Eugen Varga demanda l'autorisation d'assister aux réunions de l'association psychanalytique de Vienne, ce que Freud accepta, l'accueillant même chaque semaine lors d'un séminaire privé. Et par la suite, en 1923, Eugen Varga revint vers Freud pour lui demander de l'aider pour la mise en place de relations entre les psychanalystes russes et germanophones.

La psychanalyse profitait encore alors d'un prestige certain dans des cercles liés au communisme ; le premier responsable soviétique à Berlin, Viktor Kopp, également haut responsable du commerce extérieur, était ainsi lui-même un partisan de la psychanalyse. Une figure importante fut Vera Schmidt, qui publia une présentation des activités psychanalytiques à Moscou, notamment avec son jardin d'enfants. Son mari Otto Schmidt, un important scientifique (études polaires, mathématiques, astronomie, géophysique, rédacteur en chef de la Grande Encyclopédie Soviétique, etc.) fut également à l'origine de très nombreuses traductions d'œuvres de Freud en russe.

Enfin, un aspect important était l'appartenance d'Eugen Varga à l'importante communauté juive de Hongrie. Une couche importante d'intellectuels de celle-ci n'avait pas les préjugés liés à la féodalité hongroise, mais en même temps relevait d'une démarche formaliste, déconnectée de la réalité de l'ensemble du pays.

La révolution hongroise fut véritablement portée par cette affirmation intellectuelle. La principale figure en fut ainsi Béla Kun, le commissaire du peuple aux affaires étrangères, et non Sándor Garbai, le responsable du gouvernement qui avait proclamé la république hongroise des conseils.

Béla Kun avait un père juif et on retrouve beaucoup de révolutionnaires juifs au gouvernement : Jenő Landler était commissaire du peuple à l'intérieur et au commerce avec Mátyás Rákosi comme représentant, Jenő Hamburger et György Nyisztor à l'agriculture, Zsigmond Kunfi à l'éducation populaire avec György Lukács comme représentant, József Pogány à la défense avec Tibor Szamuely comme représentant. A cela s'ajoute Eugen Varga.

Un bilan idéaliste-volontariste de la révolution hongroise

Lors de la révolution, les communistes de Hongrie furent immédiatement pris à la gorge. La production industrielle était tombée à 5 % de celle d'avant-guerre, les troupes tchèques et roumaines occupaient les charbonnages. En refusant le traité de Versailles, le nouveau régime était de facto en guerre, avec une opposition armée supervisée et épaulée par l'impérialisme français. Il ne faut cependant pas perdre de vue que l'expérience hongroise se déroule en écho de la révolution russe, mais dans des conditions de niveau idéologique des révolutionnaires bien différentes d'en Russie.

Ce qui est ainsi surtout marquant dans *Les problèmes d'économie politique de la dictature du prolétariat*, le bilan de la révolution hongroise écrit par Eugen Varga, c'est que celui-ci expose une conception bien plus proche de celle de Karl Kautsky que de celle de Lénine.

Bien entendu, il récuse la conception évolutionniste du premier, toutefois il est flagrant qu'il ne s'est pas encore approprié la conception du second quant à l'impérialisme comme stade suprême du

capitalisme.

La crise du capitalisme est ainsi exposé comme une simple conséquence de la guerre, et si jamais il parle d'impérialisme, c'est pour le concevoir non pas tant comme une nouvelle forme, que comme une réorganisation. Il dit ainsi :

« La tendance au dépassement de l'anarchie propre à la phase impérialiste du capitalisme : l'organisation de l'économie capitaliste, afin de rendre possible une meilleure domination du marché par le capital, a connu dans la guerre un renforcement brutal par les organisations étatiques d'économie encadrée.

On parla alors de socialisme de guerre ; il serait plus juste de parler de capitalisme organisé de manière étatique. »

Cette thèse relève non pas de la gauche de la social-démocratie, Lénine en tête, mais des opportunistes de la social-démocratie comme Karl Kautsky et Rudolf Hilferding, qui affirment la possibilité d'un capitalisme « organisé ». Eugen Varga dit en même temps, et c'est paradoxal s'il est organisé, que le capitalisme a été puissamment déformé par la guerre.

Une preuve de cette lecture « organisationnelle » est que, de manière pragmatique, afin de faciliter l'approvisionnement de l'armée rouge, Eugen Varga avait organisé la socialisation des grandes propriétés agricoles, mais en laissant la direction aux anciens propriétaires terriens.

C'était là rater totalement la dimension démocratique de la question paysanne, dans un pays où 4 000 familles possédaient le 1/3 des terres, l'Église catholique 20 %, 1,7 million de petits paysans même pas 15 %, des millions restant sans terre.

Pareillement par ailleurs, l'État soviétique hongrois avait simplement repris tous les fonctionnaires du vieil État s'effondrant, sans faire aucun tri ni supervision.

Il s'ensuivit bien entendu une série de sabotages et un grand manque de coordination. Surtout, cette lecture mécanique-organisationnelle d'alors se conclut inévitablement par une recherche d'excuse de type subjectiviste à la défaite finale. Un élément marquant de l'approche d'Eugen Varga est que la dimension « psychologique » est survalorisée.

À l'arrière-plan, on retrouve ici la profonde influence syndicaliste révolutionnaire d'Ervin Szabó, avec tout l'intérêt pour une dimension « éthique » qui serait à ajouter au marxisme. C'est un élément typique de l'Europe centrale, qu'on retrouve notamment au cœur du très important mouvement ouvrier social-démocrate en Autriche, autour d'Otto Bauer, qui puise dans la morale d'Emmanuel Kant et qu'on appellera l'austro-marxisme.

Le doctorat philosophique d'Eugen Varga portait d'ailleurs sur « Leibniz, Kant et la critique phénoménologique de la méthode transcendantale ».

Eugen Varga dresse un bilan surtout psychologique de la situation chaotique de 1918. Il souligne que la perte du niveau de vie a été terriblement marquante sur le plan psychologique pour la petite-bourgeoisie et qu'elle a rejoint le camp du prolétariat.

La productivité du travail du prolétariat enchaîné est par contre nécessairement loin de son

maximum en raison de la dimension psychologique des pénuries, de la crise.

La rationalité et l'intensité du travail du capitalisme resteraient toujours très faibles, d'ailleurs des millions de travailleurs ont un niveau de lecture et d'écriture très faible, ce qui est vrai mais est surtout frappant pour l'Europe de l'Est.

C'est là une lecture très social-démocrate dans l'esprit de l'époque : le capitalisme est mal organisé, les travailleurs sont placés à l'écart du développement culturel et ils sont rétifs à un régime qui les opprime, psychologiquement tout est devenu précaire, instable.

Par conséquent, le prolétariat doit prendre les choses en main et tout se décide selon cette volonté de prendre les choses en main. Le prolétariat doit prendre sur lui qu'au début de sa dictature, le niveau de vie chute de par les troubles, parce qu'il s'y gagne lui-même. S'il ne le fait pas, il n'est pas la hauteur. Eugen Varga formule cela notamment ainsi :

« La dictature du prolétariat ne peut tout d'abord proposer au prolétariat industriel, justement le porteur de la bannière du nouvel ordre de la société, qu'une élévation du niveau culturel (théâtre, musique, bibliothèques, piscines, etc.).

En ce qui concerne les biens matériels par contre, une chute de plus du niveau de vie est inévitable (...).

Le niveau de vie du prolétariat ne pourra être en tant que tel élevé lorsque la nouvelle production prolétarienne a atteint sa pleine maturité.

Il en découle : *pour la réalisation du socialisme, chaque prolétaire conscient doit non seulement lutter, mais aussi être capable de se priver !*

Les ouvriers hongrois, par manque de formation révolutionnaire et d'un Parti Communiste organisé, ne voulaient pas se priver pour leur pouvoir, pour l'avenir socialiste.

Ils exigeaient l'élévation immédiate de leur niveau de vie, et comme c'était impossible, ils se sont détournés de l'idéal de la domination prolétarienne. Cet esprit des prolétaires a été utilisé par les contre-révolutionnaires de toutes sortes, et a été l'une des causes principales pour l'offensive roumaine [contre le pouvoir soviétique hongrois] a été victorieux. »

On a ici une vraie démarche idéaliste-volontariste ; Eugen Varga a une conception intellectuelle-abstraite du prolétariat qu'il voit comme une entité ayant une fonction par rapport à une situation.

Il est ici fondamentalement proche d'une autre figure de la révolution hongroise, György Lukacs, qui synthétisera le mieux cette approche « messianique » dans un ouvrage retentissant alors comme expression du gauchisme d'Europe centrale, *Histoire et conscience de classe*.

La revue d'Europe centrale *Kommunismus*, à laquelle participa brièvement Eugen Varga et précisément sur cette ligne, sera l'une des cibles de Lénine dans sa dénonciation du gauchisme.

Un analyste du capitalisme au service de Lénine

Eugen Varga écrivit également au sujet de la révolution hongroise *L'organisation économique de la république hongroise des conseils*, ainsi que *La question agraire dans la révolution prolétarienne hongroise*. Il le fit cependant en Russie, où il dût émigrer.

Le gouvernement hongrois menant le procès des commissaires du peuple de juillet à décembre 1920, en leur absence et exigeant donc leur présence pour leur condamnation (à mort), les communistes hongrois réfugiés durent en effet quitter l'Autriche et allèrent alors en Russie soviétique. Eugen Varga y fut immédiatement considéré comme étant un cadre de valeur.

Il assumait d'ailleurs un rôle dès son arrivée, en tant que délégué du Parti Communiste de Hongrie lors du second congrès de l'Internationale Communiste en juillet-août 1920, bien qu'il n'arriva qu'à la fin de celui-ci.

Au début des années 1920, le régime soviétique ne faisait encore que se mettre en place dans le cadre d'une guerre civile non terminée ; il y avait le besoin d'un aperçu général de l'évolution du monde, alors que la vague de la révolution avait ébranlé le monde et notamment l'Europe.

Il était très pratique d'avoir un économiste capable d'étudier par exemple en profondeur l'économie américaine, voyant que l'utilisation des machines y était systématique et bien plus avancée qu'en Europe, que l'immigration amenait une population ouverte rétive à tout conservatisme, que l'agriculture s'étendait toujours davantage, etc.

Eugen Varga, qui avait alors quarante ans, prit donc la citoyenneté soviétique et rejoignit dans la foulée le Parti Communiste de Russie, changeant son nom de Jenö Varga en Evgeni Varga.

C'est pourtant sous le nom d'Eugen Varga qu'il sera surtout connu, étant donné qu'il parlait mal le russe et qu'il écrivit ses plus importants documents des années 1920 en allemand, une langue essentielle de par le poids central de la question allemande pour l'Internationale Communiste.

Eugen Varga rejoignit d'ailleurs bientôt l'Allemagne, Lénine lui ayant donné une tâche très particulière, considérée comme d'une très grande importance. Son rôle était d'accumuler des données et d'en tirer les tendances générales, afin de les fournir à l'Internationale Communiste. Un institut fut fondé en ce sens à Berlin, de manière relativement discrète, afin de faciliter l'obtention de documents et de former une équipe d'analystes.

Lénine avait formulé ce principe d'un bureau d'études de « l'impérialisme international » ainsi que du « mouvement ouvrier international » en août 1921, dans une lettre à Zinoviev, en copie à Staline, Radek, Kamenev et Trotsky ; le même mois, l'Internationale Communiste valida le projet.

Dans la lettre, Lénine y soulignait qu'il n'était pas possible de le former en Russie, de par le manque de personnel, de bibliothèques, etc. Il voyait comme langues à connaître au départ l'allemand, l'anglais, le français, l'italien et le tchèque ; le travail devait se faire en allemand (« pour le continent européen sans aucun doute maintenant la langue la plus internationale »), avec des traductions à réaliser en français et en anglais, ainsi qu'en russe.

L'idée était de former une structure relativement neutre d'accumulations d'informations et de données. Il s'agissait de cumuler les informations à ce sujet et de les diffuser, pour l'Internationale

Communiste d'un côté, de manière payante à qui le voudrait de l'autre.

Eugen Varga fut donc le dirigeant de l'Institut d'information statistiques du Comité exécutif de l'Internationale Communiste formé en 1921, qui exista sous une forme masquée à Berlin. Il fut également responsable de la mission commerciale de l'ambassade soviétique, alors que le traité de Rapallo de novembre 1922 permettait la mise en place de rapports économiques entre l'Allemagne et la Russie soviétique.

Cette position d'Eugen Varga dura jusqu'en 1927, le temps que la Russie soviétique soit en mesure de s'organiser. Il rejoignit alors *l'Institut de l'économie mondiale et de la politique mondiale* basé à Moscou.

À partir de 1931, cet institut fut considéré comme un centre de recherche et de développement dans l'évaluation de la situation économique mondiale et des problèmes politiques afférents, suivant une décision du Comité Central du PCUS (bolchévik). Cet Institut fournissait des données en particulier à Staline, Molotov, le Comité Central du PCUS (b), le conseil des commissaires du peuple, le commissariat au peuple pour les affaires étrangères, le commissariat au peuple du commerce extérieur.

Parallèlement à cette activité au sein de l'Institut dans les années 1920, Eugen Varga s'était lancé dans une double activité. La première était la constitution des rapports extrêmement denses et longs sur l'économie capitaliste et sa situation. Écrits de manière trimestrielle, ils étaient publiés dans la revue Internationale *Presse-Korrespondenz (Inprekorr)*, la correspondance internationale de presse, organe de l'Internationale Communiste publié en russe, en allemand, en anglais, en français et en espagnol.

La seconde était la constitution de rapports sur la situation économique pour les congrès de l'Internationale Communiste. C'est cela qui allait le placer au cœur des grands débats sur la situation politique et économique internationale et faire de lui une figure alors extrêmement connue.

Eugen Varga fournissait les données et présentait le cadre général, et ensuite il y avait les grands débats, avec les grands conflits idéologiques émergeant alors, qui s'ensuivaient.

L'Institut de l'économie mondiale et de la politique mondiale

L'Institut qu'Eugen Varga rejoignit existait depuis peu de temps ; il était le fruit d'une intense activité intellectuelle, notamment autour de Theodore Rothstein.

Celui-ci, un bolchevik qui avait dû émigrer à Londres, avait notamment écrit en 1910 un ouvrage décrivant l'exploitation systématique de l'Égypte par l'Angleterre. Figure très active de la social-démocratie européenne avant la révolution de 1917, il se mit au service de celle-ci devenant notamment ambassadeur de la Russie soviétique en Iran, avant de se voir confier une activité au sein d'une nouvelle structure, le *groupe de travail sur la guerre et la politique internationale*.

Le dirigeant du groupe était Mikhail Pavlovich, un cadre ayant comme fonction d'analyser l'histoire de l'orient, la Russie soviétique accordant une grande importance à cette partie du monde.

Il publiait une revue, la *Chronique internationale*, de logique documentaire, existant parallèlement à

la revue *La vie internationale*, publiée par le Commissariat au peuple aux affaires étrangères, Theodore Rothstein s'occupant des deux publications par ailleurs. Une *Association pour les études orientales* avait quant à elle été fondée sous la supervision du Commissariat au peuple aux nationalités, tout comme un cycle d'études orientales.

Après une polémique notamment avec David Riazanov qui aurait voulu une académie « neutre », fut finalement fondé en décembre 1924 l'*Institut de l'économie mondiale et de la politique mondiale* - IMChMP, *Institut mirovogo chozjastja i mirovoj politik*, dont Theodore Rothstein prit la direction.

L'IMChMP avait deux thèmes principaux : la question agraire dans l'Orient mahométan, ainsi que les tendances de la politique extérieure de l'impérialisme américain. A partir de janvier 1926, il dispose de sa revue éponyme, mais c'est également le moment où Nikolai Ossinski en prend la direction et donne le champ libre au courant des partisans de Trotsky. Ce dernier voit d'ailleurs des discours de lui sur les rapports entre l'Europe et l'Amérique être publiés sous forme d'un article dans les deux premiers numéros.

En voici des extraits, tout à fait significatifs de l'approche trotskyste de la « révolution permanente » :

« L'énorme supériorité matérielle des États-Unis exclut automatiquement toute possibilité de relèvement économique pour l'Europe capitaliste. Si le capitalisme européen révolutionnait dans le passé les autres parties du monde, actuellement, c'est le capitalisme américain qui révolutionne l'Europe en déclin.

Cette dernière n'a plus d'autre issue à l'impasse économique que la révolution prolétarienne, l'abolition des barrières douanières et des frontières d'État, la création des États-Unis soviétistes d'Europe et d'une Union fédérative avec l'URSS et les peuples libres d'Asie. Le développement de cette lutte gigantesque ouvrira infailliblement une époque révolutionnaire pour le potentat actuel, les États-Unis d'Amérique (...).

Que veut le capital américain ? A quoi tend-il ? Il cherche, dit-on, la stabilité. Il veut rétablir le marché européen dans son intérêt, il veut rendre à l'Europe sa capacité d'achat. De quelle façon ? Dans quelles limites ? En effet, le capital américain ne peut vouloir se faire de l'Europe un concurrent.

Il ne peut admettre que l'Angleterre et, à plus forte raison, l'Allemagne et la France, recouvrent leurs marchés mondiaux, parce que lui-même est à l'étroit, parce qu'il exporte des produits et s'exporte lui-même. Il vise à la maîtrise du monde, il veut instaurer la suprématie de l'Amérique sur notre planète. Que doit-il faire à l'égard de l'Europe ?

Il doit, dit-on, la pacifier. Comment ? Sous son hégémonie.

Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'il doit permettre à l'Europe de se relever, mais dans des limites bien déterminées, lui accorder des secteurs déterminés, restreints, du marché mondial. Le capital américain commande maintenant aux diplomates. Il se prépare à commander également aux banques et aux trusts européens, à toute la bourgeoisie européenne. C'est ce à quoi il tend.

Il assignera aux financiers et aux industriels européens des secteurs déterminés du marché. Il réglera leur activité.

En un mot, il veut réduire l'Europe capitaliste à la portion congrue, autrement dit, lui indiquer combien de tonnes, de litres ou de kilogrammes de telle ou telle matière elle a le droit d'acheter et de vendre. Déjà, dans les thèses pour le 3e Congrès de l'I.C., nous écrivions que l'Europe est balkanisée. Cette balkanisation se poursuit maintenant (...).

Puisque je parle à une assemblée convoquée par la Société des Amis de la Faculté des Sciences physiques et mathématiques, permettez-moi de vous dire que ma critique marxiste révolutionnaire de l'américanisme ne signifie pas que nous condamnions ce dernier en bloc, que nous renoncions à apprendre auprès des Américains ce que nous pouvons et devons nous assimiler de leurs bons côtés.

Il nous manque leur technique et leurs procédés de travail. Le postulat de la technique, c'est la science sciences naturelles, physique, mathématique, etc.

Or, il nous faut à tout prix nous rapprocher le plus possible des Américains sur ce point. Il nous faut cuirasser le bolchevisme à l'américaine. Nous avons pu jusqu'à présent résister. Cependant, la lutte peut revêtir des proportions plus menaçantes. Il est plus facile pour nous de nous cuirasser à l'américaine que pour le capital américain de mettre l'Europe et le monde entier à la portion congrue.

Si nous nous cuirassons avec la physique, les mathématiques, la technique, si nous américanisons notre industrie socialiste encore faible, nous pourrons, avec une certitude décuplée, dire que l'avenir est entièrement et définitivement à nous. Le bolchevisme américanisé vaincra, écrasera l'américanisme impérialiste (...).

Etant donné la puissance des États-Unis et l'affaiblissement de l'Europe, une nouvelle répartition des forces, des sphères d'influence et des marchés mondiaux est inévitable. L'Amérique doit s'étendre et l'Europe se comprimer. Telle est la résultante des processus fondamentaux qui s'effectuent dans le monde capitaliste. Les États-Unis s'engagent dans toutes les voies, et partout ils prennent l'offensive (...).

Pour terminer, je poserai une question qui, me semble-t-il, découle du fond même de mon rapport. Le capitalisme, oui ou non, a-t-il fait son temps ? Est-il en mesure de développer dans le monde les forces productives et de faire progresser l'humanité ? Cette question est fondamentale.

Elle a une importance décisive pour le prolétariat européen, pour les peuples opprimés d'Orient, pour le monde entier et, avant tout, pour les destinées de l'Union soviétique.

S'il s'avérait que le capitalisme est encore capable de remplir une mission de progrès, de rendre les peuples plus riches, leur travail plus productif, cela signifierait que nous, parti communiste de l'U. R. S. S., nous nous sommes hâtés de chanter son de profundis ; en d'autres termes, que nous avons pris trop tôt le pouvoir pour essayer de réaliser le socialisme. Car, comme l'expliquait Marx, aucun régime social ne disparaît avant d'avoir épuisé toutes ses possibilités latentes.

Et, dans la nouvelle situation économique actuelle, maintenant que l'Amérique s'est

élevée au-dessus de toute l'humanité capitaliste en modifiant foncièrement le rapport des forces économiques, nous devons nous poser cette question : Le capitalisme a-t-il fait son temps ou peut-il espérer encore faire œuvre de progrès ?

Pour l'Europe, comme j'ai essayé de le démontrer, la question se résout nettement par la négative. L'Europe, après la guerre, est tombée dans une situation plus pénible qu'avant 1914. Mais la guerre n'a pas été un phénomène fortuit.

Ça été le soulèvement aveugle des forces de production contre les formes capitalistes, y compris celles de l'État national. Les forces de production créées par le capitalisme ne pouvaient plus tenir dans le cadre des formes sociales du capitalisme, y compris le cadre des États nationaux. De là, la guerre (...).

Il en résulte que la révolution ne viendra en Amérique qu'en second lieu. Elle commencera par l'Europe et l'Orient. L'Europe viendra au socialisme contre l'Amérique capitaliste, dont elle aura à vaincre l'opposition (...).

Une Europe morcelée ne pourrait, même sous la dictature du prolétariat, tenir bon économiquement en conservant son morcellement. La révolution prolétarienne implique l'unification de l'Europe. Maintenant, les économistes, les pacifistes, les hommes d'affaires, et même simplement les braillards bourgeois parlent volontiers des États-Unis d'Europe. Mais cette tâche est au-dessus des forces de la bourgeoisie européenne, rongée par ses antagonismes. Seul, le prolétariat victorieux pourra réaliser l'union de l'Europe. Où qu'éclate la révolution et à quelque rythme qu'elle se développe, l'union économique de l'Europe est la condition première de sa refonte socialiste. C'est ce qu'a déjà proclamé l'I. C. en 1923 : il faut chasser ceux qui ont morcelé l'Europe, prendre le pouvoir pour unifier cette dernière et créer les États-Unis socialistes d'Europe. »

Le 15e congrès du Parti écrase alors le courant trotskyste, dont les partisans sont éjectés de l'IMChMP. C'est alors Eugen Varga qui vient en prendre la tête, son activité berlinoise se terminant à la fin de l'année 1927.

À partir de 1931, cet institut fut considéré comme un centre de recherche et de développement dans l'évaluation de la situation économique mondiale et des problèmes politiques afférents, suivant une décision du Comité Central du PCUS (bolchévik). L'Institut fournissait des données en particulier à Staline, Molotov, le Comité Central du PCUS (b), le conseil des commissaires du peuple, le commissariat au peuple pour les affaires étrangères, le commissariat au peuple du commerce extérieur.

La crise générale du capitalisme

Eugen Varga écrivit en 1921 des études particulières comme *La situation économique de l'Europe continentale* et *La situation politique et sociale de l'empire britannique*, mais surtout il réalisa en quatre semaines, en mai, une petite brochure d'une soixantaine de pages intitulée *La crise de l'économie mondiale capitaliste*.

Il s'agissait d'une demande faite par la direction de l'Internationale Communiste ; le document devait être fourni à tous les participants du troisième congrès de celle-ci devant avoir lieu en juin.

L'œuvre est découpée en huit parties. Les deux premières concernent la guerre, avec la modification de l'économie capitaliste en raison de celle-ci, ainsi que la situation après sa fin. Les parties trois et quatre concernent le contexte du moment, avec la situation de l'économie et celle de la classe ouvrière.

Les parties cinq et six sont les plus décisives de l'œuvre, puisqu'elles présentent d'abord la productivité et ensuite l'évaluation d'un éventuel développement capitaliste. Ce sont ces deux parties qui justifient le titre de la brochure.

Les parties sept et huit dressent enfin la conséquence des deux parties précédentes ; elles sont intitulées « Il n'y a pas d'issue possible » et « Face à la guerre mondiale qui vient ».

Eugen Varga retranscrit ici la perspective de l'Internationale Communiste, alors que deux congrès s'étaient déjà tenus. La révolution d'Octobre a alors puissamment ébranlé le capitalisme, à un moment où celui-ci était déjà totalement épuisé par la guerre, déjà pour les pays européens concernés, mais également pour les autres qui voyaient le marché mondial s'effondrer.

Avec *La crise de l'économie mondiale capitaliste*, l'objectif d'Eugen Varga était de présenter le panorama mondial en 1921 ; pour cela il se fonda entièrement sur les chiffres et statistiques fournies par la presse capitaliste, qu'il interprétait ensuite pour en exprimer les tendances fondamentales. C'est là la base même du style Varga, qui consistait à décortiquer toute la presse en quête de données économiques.

Eugen Varga produisit une nouvelle brochure à l'occasion du quatrième congrès, commençant en novembre 1922 ; publiée à la toute fin septembre, elle s'intitule *La période du déclin du capitalisme*. Le principe est le même, la cinquantaine de pages devant servir de contribution aux cadres présents lors du congrès, pour disposer en amont d'une certaine visibilité générale de la situation.

Eugen Varga tenta cette fois d'aller dans le sens d'un exposé théorique de la nature de la crise capitaliste en cours ; son travail se voulait une contribution au processus de formulation théorique générale qui devait alors être fait par l'Internationale Communiste.

Les six chapitres allaient dans le sens d'une synthèse : à *La montée et le déclin du capitalisme* succède *L'essence du déclin du capitalisme*, puis *Le rôle de la guerre dans le capitalisme*, *Les types d'économie dans la période de déclin du capitalisme*. L'œuvre se termine par *Le développement économique de cette dernière année* d'abord, *Les tendances de développement et les perspectives pour l'avenir* ensuite.

L'idée de base restait toutefois la même que pour la brochure de l'année précédente ; il est toujours considéré que la crise n'est pas celle d'un capitalisme normal, mais d'un capitalisme ayant connu de profondes distorsions.

En amont du cinquième congrès de l'Internationale Communiste, s'ouvrant à la fin juin 1924, Eugen Varga publia début mai *Essor ou déclin du capitalisme*, toujours sur le principe d'une petite brochure. Juste avant le sixième congrès, qui se tint juillet-août 1928, il écrivit *L'Économie de la période de déclin du capitalisme après la stabilisation*.

L'analyse du capitalisme d'après 1918

La crise de l'économie mondiale capitaliste fut une œuvre ayant un vrai retentissement, de par son lien avec le congrès de l'Internationale Communiste en 1921. Le point de vue d'Eugen Varga tournait dans cette période autour d'un axe très précis : le décrochage complet des pays d'Europe centrale, c'est-à-dire notamment l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Pologne.

La situation de ces pays était catastrophique sur le plan humain, le contexte était hautement explosif et contrastait avec la situation de croissance des États-Unis et du Japon, et relativement de la Grande-Bretagne qui avait été la plus grande puissance avant 1914.

Alors qu'aux États-Unis des récoltes étaient brûlées en raison de l'impossibilité de les vendre, la famine frappait des franges entières de la population européenne. Malgré les besoins de celle-ci en général, comme pour l'habillement ou l'alimentation, il n'y avait aucune solution concrète proposée par le capitalisme, qui faisait face à une crise inédite.

L'Europe de l'Ouest avait été avant 1914 la base industrielle du monde, avec une classe ouvrière éduquée et formée amenant une bonne productivité, alors que les États-Unis n'étaient alors qu'un pays d'exportation agricole. La possession de colonies permettait à la Grande-Bretagne et à la France de disposer de ressources nombreuses à peu de frais.

Le capitalisme disposait d'autant plus de stabilité que le courant révisionniste dans la social-démocratie encourageait à la paix sociale et à l'intégration dans les institutions bourgeoises. Mais la guerre avait entièrement bouleversé cette situation.

L'implication dans une guerre générale avait provoqué un épuisement des ressources, une vie à crédit de la part de l'État, une usure terrible du matériel, un gaspillage énorme pour l'armée, alors que l'appauvrissement des masses s'intensifiait. Le capitalisme connaissait une brutale série de déformations. C'était d'autant plus vrai pour les pays coupés du marché mondial, comme l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, ou encore la France qui a connu la guerre sur une partie importante de son territoire.

Il est vrai qu'il y avait eu un élan après 1918, avec le rétablissement des échanges internationaux, la fin des blocus maritimes, le rétablissement des transports, la fin du contrôle d'État. Mais cela ne pouvait qu'être temporaire selon Eugen Varga et cela ne résolvait pas le problème de fond, l'absence de capacité de production en rapport avec une véritable consommation en fonction.

La production industrielle et agricole se retrouvait dans une situation de crise insoluble : les États-Unis disposent de biens mais ne peuvent pas les vendre ; l'Europe centrale ne dispose pas de ces biens, mais ne peut pas les acheter. L'effondrement du capitalisme d'Europe centrale entraîne avec lui l'ensemble d'un système déjà entièrement disloqué par les exigences de la guerre mondiale.

En 1918 comparé à 1914, l'Allemagne produisait pratiquement deux fois moins de patates, de blé, d'avoine, de sucre ; le nombre de cochons avait été divisé par deux, etc. La France avait pratiquement moitié moins de chevaux et de cochons, la production de blé avait été divisée par deux, tout comme la production de charbon. Celle de fer avait été divisée par pratiquement cinq, celle de navires par douze.

Les dettes de l'État allemand étaient passées en quatre ans de 11 à 150 milliards de marks, la circulation de monnaie de 2 à 22 milliards (puis quasiment 69 à la fin de 1918) ; les dettes de l'État français étaient passés dans la même période de 33 à 200 milliards de francs, la circulation de monnaie de 6 à 30 milliards (puis quasiment 38 à la fin de 1918).

L'Angleterre avait agrandi sa production agricole et maintenait l'inflation, mais connaissait pareillement un certain recul de la production industrielle. La hausse des prix était générale dans les pays européens et la monnaie s'effondrait face au dollar.

La guerre avait de toutes façons entraîné dans son sillage, par sa contraction du marché mondial, tous les pays européens, y compris les non-belligérants qui voyaient leur dette publique exploser de 1913 à 1918 (Norvège de 182 %, Suisse de 116 %, Danemark de 156 %, Suède de 142 %, etc.) et leur production chuter de par le manque de possibilité de distribution.

Le grand profiteur de cette situation avait donc été les États-Unis, qui avait pu accélérer son industrialisation, inondant les marchés d'Amérique centrale et du Sud, livrant des matières premières, des biens alimentaires et du matériel militaire aux forces alliées.

Les exportations américaines amenaient 69 millions de dollars en 1913, 3281 millions de dollars en 1917, 4016 en 1919, 2949 en 1920, dont à peu près les 2/3 de biens industriels. Au lendemain de la guerre, la productivité était d'ailleurs telle que deux ouvriers américains équivalaient en productivité à cinq ouvriers anglais.

Le Japon avait également profité de l'espace libre, même si de manière bien moins importante. Néanmoins, tant les États-Unis que le Japon faisaient face au problème que les pays européens, ruinés, ne pouvaient consommer ; ils se retrouvèrent par conséquent en situation de surproduction.

Il en allait de même pour l'expansion industrielle des colonies, qui en l'absence d'importations de la puissance coloniale avaient pu trouver un moyen de se développer relativement.

Dans un tel contexte, le chômage de masse était inévitable, en particulier pour les pays en surproduction ; les ouvriers se retrouvaient aussi avec une mauvaise volonté évidente de s'impliquer dans la production. Eugen Varga cite notamment l'exemple de la productivité du mineur français, qui passa de 695 en 1913 à 564 en 1918 et 448 en 1919.

La question qui se posait alors, et qui marquait une différence notable entre sociaux-démocrates et communistes à ce moment-là, était de savoir si le capitalisme était en mesure de relancer le processus d'accumulation du capital ou pas.

La crise du capitalisme comme liée à la guerre

Eugen Varga, après avoir donc dressé une vue d'ensemble de la situation dans *La crise de l'économie mondiale capitaliste* en 1921, conclut cet ouvrage sur la thèse suivante. Les sociaux-démocrates ont selon lui tort de penser que le capitalisme est en train de redémarrer ; ils sont aveuglés par le démarrage de 1918-1921 qui ne s'appuie que sur les espaces ouverts par la fin de la guerre.

Il est vrai, précise-t-il, que la bourgeoisie elle-même est désormais remise sur pied en Europe

centrale. Paralysée, catastrophée en 1918-1919, elle a repris confiance en elle. Cependant, si l'on voit l'absence de dynamique dans la construction de logements et d'infrastructures pour les chemins de fer, malgré les besoins énormes, on a une preuve de l'absence de redémarrage de l'accumulation du capital.

La France s'en sort, grâce à la pression financière qu'elle exerce de manière impitoyable contre l'Allemagne vaincue, mais elle-même n'échappe pas à l'inflation et l'État ne couvre même pas la moitié de ses propres dépenses.

Aucun pays n'est capable de réparer les dégâts posés par la guerre mondiale ; il faut rappeler ici que l'analyse d'Eugen Varga ne consiste pas en le fait de parler d'une crise naturelle du capitalisme. Cette crise est induite par la guerre.

Eugen Varga précise cela et explique que c'est insurmontable pour le capitalisme en disant :

« La surproduction relative actuelle n'est pas une conséquence de l'anarchie de l'économie capitaliste, mais une conséquence des modifications provoquées par la guerre dans la construction de l'économie mondiale.

La crise a été provoquée par le déclin de l'économie de l'Europe centrale et de l'Est, par la sous-production chronique dans ces territoires.

Cela et l'industrialisation des territoires coloniaux pendant la guerre ont amené l'impossibilité pour les États-Unis, le Japon et l'Angleterre de trouver des débouchés sur le marché mondial pour leurs marchandises.

Ces causes de la crise se laissent-elles surmonter ?

La surproduction relative est une composante essentielle de toute crise du capitalisme. C'est toujours la disponibilité d'une masse de marchandises qui ne trouvent pas d'acheteurs à des prix profitables dans le cadre de la répartition des revenus qui appelle cette apparence de surproduction. »

Auparavant, le capitalisme pouvait faire en sorte d'augmenter la productivité et par conséquent de rendre disponibles ces marchandises pour les acheteurs, dont le pouvoir d'achat avait augmenté en proportion. Les monopoles pouvaient également étrangler le marché afin de forcer les ventes.

Or, là, dans la situation décrite par Eugen Varga, ce n'est pas possible. Il n'y a ni le capital capable de moderniser l'appareil productif, ni la soumission suffisante du prolétariat pour arracher de la productivité à tout prix.

Il y aurait bien les États-Unis, mais ils ne comptent pas faire de prêt ; de plus, la France, par sa pression douanière contre l'Allemagne et ses exigences de réparation, coule ce pays de manière irrémédiable.

Quant à l'option de développer ailleurs le capitalisme de manière décisive, quitte à laisser tomber l'Europe, cela n'est pas possible : le Canada et l'Australie ont une population trop restreinte, tout comme finalement l'Amérique centrale et du sud. Seuls l'Inde et la Chine pourraient suffire, cependant il n'y a pas de prolétariat disponible, il faudrait deux à trois générations pour mettre cela

en place.

Il est fort intéressant de remarquer que l'option du prêt se réalisera, après 1945, avec le plan Marshall, et que l'option de l'intégration d'un nouveau pays avec une importante base prolétaire se réalisera avec la Chine, dans les années 2000.

Eugen Varga est donc formel :

« Sans l'Europe centrale, le marché mondial est trop étroit pour les pays capitalistes développés.

Partant de là, la sous-production de l'Europe centrale doit appeler de nouveau, après une courte période, et même si une amélioration temporaire se produit, la crise économique actuelle.

Les périodes de meilleure conjoncture vont être toujours plus courtes, celles de la crise toujours plus longues et intensives ; toujours plus de pays vont être précipités dans le déclin, le mouvement révolutionnaire du prolétariat va s'élargir toujours davantage, jusqu'à ce qu'après de longues luttes, la révolution sociale triomphe. »

La crise de l'économie mondiale capitaliste se conclut alors sur les contradictions inter-impérialistes, avec l'annonce de l'affrontement inévitable entre les États-Unis, l'Angleterre et le Japon. C'est leur seule porte de sortie face à la crise et la militarisation de ces pays, en particulier des États-Unis, est déjà flagrante.

Eugen Varga termine par conséquent par les lignes suivantes :

« Tout comme la guerre mondiale a apporté la dictature du prolétariat en Russie et le déclin du capitalisme en Europe centrale, la guerre mondiale qui vient achèvera la destruction du capitalisme sur toute la planète. »

Les phases du déclin du capitalisme

Dans *La période du déclin du capitalisme*, Eugen Varga visa à faire le portrait général du schéma caractérisant la crise capitaliste en cours. Son objectif était d'autant plus complexe que, comme il le reconnaît lui-même alors, le capitalisme ne se redresse pas, malgré une amélioration certaine de l'économie des États-Unis, de l'Angleterre, du Japon et de la France.

Or, l'enjeu était énorme, car il s'agissait de savoir s'il était la preuve que le capitalisme se restructurait et était en mesure de redémarrer, avec les classes dominantes se renforçant d'autant, ou si au contraire ce n'était là qu'un intermède dans un processus d'effondrement général. Toute la stratégie de l'Internationale Communiste dépendait pour ainsi dire de l'évaluation de la situation ; l'importance d'Eugen Varga ne doit ici pas être sous-estimée.

Eugen Varga, qui est à ce moment-là très proche de Léon Trotsky avec qui il collaborait, justifia son interprétation de la manière suivante. Auparavant, les crises cycliques ne modifiaient pas la croissance générale de l'économie capitaliste. Le capitalisme s'étendait de par le monde et supprimait les restes féodaux dans les pays capitalistes ; l'étalon-or se généralisait comme base des échanges monétaires.

De plus, les monopoles rationalisaient l'économie et les exportations vers les colonies soulageaient les besoins de profit. Par le système des crédits et des actions pouvant être achetées individuellement, la part des personnes impliquées dans les intérêts du capitalisme augmentait également.

Eugen Varga prenait ensuite la situation en 1921-1922 et constatait que les possibilités de crédit avaient disparues, que le marché mondial s'était disloqué avec l'émergence du Socialisme d'un côté, les mesures protectionnistes des autres pays de l'autre, à quoi s'ajoute la formation de nouvelles entités étatiques par ailleurs (Autriche, Hongrie, Tchécoslovaquie, etc.).

La production avait reculé et il y a, dans la période 1919/1922 en comparaison à la période 1909/1913, moins de seigle qui est produit, moins d'orge, moins d'avoine, moins de patate, moins de café, moins de coton, moins de jute, etc.

Il y a, en 1921 par rapport à 1912, moins de charbon de produit, moins de fer, moins d'acier, moins de zinc, moins d'étain, moins de cuivre, etc. Il y a moins de cochons, moins de chevaux, moins de moutons.

Les seules productions augmentant le sont en-dehors de l'Europe par ailleurs, avec le maïs, le cacao, le thé, le pétrole. L'économie de la débrouille et du troc réapparaît parfois de manière même officielle (impôt payés en céréales en Hongrie...), etc.

Le niveau de vie des ouvriers s'effondre, le taux de chômage augmentant de manière brutale et atteignant un part importante (en 1922, 20 % en Norvège, 28 % en Suède, 10 % aux Pays-Bas, 15 % en Angleterre ainsi qu'en Belgique, etc.).

Certaines monnaies s'effondrent : un pound anglais vaut fin 1920 258 marks allemands, ainsi que 1500 couronnes autrichiennes et 2250 marks polonais, puis, en septembre 1922, 6300 marks allemands, 335 000 couronnes autrichiennes, 35 000 marks polonais.

Les États sont en déficit ; l'instabilité gouvernementale se retrouve souvent et correspond à des affrontements au sein de fractions de la bourgeoisie sur les intérêts à privilégier (les industriels s'opposant aux grands propriétaires terriens, l'industrie de transformation ayant besoin d'importation à celle produisant des matières premières localement, etc.).

Les besoins de satisfaire la quête de profit obligeaient inévitablement les pays capitalistes à aller vers la domination des pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie ; la concurrence inter-impérialiste ne s'est pas tarie malgré que l'Allemagne ait disparu du groupe des pays les plus puissants et que toute l'Europe centrale et de l'Est est devenue une sorte de colonie de ceux-ci.

C'est la situation révolutionnaire seulement qui empêche l'Angleterre, les États-Unis, le Japon et la France d'en arriver pour l'instant à un conflit ouvert.

L'amélioration actuelle n'est donc que secondaire par rapport à l'aspect principal qui est la crise ; Eugen Varga résume cela de la manière suivante :

« Nous ne trouvons plus dans une phase de crise – comme à l'époque du IIIe congrès [de l'Internationale Communiste] – mais dans une phase de conjoncture s'améliorant, mais cela de manière inchangée au sein de la période de crise du capitalisme. »

La période de déclin du capitalisme a ainsi des phases. Cette thèse, selon Eugen Varga, correspond aux faits et a par conséquent deux ennemis : la social-démocratie qui affirme qu'il n'y a pas de période de crise du tout, les gauchistes qui affirment qu'il n'existe pas de phase au sein de la période de crise.

Le Japon et les États-Unis

Eugen Varga synthétise concrètement sa conception en s'appuyant sur le principe du déséquilibre.

Auparavant, de par la hausse de la productivité et la croissance du marché mondial, les déséquilibres existant de par la nature chaotique de la production capitaliste finissaient inmanquablement par se résorber d'une manière ou d'une autre.

La guerre a renversé la situation, parce qu'elle a amené le capitalisme à épuiser ses propres ressources et à désarticuler le rapport des échanges avec les colonies. La production de matières premières et de biens alimentaires reculent dans ces dernières, ne trouvant plus de débouchés, alors que les pays capitalistes ne parviennent plus non plus à exporter aussi bien qu'avant.

Toute la stabilité présente du capitalisme repose donc de manière essentielle sur ses derniers bastions, là où il n'est pas encore vraiment touché par la crise : le Japon, les États-Unis, ainsi que l'Angleterre, les pays scandinaves et la Suisse. Ces derniers pays maintiennent le cap seulement et la véritable dynamique s'appuie sur les deux premiers.

Le Japon dispose d'une base économique encore très marquée par le féodalisme, mais sa dynamique d'accumulation reste intacte. Il profite de la présence de la Chine arriérée, ainsi que d'un entourage capitaliste encore sain (États-Unis, Canada, Australie).

Les États-Unis, de par la richesse de leur vaste territoire, forment une véritable force agricole, ainsi qu'industrielle, avec une telle capacité que les exportations sont vitales pour s'exprimer pleinement. La situation exige donc une activité effrénée, avec des barrières protectionnistes d'un côté, l'exportation de capital de l'autre : Eugen Varga note que l'Australie est déjà davantage en rapport avec les États-Unis qu'avec l'Angleterre.

Eugen Varga souligne déjà la dimension impérialiste japonaise – aux dépens de la Chine, comme cela sera effectivement bien le cas bientôt de manière ouverte – et l'agressivité américaine.

Il en parle plus longuement dans un article de 1921, où il expliquait que :

« Les États-Unis deviennent graduellement la plus grande force militaire dans le monde, à la fois sur terre et sur mer. Leur programme de construction de navires de guerre est tellement grand que sa mise en place en 1924 amènera une suprématie décisive de la flotte américaine sur les forces navales à la fois de l'Angleterre et du Japon ».

L'article, intitulé *La base économique de l'impérialisme des États-Unis d'Amérique*, dans la revue 16-17 de l'Internationale Communiste, en 1921, annonce l'inéluctabilité de la guerre du point de vue des intérêts américains :

« Quelles sont les prévisions concernant le futur économique des États-Unis ?

Nous partons du principe que l'apogée de la crise a déjà été atteint, les symptômes de l'amélioration des conditions économiques peuvent être observés. On peut dire avec assurance que, de par la richesse colossale du pays, le capitalisme impérialiste sera en mesure de faire face à la crise.

Mais malgré cette richesse, en dépit de l'efficacité de la politique de chercher en Amérique du Sud et en Chine une compensation pour la perte des marchés européens, la restauration de l'économie publique américaine est impossible si l'effondrement du capitalisme européen continue au rythme actuel.

L'avenir doit de manière inévitable amener à une confrontation entre les trois puissances mondiales – les États-Unis, l'Angleterre et le Japon – une confrontation qui est appelée par les efforts de chacun de ces pays pour acquérir des possessions des éléments encore sains de l'économie publique mondiale.

Cette seconde guerre mondiale appellera avec elle une crise des pays capitalistes similaires à celle qui existe à présent en Europe continentale. »

Ainsi, en 1921-1922, dans le cadre de l'Internationale Communiste, il était déjà souligné ce qui forme un aspect essentiel de la Seconde Guerre mondiale.

Visionnaire sur la France

Eugen Varga aborde la France dans *La période du déclin du capitalisme* en expliquant sa situation assez paradoxale. Voici ce qu'il en dit, annonçant de manière tout à fait juste, en 1922, l'effondrement de 1940.

« Les rapports économiques de la France sont plus avantageux que ceux de l'Angleterre dans la mesure où elle dispose d'une plus grande base agricole, et qu'elle peut s'auto-alimenter en denrées lors d'une récolte normale. »

Le caractère paysan du pays la rend plus insensible aux aléas du marché mondial.

Par contre, une partie de son appareil productif n'est pas remis en place, l'appareil productif du point de vue humain est amoindri par les pertes lors de la guerre et le militarisme gigantesque. Les finances publiques sont dans un état déplorable, le cours de la monnaie est tombée à 40 % par rapport à l'or à parité.

De l'autre côté, la France est devenue un pays exportateur de l'industrie lourde par son annexion de l'Alsace-Lorraine. Ce fait, en relation avec ses possessions coloniales étendues, son militarisme et son nationalisme, en font – malgré la banqueroute des finances publiques et de la monnaie – une des puissances impérialistes dominantes avec les États-Unis, l'Angleterre et le Japon.

Elle a étendu sa zone d'influence à toute l'Europe bourgeoise à l'Est du Rhin. Elle menace l'Allemagne par les exigences de réparation, elle contrôle la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la petite Entente par les investissements capitalistes et les unions militaires.

Elle aspire à transformer en zone coloniale toute l'Europe à l'Est du Rhin, et même au-

dès jusqu'en Turquie et le proche-Orient, tous les territoires qui sont économiquement devenus coloniaux à la suite de la guerre mondiale [il s'agit d'une référence à l'effondrement de l'empire ottoman].

Toutefois, la base économique de la France, sa population peu considérable et s'amenuisant, l'appareil de production peu réellement développé et abîmé qui plus est pendant la guerre, l'accumulation toujours faible de moyens de production à l'intérieur des frontières et ce malgré l'apparence d'une forte accumulation sous forme monétaire, l'effondrement de la monnaie et le mauvais état des finances publiques, n'est pas approprié pour porter une telle énorme superstructure de pouvoir politique.

La contradiction entre l'infrastructure économique, faiblement développée, et la superstructure militaire et du pouvoir politique, sur-développée, va s'exprimer sous la forme d'un grand effondrement, dans une période proche (vraisemblablement à la suite d'une nouvelle guerre) et la fausse apparence de floraison de la France sera pour toujours anéantie. »

Il est à noter qu'Eugen Varga considère que la Pologne est dans une situation tout à fait similaire, et cela s'avérera tout à fait juste également, l'État polonais s'effondrant lui aussi comme un château de cartes.

Montée ou déclin du capitalisme ?

En mai 1924, Eugen Varga reprit le cours de son analyse dans *Montée ou déclin du capitalisme*. C'était là un tournant pour lui, car sa méthode touchait ici sa limite. Eugen Varga était obligé de constater que la situation est très complexe, trop complexe ; il ne parvenait plus à en faire une description générale en s'appuyant sur des statistiques, comme auparavant.

Il était obligé de reconnaître qu'il était dépassé :

« Il ne se laisse pas décider par l'analyse purement économique si la sortie de la période de déclin sera la chute du capitalisme ou bien la mise en place d'un nouvel équilibre de l'économie mondiale, un nouveau renforcement du capitalisme. »

En disant cela, Eugen Varga s'avouait battu. Il était même obligé d'aller dans le sens d'une remise en cause. Constatant ainsi le renforcement de la bourgeoisie, les défaites en Italie, en Bulgarie, en Allemagne, il posait au début de sa brochure la question de savoir si les thèses de l'Internationale Communiste s'avèrent tout de même correctes ou non.

Cela en dit long sur sa nature, celle d'un intellectuel engagé oscillant en fonction de la situation, et ne dépassant pas l'utilité pratique de statisticien.

Il conserva toute fois le cap, restant dans le cadre, sans basculer dans la capitulation ou le révisionnisme, évitant surtout d'en arriver comme les sociaux-démocrates à la considération que, désormais, le capitalisme était organisé.

Il reprit ainsi point par point ses constatations et admit déjà que la crise sociale aiguë était passée, que la crise économique était moins ample qu'auparavant. En fait, le capitalisme avait obtenu une certaine reprise en parvenant à pressuriser le prolétariat.

Cependant, le capitalisme restait éparpillé à l'échelle mondiale, il n'y avait plus de tendance uniforme à l'échelle mondiale, mais des situations éparses. Même dans chaque pays en fait, l'évolution était très différente selon les branches.

En 1924, le capitalisme n'avait pas encore atteint la production d'avant-guerre, l'Europe étant d'ailleurs encore loin du compte. La production de navires était d'un peu moins de la moitié de celle de 1913. Le chaos était qui plus est encore total sur le plan des politiques économiques mises en place.

Pour appuyer son propos, Eugen Varga ajouta à *Montée ou déclin du capitalisme* dix pages de statistiques internationales (chômage, exportation de capitaux, commerce extérieur, production de céréales, cours du dollar, etc.)

Il n'y formula pas de synthèse de son point de vue d'alors, mais on retrouvait un équivalent de celle-ci dans son exposé économique lors du congrès. Voici la grande thèse d'Eugen Varga sur la période de déclin du capitalisme :

« Je définirais à peu près de la manière suivante la période de crise : Nous comprenons par période de crise une période du capitalisme où les contradictions de la société capitaliste augmentent tellement que l'unité de l'économie mondiale capitaliste est ébranlée, que la production croissante dans un capitalisme normal stagne ou recule, que par conséquent la bourgeoisie n'est plus en mesure d'assurer un niveau de vie équivalent ou croissant, et qu'à la suite de ce développement il y a la possibilité objective de parvenir au pouvoir par des luttes victorieuses.

Je souligne également le fait que la possibilité objective, celle permettant de profiter d'une lutte victorieuse, dépend en première ligne de la capacité de lutte, de la volonté de lutte et de la capacité de lutte des Partis Communistes. »

Cette synthèse allait de pair avec une défense de sa position, au cours même de son exposé :

« Les efforts que nous voyons souvent faits dans nos propres milieux pour trouver une théorie quelle qu'elle soit qui nous prouverait objectivement que le capitalisme doit s'effondrer... Cette théorie ne peut pas être formulée.

Je suis contrit lorsque certains camarades gauchistes disent : bah, Varga est un vieil opportuniste.

Mais je dis qu'il n'existe pas de théorie correcte qui pourrait prouver que l'effondrement du capitalisme se produirait d'une certaine manière tout seul, automatiquement, devrait se produire de manière inévitable. »

Les 3e et 4e congrès de l'Internationale Communiste

Les trois brochures eurent des réceptions qu'il faut prendre en compte, sans les surestimer. Si *La crise de l'économie mondiale capitaliste* fut largement lu, il n'en fut cependant nullement question lors du troisième congrès, Eugen Varga lui-même n'intervenant pas.

Il y eut bien un débat sur la situation, mais il se lança à la suite de l'exposé, dès le début du congrès, sur *La situation économique et les nouvelles tâches de l'Internationale Communiste*, fait par Léon

Trotsky, avec indubitablement l'appui d'Eugen Varga, et allant par ailleurs dans le même sens.

Eugen Varga eut l'occasion d'intervenir au quatrième congrès, au début de celui-ci, pour se défendre de tout opportunisme, insistant que sa démarche appelant à une analyse de fond s'appuie sur le fait que la situation est complexe dans les pays capitalistes.

Il revint plus tard à ce sujet pendant le congrès, à l'occasion d'un long exposé très détaillé sur la situation agricole et les très différentes situations existantes, parfois au sein d'un même pays. La déléguée polonaise Korczewa salua cette exigence d'aborder les questions complexes de l'agriculture, dans le cadre de l'exigence léniniste de l'alliance ouvrier-paysan.

Eugen Varga reprit encore la parole par la suite, pour critiquer sévèrement les délégués français considérant que de toutes façons les paysans étaient des contre-révolutionnaires, leur reprochant d'avoir une démarche non dialectique.

Il interviendra également au nom de la commission de rédaction du programme de l'Internationale Communiste pour les paysans, soulignant l'importance d'une lettre envoyée par Lénine à ce sujet concernant le nécessaire accord sans ambiguïtés d'un tel document dans son rapport avec les revendications jusque-là mises en avant.

Une anecdote au cours du congrès est que lors de son exposé, Eugen Varga avait mentionné que les délégués de Roumanie avaient répondu « nous ne savons pas » lorsque celui-ci avait demandé l'impact de la redistribution des terres.

Le délégué de Roumanie, Paukert, se vengea lors de son intervention, expliquant que ce n'est pas une honte de reconnaître qu'on ne sache pas, et que d'ailleurs Eugen Varga avait répondu « je ne sais pas » à une question posée sur la différence de productivité entre une petite production paysanne et une grande entreprise agricole intensive.

Paukert expliquera par la suite que c'est la petite taille du Parti de Roumanie, en raison de la trahison et de la répression, qui était la source des faiblesses sur le plan de la connaissance, et non le mépris pour la question agraire, comme l'affirmait « la fausse déduction du camarade Varga ».

Bien plus rude fut l'attaque de Boukharine contre Eugen Varga, en qui il voyait un peureux ne cherchant à formuler des choses complexes sur l'analyse des différentes situations que pour éviter l'affirmation volontaire et engagée de la révolution. Boukharine exprimait là le point de vue de l'ensemble des gauchistes au sujet d'Eugen Varga.

Eugen Varga eut donc une réputation de droitier assez forte dans l'Internationale Communiste, et voici comment il répondit à cela, en mai 1925 :

« Il n'y a pas d'analyse « de gauche » ou « de droite » ; il n'y a pas de perspective « opportuniste » ou « révolutionnaire ». Il n'y a que des analyses « correctes » ou « erronées », une perspective correcte ou incorrecte.

Et il peut bien y avoir quelqu'un se voyant comme un si grand révolutionnaire parce qu'il voit tout le temps devant lui la perspective de victoire du prolétariat à court terme : une politique révolutionnaire qui ait du succès ne se laisse obtenir que sur la base d'une analyse correcte, correspondant aux faits, et d'une perspective se fondant là-dessus.

« L'impatience révolutionnaire » ne représente pas une garantie que quelqu'un soit vraiment révolutionnaire de gauche dans le bon sens du mot, comme le prouve le tournant à droite de certains camarades qui revendiquaient de raccourcir les délais lors du IIIe congrès. Un de ses plus chaleureux partisans, Ernst Friesland, signe aujourd'hui de son véritable nom Ernst Reuter, en tant que rédacteur en chef du [journal social-démocrate] *Vorwärts* ! »

Le 5e congrès de l'Internationale Communiste

Eugen Varga fut beaucoup plus présent lors du cinquième congrès. C'est lui qui fit le long exposé sur *La situation économique mondiale*, où il exposa la ligne de l'Internationale Communiste selon laquelle on est bien dans le déclin du capitalisme, mais que ce déclin a des cycles et que les gauchistes ont tort de voir les choses de manière unilatérale et de croire à un effondrement capitaliste à très court terme.

Il dut pour cela faire face à une critique de Radek :

« Camarades ! Nous avons ici écouté l'exposé du camarade Varga sur la situation économique mondiale, tous les camarades n'ont pas été en mesure de l'écouter mais sa conception est présentée dans la brochure *Montée ou déclin du capitalisme*.

Camarades, j'apprécie beaucoup les travaux du camarade Varga, tout comme le fait le camarade Zinoviev [qui est en accord avec Eugen Varga] ; il est pour nous comme le lait de Nestlé, il est pour nous « la vache dans la boîte », il nous fournit le matériel sur la situation de l'économie mondiale de tous les journaux bourgeois ; nous n'avons pas le temps de nous occuper cela nous-mêmes.

Le souci est que comme tous les gens diplômés le camarade Varga ne tend pas à la bagarre, c'est quelqu'un de très pacifique. Dans sa brochure, il écrit la chose suivante :

« La crise sociale aiguë du capitalisme, la rébellion instinctive, non organisée de la classe ouvrière à la fin de la guerre contre la société capitaliste apparaît grosso modo comme surmontée.

Par contre, les contradictions « normales » de la société capitalistes apparaissent comme très aggravées par la concentration et la centralisation continues d'un côté, par la formation de partis de masses avec une conscience révolutionnaire de l'autre. »

C'est une conception tout à fait juste. C'est la conception des 3e et 4e congrès et c'est la conception qui exprime le fait que la seconde vague de la révolution, la conscience des masses et leur volonté de lutter maintenant pour le pouvoir, a connu un reflux momentané.

Maintenant les forces de la révolution travaillent en rapport avec tout un nombre de nouvelles crises, qui vont nous amener la troisième vague.

Varga a exprimé dans son exposé et ses thèses de manière bien plus affaiblie le premier passage du texte cité. Chez Shakespeare, le lion roucoule comme un pigeon, et ici rugit comme un lion notre doux et appréciable pigeon, le camarade Varga. »

Ulmer, de la délégation allemande et reflétant le point de vue gauchiste de celle-ci, fera une longue déclaration allant dans le même sens et dénonçant le point de vue d'Eugen Varga considéré comme un grand recul dans l'affirmation de la crise générale du capitalisme et des possibilités de soulèvement.

Kreibich, de la délégation tchécoslovaque, ira dans un sens similaire, mais de manière bien moins agressive. Il dit à ce sujet :

« J'ai moi aussi étudié avec attention l'exposé et les thèses du camarade Varga et je trouve qu'il y a du vrai dans la critique faite ici par un camarade allemand.

Je ne peux pas m'empêcher d'avoir l'impression que le camarade Varga a façonné les prévisions pour la prochaine période d'une telle manière qu'il ne puisse en aucun cas être désavoué par le développement des choses.

Il y a tellement de *d'un côté* et de *de l'autre côté*, tellement de portes de sortie là-dedans, que finalement on peut considérer tout comme possible et rien comme exclu, et qu'à la fin on ne peut que dire : on ne sait rien de certain.

Je ne fais pas un reproche au camarade Varga pour cela, j'en aurai aucun droit, parce que je n'en sais pas plus que lui. Mais j'ai le soupçon avec ses formulations imprécises que ses perspectives sont plus pessimistes que cela est dit dans ses thèses, et qu'il n'a fait que s'adapter en un certain sens au cours allant à gauche. »

Kreibich souligne que de son point de vue, la situation du capitalisme est bien plus désespérée que ne le formule Eugen Varga, puisque six années après la fin de la guerre, il ne s'en sort toujours pas du marasme, tout en accentuant la pression sur la classe ouvrière, qui ne peut que renforcer la lutte de classes en réponse.

La perspective d'une consolidation, d'une période plus calme, pacifique, lui apparaît comme invraisemblable.

Eugen Varga se défendit dans son discours de conclusion des débats, rejetant les critiques et s'opposant à ce qu'il considère comme une déviation gauchiste. Zinoviev intervint lui-même à la fin des débats sur la situation économique mondiale pour le défendre Eugen Varga :

« On dit que Varga aurait exprimé des « déviations pacifistes ». Oui, quand on voit Varga, son apparence, alors on peut bien dire qu'il a des déviations « pacifistes » (rires). Varga vient par ailleurs de le prouver ; moi à sa place, je ne me serai pas opposé à Ulmer de manière si « pacifiste » (rires).

Malgré tout, je pense que le schéma que Varga nous a résumé scientifiquement est correct. Les travaux économiques qu'il fait pour l'Internationale Communiste, ses rapports trimestriels, forment un bon matériel.

Je n'en connais pas de meilleur dans les publications internationales. Je pense qu'en ce domaine on devrait tous apprendre de Varga. Je suis prêt à apprendre ici de Varga. Je pense que certains camarades, y compris K.S., en tirerait du bien en apprenant de Varga. »

Zinoviev souligna ensuite que ce n'est pas du pacifisme que de souligner l'existence d'une crise agraire mondiale, du début d'une crise industrielle aux États-Unis, qu'il existait un intermède. D'ailleurs :

« Que se serait-il passé si on avait décidé au troisième congrès : la situation mondiale est telle que le capitalisme connaît ses derniers jours – et ensuite vient le quatrième congrès, et le cinquième, et le capitalisme est toujours en force dans relativement beaucoup de pays ? »

Les monopoles

Une fois lancée dans les années 1920 dans ses analyses, Eugen Varga ne s'arrêta plus et s'orienta toujours davantage vers deux questions : la crise d'un côté, les monopoles de l'autre. Il va affiner toujours plus ses positions.

Dans la revue *L'Internationale Communiste*, en 1927, Eugen Varga affirme ouvertement au sujet de la crise que les apparences ont été trompeuses quant au fait que toute une série d'États puisse basculer dans le socialisme à la suite des grandes révoltes prolétariennes d'après la guerre. La Russie a basculé, car elle était le maillon faible, et grâce au rôle de Lénine.

Cependant, le capitalisme ne s'est pas rétabli sur une base normale et va à l'effondrement :

« La période de déclin du capitalisme, c'est-à-dire la période de la révolution prolétarienne, n'est pas terminée.

Nous ne sommes pas au début d'une nouvelle période de croissance du capitalisme. Le capitalisme n'a pas regagné la certaine solidité relative dont il disposait avant la guerre, et le ne la récupérera plus jamais.

Nous vivons la période de la révolution prolétarienne. À l'intérieur de cette période, le capitalisme peut momentanément obtenir encore des hautes conjonctures temporaires, il peut donner des défaites au prolétariat, il peut fêter des victoires sur le mouvement de libération des peuples coloniaux : tout cela ne change rien au fait que la mort du capitalisme est en cours... »

Cette mort est présentée comme liée aux monopoles. En mai 1929, il accorde un grande place à l'analyse de ceux-ci dans l'un de ses bilans trimestriels publié dans *l'International Pressekorrespondenz*. Il y explique que la superstructure juridique est en retard sur les changements concrets qui ont amené une place toujours plus grande des monopoles. Les gouvernements, par contre, ont déjà intégré leur importance dans leurs politiques.

Il accuse également les réformistes de soutenir directement les monopoles, en prétendant qu'un jour ceux-ci passeraient sous contrôle démocratique, facilitant la mise en place du socialisme. Il cite notamment les syndicats des métallos et du textile qui, en Grande-Bretagne, soutiennent tant les monopoles que les mesures protectionnistes.

De manière pertinente, Eugen Varga souligne alors qu'il est nécessaire de distinguer les monopoles nationaux des monopoles ayant une présence dans plusieurs pays.

Les monopoles prédominent, parce que leur taux de profit est plus élevé, dans la mesure où ils peuvent court-circuiter les pertes causées par la mise en concurrence. Ils peuvent négocier en force des achats, ils peuvent négocier en force des ventes, ils ont un meilleur degré d'organisation que les entreprises en concurrence.

Cependant, leur réalité dépend du développement inégal du capitalisme. À partir du moment où il y a plusieurs pays, plusieurs réglementations, des droits de douanes, des politiques gouvernementales différentes, etc., alors tout monopole international, ou bien tout cartel, tout trust c'est-à-dire toute forme de monopole, va se retrouver dans le risque d'être désarticulé.

Pour cette raison, Eugen Varga considère comme erronée la thèse du « super impérialisme » développée par Boukharine, conception d'un « capitalisme organisé » qui revient à celle de Hilferding et de l'ensemble de la social-démocratie dans les années 1920.

Boukharine pratique ici une déviation de droite, dans le sens d'un rejet des thèses de Lénine sur l'impérialisme. Le principe d'un capitalisme organisé est d'ailleurs incohérent, car un capitalisme en situation de maîtriser absolument tout reviendrait soit à un féodalisme puisqu'il n'y aurait plus de travailleurs libres sur le marché du travail, soit à une sorte de telle dictature tellement poussée que tout s'effondrerait directement.

Malgré qu'il y ait des monopoles, la concurrence se maintient entre eux, à côté d'eux dans d'autres branches ; croire comme le fait la social-démocratie qu'un monopole peut gérer la production dans le sens de la planifier, c'est nier l'anarchie de la production capitaliste qui se maintient par sa nature même.

L'existence du chômage et les évolutions dans la production montrent que le capitalisme n'est pas en mesure de s'organiser ; les interventions multiples de l'État, des régions, des départements, des communes pour chercher à réguler le chaos capitaliste en sont une autre preuve.

Ce qui s'exprime en réalité, ce n'est pas la capacité d'organisation du capitalisme, mais la tendance immanente à la socialisation qui s'exprime en lui malgré lui. C'est là un processus contradictoire, qui ne revient pas une démocratisation possible de l'économie, comme le considèrent les sociaux-démocrates, ni à la domination totale dans chaque pays capitaliste des monopoles, comme l'affirme Boukharine.

Pour autant, voir la crise comme un conflit entre la tendance immanente à la socialisation et un blocage de la production posait un vrai problème idéologique et cela n'allait pas être sans conséquence.

Le 6e congrès de l'Internationale Communiste

Eugen Varga avait déjà connu plusieurs critiques. Le 25 octobre 1924 la Pravda publia notamment un article de Vladimir Milioutine, le directeur de l'institut agraire de l'Académie communiste à Moscou, « Le révisionnisme agraire ». Il s'agissait d'une critique en règle de l'ouvrage publié par Eugen Varga, *Contributions à la question agraire*, contenant des articles et conférences réalisés en Russie, ainsi qu'un chapitre de son ouvrage de 1919, au sujet de la répartition des terres en Hongrie et de la réforme nécessaire.

Vladimir Milioutine l'accusa de nier l'importance de la centralisation dans l'agriculture et de la limiter à l'industrie, et de promouvoir les coopératives comme axe de lutte de la paysannerie, effaçant ainsi la question du socialisme.

Eugen Varga rétorqua dans l'édition allemande d'Inprekorr rappelant que son point de vue reflétait la ligne de l'Internationale Communiste, et qu'il était nécessaire d'avoir de savoir faire face aux contre-projets de pseudo-réforme agraire proposé par les grands propriétaires pour s'opposer à la révolution.

Il souligna cependant également qu'il considérait que la question de la rente foncière n'avait pas été étudiée à fond par Karl Marx et Lénine, et qu'un travail devait être mené en ce sens. Une accusation similaire fut faite à Varga dans Inprekorr en 1928, comme quoi il prônerait une NEP comme programme révolutionnaire intermédiaire.

Il fut toutefois confronté à une première vraie grande vague de critiques à l'occasion du 6e congrès, alors qu'il a de nouveau écrit une brochure de préparation, intitulée *L'Économie de la période de déclin du capitalisme après la stabilisation*.

L'Internationale Communiste avait profondément gagné en niveau idéologique et politique ; elle s'affrontait désormais de manière ouverte aux courants l'amenant dans ce qu'elle considère être des culs-de-sacs gauchistes ou bien un chemin droitier vers la social-démocratie. Les études d'Eugen Varga ont été considérées comme très intéressantes, une bonne base de travail, mais elles n'ont en soi pas apporté d'analyse décisive et, qui plus est, il y a des évaluations, des interprétations qui étaient considérées comme convergeant avec une ligne franchement droitière.

En fait, le problème était simple : Eugen Varga avait contribué à l'affirmation par l'Internationale Communiste de la crise générale du capitalisme.

Cependant, à force de l'étudier à coups de statistiques, Eugen Varga se voyait pris dans le piège d'un objectivisme perdant de vue les fondamentaux. Il devenait un observateur de plus en plus « neutre », basculant dans la considération que la stabilisation momentanée prenait une ampleur historique ; tendanciellement, il passait à la droite du mouvement communiste international, dans la convergence avec la capitulation face au capitalisme considéré comme inébranlable.

Lors du 6e congrès de l'Internationale Communiste, Eugen Varga fit une courte intervention sur la situation du capitalisme. Il y explique notamment que :

« Que signifie ce développement ? Que veut dire un nombre moins grand d'ouvriers, avec une augmentation forte de la productivité ?

Cela signifie que le progrès technique, le progrès dans la productivité et l'intensité du travail, a dépassé la possibilité de l'élargissement du marché ! »

Il fit également le long rapport sur la situation économique de l'Union Soviétique, ce qui allait de paire avec un prestige certain. Cependant, il n'était plus au centre de l'évaluation du capitalisme en tant que tel et sa conception d'un nombre moins grand d'ouvriers correspond à cette mise de côté.

Le reproche lui fut justement fait de manière ouverte lors du congrès. Il était considéré alors qu'il

aurait formé le concept de *chômage structurel, organique*, conformément à sa lecture de changements profonds dans le capitalisme mondial. Il y aurait un recul unilatéral et général de la part variable du capital (la part de travail humain) par rapport à la part constante, et cela dans tous les pays capitalistes.

Or, le souci est que ce n'est pas le point de vue de Karl Marx. Selon ce dernier, la reproduction élargie implique plus de capitalistes d'un côté, plus de travailleurs salariés de l'autre. L'accumulation du capital implique le renforcement numérique du prolétariat.

Il y a un mouvement dialectique, avec d'un côté le mouvement successif d'intégration et de rejet de prolétaires (c'est-à-dire les licenciements afin de rogner les dépenses une fois la production lancée), et de l'autre un mouvement capitaliste nouveau qui implique de générer des prolétaires.

La thèse d'Eugen Varga n'est pas seulement fautive ; elle implique une modification de la nature du capitalisme, une capacité à s'auto-surmonter.

À ces reproches de Lominadze contre Eugen Varga s'ajoutent ceux de la délégation britannique, qui pensent qu'il a fait une surestimation du processus de rationalisation dans leur pays. Il y a également, associé à cela, le problème qu'Eugen Varga avait affirmé que les possibilités internes de développement du capitalisme américain étaient épuisées, ce qui était revenir à la thèse de Rosa Luxemburg comme quoi l'accumulation exigeait l'intégration de zones ou secteurs non capitalistes.

Enfin, un autre souci était qu'étudiant l'Inde, Eugen Varga avait déjà provoqué dans les mois précédents un grand remue-ménage en ayant une interprétation très particulière de son rapport avec la Grande-Bretagne, pays colonisateur. Ce sera par la suite un leitmotiv chez lui comme quoi l'Inde se décrocherait du colonialisme.

Ces quatre thèses d'Eugen Varga – le chômage organique, la question de la rationalisation, la thèse de l'épuisement des possibilités internes du capitalisme américain, la question coloniale surtout indienne – posaient un véritable problème idéologique.

La question du capital non monopoliste

La question du chômage organique, tel que celui-ci est défini par Eugen Varga dans *L'Économie de la période de déclin du capitalisme après la stabilisation* avant le sixième congrès de l'Internationale Communiste, puis lors du congrès lui-même, se voulait une nouveauté théorique.

En fait, Eugen Varga passait alors d'une constatation d'un capitalisme déformé, en crise tellement profonde qu'elle est une crise générale, à celle d'un capitalisme en crise comme système en tant que tel, qui connaîtrait une vie réellement prolongée.

Chez lui, la crise générale prend une nature continue, elle devient la normalité ; cette tendance à voir les choses ainsi va être de plus en plus prononcée chez lui, jusqu'à prendre le dessus. On est ici cependant seulement dans le démarrage de ce positionnement, même si l'approche générale laissait déjà un espace pour cela.

L'affirmation d'un chômage organique est un vrai problème en soi ; cette thèse implique que le capitalisme serait capable de s'adapter, de s'organiser, de prolonger son existence en remettant en

cause ses propres lois.

Ce qui a l'air d'une simple thèse ou d'une simple « constatation » entraîne en fait la liquidation pure du marxisme. Dans *Le capital*, Karl Marx expose en effet que le mode de production capitaliste implique une accumulation de capital et donc un accroissement du prolétariat. Le capital ne grandit en effet qu'en tirant de la plus-value du prolétariat. Sans prolétariat, pas de plus-value.

Dans *Le capital*, Karl Marx explique donc que :

« De même que la reproduction simple ramène constamment le même rapport social – capitalisme et salariat – ainsi l'accumulation ne fait que reproduire ce rapport sur une échelle également progressive, avec plus de capitalistes (ou de gros capitalistes) d'un côté, plus de salariés de l'autre.

La reproduction du capital renferme celle de son grand instrument de mise en valeur, la force de travail. Accumulation de capital est donc en même temps accroissement du prolétariat. »

Or, il existe un phénomène de centralisation du capital. Comme Karl Marx le remarque par exemple, les capitaux nécessaires pour la formation des chemins de fer étaient tellement vastes que cela aurait pris éminemment plus de temps s'il fallait attendre qu'un capital individuel atteigne une telle dimension.

Cette centralisation va de pair avec la mise de côté de prolétaires, afin de limiter les coûts de production, c'est du moins ce que pensent les capitalistes, qui ne voient pas que l'accumulation capitaliste s'appuie sur le fait d'arracher de la plus-value aux prolétaires. Cela provoque le chômage.

Mais cette centralisation du capital n'est pas unilatérale. Elle a comme pendant la multiplication du capital, l'émergence de capitaux nouveaux. Karl Marx expose cela ainsi :

« L'accumulation du capital social résulte non seulement de l'agrandissement des capitaux individuels, mais encore de l'accroissement de leur nombre, soit que des valeurs dormantes se convertissent en capitaux, soit que des boutures d'anciens capitaux s'en détachent pour prendre racine indépendamment de leur souche.

Enfin de gros capitaux lentement accumulés se fractionnent à un moment donné en plusieurs capitaux distincts, par exemple à l'occasion d'un partage de succession chez des familles capitalistes.

La concentration est ainsi traversée et par la formation de nouveaux capitaux et par la division d'anciens.

Le mouvement de l'accumulation sociale présente donc, d'un côté, une concentration croissante, entre les mains d'entrepreneurs privés, des éléments reproductifs de la richesse, et de l'autre, la dispersion et la multiplication des foyers d'accumulation et de concentration relatifs, qui se repoussent mutuellement de leurs orbites particulières. »

C'est très exactement cette dimension que rate Eugen Varga, qui perd totalement de vue le processus d'accumulation du capital. Il ne voit plus que le capitalisme monopoliste et il ne prend donc pas en considération le mouvement général du capital.

Cette interprétation est en fait celle de Rosa Luxembourg : comme elle, il ne croit finalement pas en l'accumulation du capital dans un cadre capitaliste.

Le rapport à la thèse de Rosa Luxembourg

Le problème dans la démarche d'Eugen Varga, c'est que sa conception ramène inmanquablement à celle de Rosa Luxembourg. Cette dernière, reprenant *Le capital*, dit que Karl Marx n'a pas résolu le problème du démarrage de l'accumulation capitaliste. Elle théorise qu'un tel démarrage ne peut avoir lieu que par l'intégration de zones non capitalistes dans le processus.

Comme qui plus est le capitalisme ne fait pas que reproduire la production, mais le fait de manière élargie, cela aboutit à relancer systématiquement ce processus de démarrage et c'est ce qui explique la conquête coloniale.

Rosa Luxembourg perd complètement de vue la question du marché national, lieu de l'élargissement de la reproduction du capital, au point par ailleurs de le nier, refusant de prendre en considération tout cadre productif national. L'histoire est pour Rosa Luxembourg l'histoire de l'appropriation capitaliste des zones non capitalistes ; une fois que cela est fait, le capitalisme s'effondre, de manière mondiale.

C'est cette lecture du capitalisme qui l'a amené à se lancer dans l'initiative spartakiste, qui échoua de par le manque d'ancrage dans la réalité allemande.

Eugen Varga ne fait toutefois pas cette erreur et il est même historiquement un outil important pour contrer la thèse de Rosa Luxembourg, qui est somme toute directement ou indirectement la thèse de tous les courants gauchistes apparus après 1917, qui tablent sur un effondrement du capitalisme à très court terme et ce forcément d'une manière mondiale.

Cet effondrement ne venant pas, il ne resta d'ailleurs à ces courants que deux alternatives : ou bien expliquer qu'en réalité Octobre 1917 n'avait pas été une révolution en tant que telle et donc que la « vraie » révolution mondiale serait encore à venir, ou bien admettre Octobre 1917 mais considérer alors que la révolution serait comme « gelée ».

Ce second cas est la thèse de Léon Trotsky pour qui le processus mondial va redémarrer et pour qui, en attendant, l'URSS est un « État ouvrier dégénéré », la révolution russe ayant été « défigurée ».

Eugen Varga, quant à lui, ne dit donc pas du tout cela et même il avance le contraire. Il reconnaît bien le cadre national, dresse tout le temps des listes de pays selon leurs caractéristiques, leur rapport à la crise, il n'a de cesse de souligner que les situations sont très différentes, exigent des études précises, etc. C'est là une exigence tout à fait positive, qui provoquait la fureur des courants gauchistes qui y voyaient une perte de temps.

Le grand souci historique est par contre qu'Eugen Varga ne va pas parvenir à formuler la nature de la crise générale du capitalisme. Il la constate, de manière juste, et il expose cela en se plaçant au service des congrès de l'Internationale Communiste. Cependant, il ne parvient pas à trouver la clef pour comprendre la crise en elle-même et il force alors le trait.

Le problème est le suivant : il reconnaît tout à fait que l'augmentation de la productivité aboutit à un

élargissement de la production ; en clair, les travailleurs peuvent acheter davantage de marchandises, car même si leur salaire en soi ne change pas, leur capacité d'achat est plus grande car les marchandises coûtent moins cher, grâce à l'élévation de la productivité.

Seulement, de par la pression toujours plus grande exercée par le capitalisme sur le prolétariat, ce dernier dispose d'une part toujours plus faible de la production et se voit toujours plus paupérisé.

Or, ici il y a deux possibilités : soit cette paupérisation est seulement relative, soit elle est également absolue.

Dans le premier cas, le prolétariat a une part toujours plus faible de la production, mais cela ne veut pas dire qu'il s'appauvrit matériellement : si la production grandit de très grande manière, il s'enrichit matériellement. Dans le second cas, le prolétariat voit sa richesse matérielle décliner en tant que telle.

Eugen Varga va ici se tromper. Son erreur ne tient pas en ce qu'il assimile somme toute l'un et l'autre, mais qu'il est indirectement amené à confondre l'un avec l'autre.

Il va être amené à cette erreur, à l'assumer, même sans la faire. Pourquoi ? Parce qu'aveuglé par les statistiques, il constate que les faits disent la chose suivante : aux États-Unis, il y a un recul de nombre d'ouvriers employés par le capitalisme. Or, Karl Marx dit que la chute tendancielle du taux de profit se fonde sur la non-utilisation d'ouvriers, sur le fait qu'ils soient remplacés par des machines, alors que c'est d'eux qu'on tirait le profit.

Par conséquent, en déduit Eugen Varga, le capitalisme a atteint son point limite. On en revient à la lecture du capitalisme par Rosa Luxembourgeois : le capital ne peut plus accumuler.

La paupérisation relative devient alors chez lui absolue, et inversement, comme le montrerait le « chômage organique ».

Le sens de la thèse du chômage organique

Voici comment Eugen Varga expose sa thèse sur le chômage organique, en 1928.

« Le chômage en masse chronique au cours de la période d'après-guerre est un fait bien connu.

Nous étions disposés à ne le considérer que comme la conséquence des troubles profonds apportés dans l'équilibre de l'économie mondiale (industrialisation des pays d'outre-mer, appauvrissement de l'Europe, crise agraire).

Certes, tous ces facteurs constituent des causes partielles du chômage.

Mais une étude approfondie du développement du capitalisme au cours de ces dernières années montre que la cause principale du chômage en masse chronique ne réside pas dans les facteurs ci-dessus, mais est due à l'aggravation des antagonismes intérieurs du capitalisme. »

On passe ici du capitalisme en crise en raison des déséquilibres de la guerre, à un capitalisme qui prend en quelque sorte une forme nouvelle. Quels sont ces antagonismes intérieurs du capitalisme

dont parle Eugen Varga ?

Celui-ci rappelle que seule la classe ouvrière produit de la plus-value. Or, il y a la chute tendancielle du taux de profit, comme il le souligne fort justement. Pour grignoter sur les dépenses, le capitaliste licencie, sans s'apercevoir qu'il scie la branche de l'arbre sur laquelle il est assis. Voici comment il résume cela, en en déduisant trois tendances.

« Pour le capitaliste isolé, qui ne comprend pas le mécanisme véritable de l'économie capitaliste, mais voit tout à travers les lunettes de la concurrence, les dépenses imposées par le paiement des salaires sont un élément du coût de production qui ne se différencie en rien des autres éléments du coût de production : combustible, matières premières, machines, etc.

C'est pourquoi, dès qu'il a la possibilité de réduire le coût de production, les ouvriers sont remplacés par des machines et jetés sur le pavé, et la plus-value est réduite.

Ainsi l'intérêt des entreprises capitalistes consistant à s'assurer, par la réduction de leur coût de production individuel au moyen de la réduction de la somme des salaires, une plus grande participation au profit total, est en contradiction avec l'intérêt de la classe capitaliste dans une mise en valeur la plus haute possible de l'ensemble du capital).

Sur cette base, se développent trois principales tendances du capitalisme:

1. La tendance à l'élévation de la composition organique du capital;
2. La tendance à la baisse du taux du profit ;
3. La tendance à la diminution du nombre des ouvriers. »

Seulement, ce faisant, Eugen Varga résume le capitalisme aux capitalistes déjà existant, disposant déjà d'un capital développé, déjà suffisamment avancés dans le processus capitaliste pour en arriver à cette étape de la chute tendancielle du taux de profit.

Or, tous les capitalistes n'en sont pas là. En effet, le capital appelle le capital et ce n'est pas seulement des capitaux déterminés qui grandissent, d'autres émergent inéluctablement aussi. D'où la thèse de Lénine comme quoi les monopoles ne suppriment pas la concurrence mais émergent à côté d'elle. Certaines branches de l'économie deviennent monopolistique, mais d'autres ne le sont pas ; c'est inévitable de par le développement inégal.

Cela, Eugen Varga l'oublie complètement. La conséquence en est que la paupérisation relative, issue de la part (en proportion) toujours plus grande d'appropriation des capitalistes des richesses, devient absolue parce qu'il y a de moins en moins d'ouvriers qui sont payés, et de plus en plus de chômeurs.

Inversement, la paupérisation absolue, c'est-à-dire l'effondrement du niveau de vie, devient relative, car elle dépend désormais des soubresauts du capitalisme en déclin.

Chômage organique et monopoles parasites

Une fois qu'il a évacué l'aspect de l'accumulation capitaliste non monopoliste, Eugen Varga limite

toute la perspective au capital monopoliste. Le mode de production capitaliste ne consiste alors plus en l'accumulation du capital, mais en un système monopoliste parasitaire.

La thèse du chômage organique s'appuie sur une lecture unilatérale du capitalisme comme capitalisme centralisé, et inversement. Il s'agit non plus ici simplement d'une observation, mais d'un véritable système en tant que tel.

Eugen Varga l'expose de la manière suivante. Citant Karl Marx, il rappelle le fait que la part variable dans un capital s'abaisse au fur et à mesure qu'il grandit. Cela renforce l'armée industrielle de réserve.

Or, comme le chômage était faible avant 1914 et qu'il est désormais chronique après 1918, cela prouve selon Eugen Varga qu'on a passé un cap. Il résume cela de la manière suivante :

« Au cours des années d'après-guerre, depuis la stabilisation du capitalisme, on assiste à une diminution du nombre des ouvriers occupés par le capital industriel.

La tendance à la constitution d'une armée de réserve industrielle s'est complètement réalisée. L'élimination des ouvriers par les machines n'est plus compensée par l'extension de la production.

C'est là un fait si important que nous devons le prouver minutieusement à l'aide de chiffres et d'arguments. Pour réfuter une objection probable, disons tout de suite qu'il ne s'agit nullement ici d'un phénomène provoqué par le cycle industriel.

Il ne s'agit pas du fait que le nombre des ouvriers occupés dans l'industrie a diminué, parce que le volume de la production a diminué à la suite d'une crise, mais d'un licenciement d'ouvriers dans une période de bonne conjoncture, avec un volume de production accru et dans les pays capitalistes dirigeants. »

Le souci de cette affirmation est donc que la reproduction élargie du capital va de pair avec une prolétarianisation. Il y a davantage de capital, donc davantage de prolétaire, même si en même temps un capital déjà lancé met de côté des prolétaires qu'il avait intégrés. C'est un mouvement inégal.

Eugen Varga supprime ce mouvement inégal. Selon lui, le progrès technique et la rationalisation ont donné naissance à un chômage permanent, en cassant le processus de génération de prolétaires.

Il en veut pour preuve que les chiffres de l'économie américaine montreraient qu'il y a bien moins de prolétaires, mais une production supérieure. Il dit que c'est notamment vrai dans la production de pétrole raffiné, de tabac, de viande, mais également partie dans la production d'automobiles, d'électricité, etc.

Il constate aussi que ce fait est renforcé par deux phénomènes, dont on peut penser par ailleurs qu'il les sous-estime fortement :

« Ce chômage est encore aggravé par le fait de l'augmentation naturelle du nombre des forces de travail et par l'immigration. »

Eugen Varga précise également que les petits producteurs artisanaux et paysans américains échappant au capitalisme ont été intégrés, au point que « le développement factuel aux États-Unis se

rapproche ainsi de l'image d'un capitalisme pur », avec pratiquement seulement les deux classes, prolétariat et bourgeoisie, qui se font face, sans couches sociales intermédiaires comme la petite-bourgeoisie.

On arrive alors à la conclusion logique. Puisque le capitalisme a atteint son point limite et ne peut plus embaucher, alors le processus de pressurisation ne peut que continuer de manière unilatérale, donc les ouvriers pourront toujours moins consommer, donc la surproduction de marchandises sera toujours plus énorme.

Rappelons ici que selon lui l'apparition de l'URSS, l'effondrement de l'Europe centrale et de l'Est, la stagnation de l'Europe occidentale, font que les productions américaine et japonaise ne peuvent plus trouver de débouchés.

Ce qui signifie qu'au sens strict, le capitalisme a fait le tour, et ne trouvant plus de moyen de s'élargir, il pourrait sur pied puisque son auto-élargissement est dans sa nature. Eugen Varga dit ainsi :

« Ce progrès technique ayant effectué un saut ne trouve par là pas de possibilité correspondante d'élargissement du marché intérieur, etc. Il en ressort un chômage structurel, qui n'est pas une apparition conjoncturelle, mais révèle un chômage d'un type spécifique pour la période actuelle de déclin du capitalisme. »

Le « capitalisme pur » américain correspond ainsi à une situation radicalement nouvelle :

« Nous constatons donc une diminution des forces de travail créatrices de plus-value au service du capital industriel d'environ 1.500.000 personnes, et une augmentation des forces de travail dans la sphère de la circulation et dans différentes branches d'activité d'environ 4 millions de personnes.

Naturellement, la capacité d'absorption de la sphère de circulation est limitée, et tout ce développement est anormal.

La rationalisation du commerce et de toutes les branches d'activité administratives tend également à une réduction des forces de travail.

La contradiction entre le progrès technique, l'accroissement formidable de la richesse sociale et l'augmentation considérable du chômage chronique, constituent le principal élément d'instabilité au sein du capitalisme le plus stable, dont l'importance sociale est formidable. »

La domination complète, totale, du capitalisme monopoliste, aboutirait donc à se confronter à un mur dans la valorisation du capital, et par conséquent tout se ratatine dans le mode de production capitaliste.

Les monopoles n'apparaissent plus que comme des formes parasites au milieu d'une vaste richesse sociale.

L'incompréhension de la ligne-spirale du développement capitaliste

Là où Karl Marx est dialectique, Eugen Varga est mécanique. Il ne comprend pas le mouvement

contradictoire du capital, en « ligne-spirale » comme le dit Karl Marx.

Il existe un rapport tourmenté entre ce capital ancien et ce capital nouveau. Ils sont en concurrence, pas nécessairement dans mêmes domaines pour autant de par les changements techniques, les modes, etc. Leur approche est aussi très différente. Le premier, de par sa dynamique déjà en cours, licencie pour tenter de grappiller du profit, alors qu'en réalité il supprime la source de la plus-value. Le second, lui en plein élan, embauche.

Selon les situations, il y a plus ou moins la possibilité pour le capital de trouver des débouchés. Cela provoque des complications dans le mouvement du capital, mais cela lui est propre, cela ne dépend pas de la question du nombre de la population ouvrière. Karl Marx explique que :

« Le mouvement d'expansion et de contraction du capital en voie d'accumulation produit donc alternativement l'insuffisance ou la surabondance relatives du travail offert, mais ce n'est ni un décroissement absolu ou proportionnel du chiffre de la population ouvrière qui rend le capital surabondant dans le premier cas, ni un accroissement absolu ou proportionnel du chiffre de la population ouvrière qui rend le capital insuffisant dans l'autre. »

En clair s'il y a trop de capital ou pas assez, ce n'est pas en rapport avec la taille croissante ou décroissante de la population ouvrière.

C'est en effet le capital qui forme la population ouvrière, qui en décide du rythme de croissance. Et justement ce qu'on appelle les chômeurs est un espace de « déchet » de cette croissance, dans la mesure où il s'agit du fruit des licenciements faits par le capital déjà lancé, mais aussi inversement (et dialectiquement) du vecteur de l'abaissement des conditions de vie de la population s'ajoutant à la population du prolétariat.

Ceux qui viennent au prolétariat sont mis sous pression par l'existence de gens au chômage, et le chômage augmente parallèlement à l'accroissement de la population allant au prolétariat. Karl Marx formule cela de la manière suivante :

« L'armée industrielle de réserve est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accroissement, donc aussi la masse absolue du prolétariat et la force productive de son travail, sont plus considérables.

Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital développent la force de travail disponible.

La grandeur relative de l'armée industrielle de réserve s'accroît donc en même temps que les ressorts de la richesse.

Mais plus cette armée de réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit la surpopulation consolidée, excédent de population, dont la misère est inversement proportionnelle aux tourments de son travail. »

En constatant que l'armée de réserve s'élevait, Eugen Varga aurait dû chercher à voir sous quelle forme l'accumulation du capital se développait tout de même, comment il utilisait davantage de prolétaires ou comment il allait le faire.

Il ne disposait pas de la clef pour cela : une juste saisie de la nature des moyens de production.

La question des moyens de production

L'origine du problème d'Eugen Varga est qu'il a une lecture purement spatiale de la production, et qu'il oublie le temps. Il perd donc le principe du saut qualitatif, car l'espace en contradiction avec lui-même produit le temps, comme expression du mouvement.

En clair, pour Eugen Varga, la production et la consommation sont comme équivalentes dans leur processus, se répondant l'une à l'autre de manière symétriques et sont donc comme annulées dans leur totalité à un temps X. Puis un cycle redémarre.

Or ce n'est pas le cas du tout. Il est possible bien sûr de constater des cycles d'ordre général, des vagues correspondant au mouvement de fond du capital. Cependant, cela est rendu difficile par le fait que la production n'arrive pas sur le marché au même moment, la consommation ne se fait pas au même moment. Ce qui ne se vend pas encore pourra l'être plus tard, et plus il y a de choses à vendre, plus c'est vrai.

De plus, il y a le capital centralisé et celui qui ne l'est pas ; croire que parce qu'il existe un capitalisme centralisé, l'autre disparaît, ce n'est pas comprendre le principe de l'accumulation du capital, et rater une dimension particulièrement multiformes, multi-rythmes.

L'erreur d'Eugen Varga demande il est vrai qu'on la comprenne comme arrière-plan : il se fonde sur une époque où le prolétariat n'est en mesure que d'acheter très peu de choses, et surtout par définition de choses vitales, comme les vêtements et l'alimentation. Cependant, cela ne modifie pas la substance du problème, qui est la lecture statisticienne de l'économie combinée à une incompréhension des sauts qualitatifs existant dans la production de moyens de production.

Déjà, Eugen Varga fait confiance aux statistiques bourgeoises, ce qui est une erreur de méthode tant sur le fond que la forme. Rien que l'économie clandestine passe par pertes et profits, alors qu'elle joue bien entendu un rôle significatif.

Mais surtout, Eugen Varga oublie la différence qualitative entre les deux productions capitalistes : celle sans intermède pour la consommation directe, celle pour la consommation indirecte, c'est-à-dire pour la production. Lui se contente de se focaliser sur les statistiques de la production pour la consommation directe, pour ensuite seulement comparer avec l'autre et dire qu'il y a un décalage.

D'où sa conclusion : une grande production est possible, mais le capitalisme n'y parvient pas, et ce qu'il produit ne se vend pas assez. Il en déduit donc : il y a sous-consommation. Le capital ne parvient plus à se valoriser.

Il est donc terminé. Il n'existe plus que comme accroissement par la pressurisation toujours plus grande des prolétaires qu'il n'a pas encore mis au chômage, car de toutes façons il ne reste plus que le capital monopoliste.

C'est sa conception de la crise.

Il oublie par là de prendre autant en considération la production pour la consommation indirecte, qui est le véritable détonateur de la productivité et qui connaît des sauts qualitatifs. Il y a des sauts

qualitatifs qui existent dans l'appareil productif, dont des expressions parlantes sont la machine à vapeur, le courant alternatif, les circuits intégrés, l'informatique, etc. Ce sont uniquement des expressions et non le saut en lui-même, car c'est la production qui est réelle et non pas leur *principe*.

Mais ces sauts modifient fondamentalement la productivité et le caractère même du processus productif, ainsi que celui de consommation. Eugen Varga nie cela parce que pour lui, c'est la consommation qui détermine s'il y a ou non production de moyens productifs.

Il rate par là que les moyens productifs déterminent la forme de la réalisation. C'est bien d'ailleurs pour cela que la planification soviétique n'a pas tablé sur le petit commerce de type capitaliste pour développer l'économie (à part pour la courte période d'urgence avec la « NEP »), qui serait trop lent et surtout qui façonnerait la distribution-consommation de manière capitaliste, mais sur la mise en place par en haut d'une industrie lourde et moderne, seule capable de permettre la véritable émergence rapide et efficace d'une industrie légère dans un contexte général socialiste.

Pour avoir des prolétaires, il faut une production, pour qu'il y ait production, il faut un appareil productif. Pour qu'il y ait consommation, il faut distribution et les formes de l'une et de l'autre dépend de la nature de la production. Le socialisme soviétique, ce sont l'électrification et les tracteurs comme révolution de l'appareil productif et par là comme détonateurs de la production, et il est par conséquent possible de mener la distribution-consommation de manière socialiste.

Staline résume cette question de la manière suivante, dans *Les problèmes économiques du socialisme en URSS* :

« Les forces productives sont les forces les plus mobiles et les plus révolutionnaires de la production. Elles devancent, sans conteste, les rapports de production, en régime socialiste également. Ce n'est qu'au bout d'un certain temps que les rapports de production s'adaptent au caractère des forces productives. »

Eugen Varga ne voit pas les choses ainsi, il fait du premier aspect de la production – celle des moyens de production – une simple annexe du second aspect – celle des biens de consommation.

Chez lui, une fois que le premier aspect est réalisé, alors arrive le second, qui produit des marchandises sur le marché, et cela s'arrête là. Ce qui définit un cycle, c'est de savoir dans quelle mesure ces marchandises mises sur le marché vont trouver des acheteurs ou non.

Le capitalisme se réduit alors au second aspect et le premier a disparu. On peut même dire que, finalement, le premier aspect n'est même plus capitaliste chez Eugen Varga, car répondant aux besoins des entreprises, son anarchie est bien moins grande que pour la production pour les consommateurs.

C'est précisément par là qu'Eugen Varga va justement totalement échouer par la suite. À sa thèse d'une sous-consommation comme source de la crise capitaliste dans un contexte qui serait totalement monopoliste, Eugen Varga va tenter d'expliquer le capitalisme parvient à se maintenir tout de même – car il faut bien l'expliquer – au moyen de la rationalité du premier aspect de la production (celle des moyens de production), qui va s'imposer partout grâce à l'État.

La mise de côté dans l'Internationale Communiste

La critique qu'a subi Eugen Varga au sixième congrès de l'Internationale Communiste va se prolonger et va connaître un moment décisif lors de la Xe session du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, du 3 au 19 juillet 1929. Il avait réalisé en amont de cette session un rapport et des conclusions sur la situation économique internationale.

Eugen Varga se fit littéralement tomber dessus. On lui reprocha sa « surestimation des statistiques bourgeoises » ainsi que, en liaison avec cela, des « déviations de droite ».

Molotov l'accusa de remettre sur la table des questions déjà réglées et de jouer un rôle réactionnaire. Son positionnement d'économiste se contentant d'évaluations à la démarche très libre l'amenait à remettre en cause ce qui avait été acquis par l'Internationale Communiste ces dernières années.

En fait, dès qu'on passait dans une évaluation d'économie politique, c'est-à-dire à un autre palier, Eugen Varga se perdait ; il voyait ainsi en la transformation du plan Dawes en plan Young, concernant les réparations allemandes, une certaine capacité à une stabilisation renforcée de la part du capitalisme, que cela allait dans le sens d'un accord entre puissances impérialistes, mettant de côté les contradictions inter-impérialistes.

Par conséquent, il considérait que le danger de guerre était relativement écarté, ce qui était une évaluation de la situation totalement inacceptable. Aussi, Molotov souligna surtout qu'il existait une accentuation de la tendance à la guerre et critiqua la position d'Eugen Varga comme une lecture gommant les aspects négatifs du capitalisme ; il formula de manière abrupte :

« Si plan Young pouvait résoudre les contradictions inter-impérialistes, même temporairement, alors ce serait les sociaux-démocrates qui auraient raison avec leur appui à l'impérialisme, et non les communistes. »

Kuusinen conclut en disant que le souci d'Eugen Varga était qu'à force de fréquenter intellectuellement le milieu des économistes bourgeois, il perdait de vue le risque de se faire contaminer par eux ; il faisait du bon travail, mais ne parvenait pas à en tirer les conclusions adéquates.

Il fut également critiqué pour avoir rejeté la thèse de l'Internationale Communiste qu'une « révolution technique », c'est-à-dire la rationalisation de la production, et une intensification du travail, était en train d'intensifier la pression sur le prolétariat.

Cela rattachait directement Eugen Varga à la ligne de Boukharine affirmant que les contradictions entre prolétariat et bourgeoisie s'amenuisaient dans chaque pays. Eugen Varga était ni plus ni moins qu'accusé de convergence avec la ligne de Boukharine.

Eugen Varga dénonça que les attaques contre lui étaient si rudes, et se défendit comme quoi il ne voyait pas de paupérisation absolue dans les chiffres qu'il avait, cependant il réétudierait la question. C'était là sa ligne de défense, avec toujours la tentative de se défaire.

Lorsque Manouïlski lui reprocha ainsi la correspondance de son point de vue avec des conceptions bourgeoises et Eugen Varga maintint en réponse une ligne assez formaliste, se défendant alors face aux critiques en disant que les vrais opportunistes allaient toujours dans le sens du vent, que lui

essayait simplement d'être objectif. Il dit notamment :

« Si j'arrive au point de vue qu'il y ait quelque chose de nouveau dans la situation internationale, dans l'économie mondiale, dans le mouvement ouvrier, qui ne rentre éventuellement pas dans le cadre considéré jusque-là comme juste par l'Internationale Communiste, alors je le présenterai toujours à celle-ci, même malgré le risque qu'on dise : Ce Varga raconte encore des conneries opportunistes.

Le plus grand opportunisme est de masquer ses convictions par peur de ne pas être en accord avec la ligne dominante. C'est la forme la plus dangereuse d'opportunisme, indigne d'un communiste. »

A partir de 1929, Eugen Varga n'est plus un cadre de l'Internationale Communiste. Il ne participa donc pas aux 11e (1931), 12e (1932) et 13e (1933) sessions plénières du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

L'histoire était alors entendue : Eugen Varga, s'il n'était pas un boukhariniste et donc pas un partisan ouvert du concept de capitalisme organisé, n'en était pas moins le tenant d'une ligne luxembourgist, un partisan d'un objectivisme statisticien, avec une tendance à la conception boukhariniste du « capitalisme organisé ». Il fallait rectifier le tir.

Eugen Varga était de fait allé bien trop loin dans sa prétention à une connaissance qui serait unifiée et totale rien qu'au moyen des statistiques. Voici par exemple ce qu'il affirma dans sa conclusion des débats quant à la situation économique mondiale lors du cinquième congrès de l'Internationale Communiste. Il dégrade Karl Marx et Friedrich Engels en les présentant comme des compilateurs de statistique.

« Je dois bien dire que ni moi ni d'autres camarades de différents Partis Communistes ne sommes parvenus à résumer en une théorie claire tous les phénomènes du capitalisme actuel.

Il y a certaines tentatives. Je rappelle le principe de « la période de transition » de Boukharine. J'ai moi aussi à plusieurs reprises au moins de travailler à une théorie dans les grandes lignes, mais une théorie vraiment satisfaisante n'a pas encore été formulée.

Nous devons ici penser à quelque chose : Marx et Engels ont observé en toute tranquillité, pendant deux décennies, le capitalisme d'alors, ils ont étudié pendant vingt ans les statistiques et les chiffres, et c'est seulement après qu'est apparu le « capital ».

C'est seulement par la suite d'obtenir une vue globale. Je suis loin de me comparer à Marx, mais là où Marx a eu besoin de vingt ans, alors on doit me fournir au moins quarante ans. »

L'année 1930 est donc un tournant dans la position d'Eugen Varga, qui se fait mettre de côté, tout en conservant un rôle considéré comme utile. La rédaction d'Inprekorr, à partir de 1930, précisa au sujet d'Eugen Varga et de ses articles :

« Ses points de vue sur l'économie mondiale, s'ils suivaient comme cela va de soi la ligne de l'Internationale Communiste comme orientation, ne sont pas à considérer comme des publications officielles ou officieuses d'instances dirigeantes de

La critique pour déviationnisme

Le positionnement erroné d'Eugen Varga lui valut de nombreuses critiques. À la conférence de Leningrad du 10 mai 1930, les économistes soviétiques soulignèrent que la conception d'Eugen Varga revenait à la théorie de la sous-consommation de Rosa Luxembourg. Lorsqu'en décembre de la même année, il publia un article sur la crise économique mondiale, une note de la rédaction de la revue concernée précise qu'il est possible de trouver celui-ci « sujet à débat et incorrect ».

Lors de la session du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, en mars-avril 1931, c'est sur la question agraire qu'Eugen Varga fit son rapport, pas sur la situation économique mondiale. Il dut également faire son autocritique dans son Institut.

Le 24 décembre 1931, la Pravda publia un article signé des économistes Boris Boriline, Nicolas Voznesensky et Solomon Partigul, qui dénonçait le luxembourgist Varga, le trotskyste Preobranjensky et le statisticien de droite Stanislav Stroumiline.

En 1931, Eugene Varga se fit critiquer dans la revue Bolchevik pour sa lecture de la crise de 1929, considéré comme un soubresaut simple. Cela s'ajouta à d'autres critiques : Motylov lui reproche également d'en revenir à une lecture luxembourgist, sans aucune considération par ailleurs des situations révolutionnaires et de ce qu'elles impliquent comme changement dans l'économie ; Mendelson, dans une idée similaire, reprocha à Eugen Varga de ne pas prendre en compte les luttes dans les colonies, l'existence de l'URSS, et d'avoir une lecture simplement fondée sur les rapports de force entre les puissances impérialistes.

Eugen Varga tenta de maintenir sa position en organisant une discussion en mars 1931 à l'Institut, cela alors que son disciple Eventov proposait carrément une lecture cyclique de la crise et affirmait que les États-Unis sortiraient de celle-ci de manière imminente.

L'organe du Parti *Bolchevik* répondit par la suite en critiquant Eugen Varga pour avoir formulé des points de vue désarmant de facto les Partis Communistes par la considération que la crise allait être surmontée d'une manière ou d'une autre.

Rentré dans le rang, Eugen Varga se limita à formuler des présentations d'ordre général, comme les *Nouvelles expressions de la crise économique mondiale*, dont l'autorisation de publication ne fut donée que trois jours avant l'ouverture du 17^e congrès du PCUS(b), ou encore le rapport *La grande crise et ses conséquences politiques*, pour le septième congrès de l'Internationale Communiste en 1935.

Il conservait cependant un rôle technique important, même dans la période où il le fut plus critiqué. Ainsi, lorsque Boukharine publia deux articles dans la Pravda, les 26 mai et 30 juin 1929, pour affirmer sa thèse du capitalisme organisé, en octobre de la même année, Eugen Varga organisa à l'Institut une conférence de quatre jours avec mille personnes pour en dénoncer le principe. Il fit également le discours d'ouverture des *Discussions sur la crise mondiale*, du 23 décembre 1931 au 14 janvier 1932.

Lors du 7e congrès de l'Internationale Communiste, Eugen Varga intervint deux fois. La première fois fut le quatrième jour, au sujet du rapport du Comité Exécutif, la seconde lors du débat sur le rapport de Georgi Dimitrov. Les deux interventions sont de taille relativement moyenne. Il commence la première de la manière suivante :

« Camarades, la crise économique qui a traversé tel un ouragan tout le monde capitaliste a d'un coup détruit les illusions bourgeoises, réformistes. C'est sans voix que sont restés les apologistes du capitalisme, une fois de plus, devant l'incompréhensible et « surprenant » effondrement.

La principale conclusion du développement de la dernière période historique, c'est : la bourgeoisie ne peut plus maîtriser les forces de production qu'elle a mises en place. »

Suit une présentation de la situation dans les différents pays, en soulignant que le marché capitaliste mondial est particulièrement divisé et que le protectionnisme se renforce. A cela s'ajoute que le rôle de l'État dans la vie économique grandit de manière ininterrompue et qu'il soutient ouvertement les monopoles. Enfin, si la situation s'améliore relativement pour la bourgeoisie, tel n'est pas le cas des conditions de vie du prolétariat.

La conclusion, quant à elle, correspond très nettement à une sorte d'auto-critique quant aux positions passées. On y retrouve les thèses d'Eugen Varga des années précédentes, mais totalement corrigées. Voici ce que cela donne :

« La crise a détruit les illusions de la bourgeoisie quant à la possibilité d'un élargissement du marché capitaliste, pour des débouchés (...). Avec les coûts si bas des salaires, il y a moins d'intérêt à des renouvellements techniques mettant de côté de la force de travail.

C'est pourquoi le capital donne comme tâche à ses ingénieurs, techniciens et contremaîtres de faire baisser les coûts de production sans élever la capacité de production, c'est-à-dire d'abaisser les coûts des salaires par l'utilisation des machines disponibles.

C'est la différence essentielle entre la rationalisation de la période de stabilisation et la rationalisation de crise.

Cela ne signifie naturellement pas que le progrès technique en soit parvenu à une paralysie complète. Le développement vertigineux de la technique militaire exige des progrès techniques également dans le processus de fabrication.

La dialectique interne du capitalisme donne la particularité suivante de progrès technique actuellement : justement comme il y a partout une armée de chômeurs massive, seuls les renouvellements techniques sont mis en place qui rendent superflus beaucoup d'ouvriers (...).

La conséquence de la rationalisation de crise est le fait que le taux d'occupation des masses laborieuses ne connaît pas de croissance correspondant à l'élévation de la production industrielle.

De là le fait que malgré qu'il y ait une production industrielle agrandie, il y ait de manière inchangée une grande armée de chômeurs dans les pays capitalistes.

Le chômage de masse chronique reste le destin du prolétariat, tant que la domination de la bourgeoisie n'est pas renversée. Le processus de décomposition du capitalisme continue très rapidement. La bourgeoisie n'est plus en mesure d'assurer l'existence de ceux qui sont esclaves du salaire même au niveau des esclaves.

Il n'y a pas d'issue pacifique. La contradiction entre les forces de production et les rapports de production ne peut pas être résolue à l'intérieur du système capitaliste. Les racontars sur une économie capitaliste planifiée comme transition pacifique au socialisme est une démagogie sans scrupules, qui vise à détourner les ouvriers de la voie révolutionnaire.

Il n'y a pas d'issue pacifique ; la contradiction entre les forces de production et les rapports de production ne peut être résolue que par le renversement révolutionnaire de la domination de la bourgeoisie. Il n'y a que cette voie pour la libération de l'humanité. »

La seconde intervention reprend le thème de la « planification » de l'économie de l'intérieur du capitalisme, qui est mis en avant alors par la social-démocratie. Eugen Varga explique qu'il s'agit d'une démagogie complète, qui prétend contrôler l'appareil d'État et procéder à des nationalisations pour faire tendre l'économie au socialisme.

Il est souligné par ailleurs le fait que :

« Tous les plans, depuis de Man jusqu'à Lloyd Georges, envisagent une limitation des droits du parlement, la mise en place de nouveaux corps de représentants de « l'économie » et des syndicats réformistes, des pouvoirs spéciaux pour le gouvernement !

La ressemblance de ces plans avec l'État corporatiste de Mussolini est flagrant. Tout cela montre que la lutte contre la démagogie de l'économie planifiée est une composante importante de la lutte pour gagner les masses. »

Eugen Varga avait, temporairement du moins, abandonné ses conceptions passées.

La rectification

En 1938, Eugen Varga publia *Deux systèmes : économie socialiste et économie capitaliste*. Il s'agit d'une étude relativement longue fournissant les traits généraux du capitalisme et ceux de l'URSS. Les explications sont tout à fait dans l'esprit soviétique.

Et à ce titre, on y trouve une sorte de rectification, d'autocritique par rapport aux critiques faites lors du VI^e Congrès et au XI^e plénum de l'Internationale Communiste.

Voici comment Eugen Varga raconte de manière juste le point de vue soviétique, qui n'était pas le sien auparavant :

« C'est le capital fixe (c'est-à-dire les moyens de production au sens propre du mot : machines, appareils, outils, installations, etc.) qui joue le rôle décisif dans le développement des forces productives matérielles (qu'il faut distinguer de la force de

travail humaine comme force productive).

C'est aussi pourquoi, quand nous nous demandons comment les forces matérielles productives du capitalisme se sont développées pendant la période de crise générale qui a duré vingt ans, il nous faudra avant tout analyser le développement du capital fixe.

Certains trotskistes, devenus plus tard traîtres au socialisme et à leur pays, et falsifiant la thèse de Lénine sur les entraves mises au développement des forces productives par les monopoles, avaient opposé à sa doctrine révolutionnaire du capitalisme en putréfaction, leur propre théorie contre-révolutionnaire de la « stagnation », de la « mutilation » du capitalisme.

Dans son ouvrage *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine dit :

« Mais ce serait une erreur de croire que cette tendance à la putréfaction est incompatible avec une croissance rapide du capitalisme.

Telles branches de l'industrie, telles couches de la bourgeoisie, tels pays manifestent à l'époque impérialiste avec une force plus ou moins grande l'une ou l'autre de ces tendances.

Dans l'ensemble, le capitalisme croît avec infiniment plus de rapidité que naguère, mais cette croissance devient d'une façon générale non seulement plus inégale, mais cette inégalité se traduit aussi en particulier dans la putréfaction des pays les plus riches en capital (Angleterre). »

Ce que dit ici Lénine se rattache étroitement à sa doctrine fondamentale selon laquelle l'impérialisme n'est qu'une « superstructure » du capitalisme ; qu'il n'y a pas d'« impérialisme pur », que la concurrence subsiste, malgré les monopoles.

Il considérait comme anti-marxiste et rejetait aussi bien le « cartel général » de Hilferding que le « capitalisme organisé » de Boukharine.

Or, tant qu'il y aura concurrence, il y aura aussi tendance à baisser les prix de production en introduisant des améliorations d'ordre technique.

Et, en effet, pendant la période d'après-guerre, particulièrement entre la première et la seconde crise économique, l'on put constater un progrès considérable dans la technique et un très grand développement des forces de production.

Voici ce que disent à ce propos les thèses du VI^e congrès de l'Internationale Communiste :

« Il est incontestable que l'essor considérable de la technique des pays capitalistes prend dans certains d'entre eux (États-Unis, Allemagne) le caractère d'une révolution technique.

D'une part, l'accroissement gigantesque du nombre des moteurs à combustion interne, l'électrification, le développement des procédés chimiques dans l'industrie, les nouvelles méthodes pour obtenir des combustibles et des matières premières synthétiques

(benzine, soie artificielle, etc.), l'emploi des métaux légers, l'extension considérable des transports automobiles ; d'autre part, les nouvelles formes de l'organisation du travail, combinées avec le développement excessivement rapide du travail à la chaîne, ont relevé de nouveau les forces productives du capitalisme. »

Depuis le déclenchement de la crise de 1929, depuis que les préparatifs pour une nouvelle guerre mondiale se précipitent, le progrès technique s'est modifié sous certains rapports.

Le point de vue militaire prime sur tout. »

On a ici une excellente remise en cause de la thèse mise en avant par Eugen Varga auparavant.

La simple participation aux institutions soviétiques

Il est intéressant d'opposer, de manière anecdotique mais symbolique, le tout début et la toute fin de *Deux systèmes : économie socialiste et économie capitaliste*. La première phrase de l'introduction s'inscrit directement dans le style matérialiste dialectique alors affirmé en URSS :

« La transformation des modes de production s'effectua dans l'histoire de l'humanité, d'une façon tout à fait inégale, sous la forme de révolutions, séparées les unes des autres, dans le temps et l'espace. »

La toute fin de l'introduction est par contre bien dans le style Varga :

« Ils [les travailleurs] voient de plus en plus clairement la supériorité qu'a le socialisme sur le capitalisme.

Cette supériorité qui grandit d'année en année, et que nous nous proposons de prouver dans les domaines les plus variés, par des chiffres, dans les chapitres suivants, constitue, une fois qu'elle est reconnue, un des éléments les plus importants de la lutte pour le renversement de la domination bourgeoise.

Mener cette lutte le plus rapidement possible à une fin victorieuse, délivrer l'humanité de l'esclavage du Capital, telle est la mission de notre génération. »

Les chiffres et le volontarisme : on a tout Eugen Varga qui, à partir de sa mise à l'écart relative dans les années 1930, se pliait malgré tout aux exigences du Parti. Il n'avait de toutes façons pas été en mesure de prévoir l'effondrement du crédit se déroulant en 1929, ce qui n'avait d'autant pas aidé à la valorisation de ses analyses, en plus de ses déviations.

Il resta donc dans le cadre institutionnel soviétique, notamment en tant que directeur de l'Institut pour l'économie mondiale et la politique mondiale. Il était également rédacteur en chef des revues *Économie mondiale et politique mondiale*, *Les marchés de l'économie mondiale*, *Problèmes de la politique chinoise*.

La revue mensuelle de l'Institut, *Économie mondiale et politique mondiale*, se présentait comme suit en 1932, lorsqu'Eugen Varga en prit la responsabilité :

« La revue fournit l'explication marxiste des questions actuelles de l'économie mondiale

et de la politique mondiale, diffuse des travaux théoriques sur les questions de l'économie mondiale, donne des aperçus sur la politique et l'économie des pays les plus importants, publie des documents et des compte-rendus de presse au sujet des questions fondamentales de l'économie mondiale et de la politique mondiale.

La revue est conçu pour les scientifiques, les étudiants, les journalistes, les propagandistes, etc. »

Eugen Varga resta par ailleurs en place à l'Institut en 1936, lorsque l'Académie communiste fusionna avec l'Académie des sciences reprise réellement en main en 1927, pour former l'Académie des sciences de l'URSS.

Initialement, il y avait en effet l'Académie socialiste des sciences sociales, fondées en 1918, devenu l'année suivante l'Académie socialiste ; en avril 1923, elle devint l'Académie communiste (Komakad), existant parallèlement à l'Académie des sciences jusqu'en 1936. A partir de 1922, sous l'impulsion de Staline, elle est également proche du Gosplan, des commissariats au peuple, de l'Istpart chargé de l'histoire du Parti et de la révolution.

La Komakad consistait en plusieurs sections et instituts, notamment pour la philosophie, l'histoire, l'économie, avec aussi l'Institut agricole, l'Institut Lénine, l'Institut pour la construction soviétique et donc l'Institut pour l'économie mondiale et la politique mondiale. Chaque organisme avait sa presse, l'Académie ayant également sa propre revue bimensuelle.

L'URSS procéda à la centralisation-fusion des différents organismes et la naissance de l'Académie des sciences de l'URSS marqua un vrai saut qualitatif. En tant que responsable d'un de ses instituts, Eugen Varga fut nommé membre en 1939 de l'Académie des sciences de l'URSS, puis de son présidium.

L'invasion nazie l'obligea à quitter temporairement Moscou, et il se lança dans des études de l'économie de guerre, surtout allemande, considérant que celle-ci était très profondément déséquilibrée et ne saurait tenir à court terme, ce qui fut une erreur importante.

L'Institut réalisa une semaine consacrée entièrement à l'économie de guerre, du 9 au 16 mars 1940. La conférence d'Eugen Varga porta sur Les particularités de la seconde guerre mondiale impérialiste et les problèmes de l'économie de guerre des pays capitalistes ; prirent également la parole des cadres s'alignant sur ses positions : Schpirt, Trachtenberg, Vishnev, Rubinstein.

Début 1941 fut publié *Les pays capitalistes à la veille de la guerre impérialiste*, année où l'Institut fut temporairement installé à Kouïbychev, en raison de l'invasion allemande ; il se vit alors confier par le PCUS(b) la tâche d'analyser l'inévitable effondrement du IIIe Reich.

Après toute une série d'articles et d'analyses à ce sujet, l'Institut se consacra à la question des réparations. Juste avant la conférence des ministres des affaires étrangères à Moscou en octobre 1943. Eugen Varga formula notamment le principe du démontage des usines en Allemagne après la victoire.

Le 31 août 1943, il tint un discours à Moscou sur le problème des réparations que devrait l'Allemagne défaite, dont l'écho fut important en URSS, ainsi par conséquent qu'à l'extérieur, en

raison de l'importance diplomatique que cela signifiait pour l'après-guerre. En 1945, il fut d'ailleurs un des experts de la délégation soviétique aux conférences de Potsdam et Yalta.

Par la suite, depuis Moscou, il conseilla le nouveau régime hongrois, qui connaissait une situation dramatique, l'économie déjà faible ayant été torpillée par la guerre, alors que les communistes découvraient la légalité pour la première fois depuis 1919.

Il fit plusieurs séjours à Budapest en 1945 et dans le cadre de la campagne électorale, tint notamment une conférence à l'Académie Ferenc Liszt, le 6 octobre 1945, au sujet de l'impact de la guerre sur l'économie capitaliste. Il participa à l'élaboration de la nouvelle monnaie, le *forint* qui remplaça le *lepengös*, et revint encore en 1946, comme conseiller économique.

On entrât là dans une nouvelle phase où Eugen Varga allait prendre la tête d'une vaste rébellion révisionniste. Le prétexte en fut de prétendues modifications qu'auraient connues le capitalisme.

Eugen Varga tint sa première conférence à ce sujet en juin 1945, Vishnev en faisant une sur « le développement des industries américaine et anglaise durant la guerre ».

En décembre 1945, Eugen Varga présenta les travaux sur l'économie de guerre lors de la réunion de fin d'année de l'Institut pour l'économie mondiale et la politique mondiale. Il fit des « modifications » du capitalisme avec cette guerre le thème d'étude pour les mois à venir, avec les points suivants comme orientation :

- a) la généralisation théorique des expressions les plus nouvelles et des développements du capitalisme moderne ;
- b) l'analyse de l'économie de guerre et les problèmes de la transition à la production du temps de paix des pays capitalistes ;
- c) les problèmes de l'économie d'après-guerre ;
- d) les problèmes de la politique intérieure et extérieure des pays capitalistes et des rapports internationaux ;
- e) le problème agraire ;
- f) les problèmes du mouvement ouvrier ;
- g) la question nationale et coloniale.

C'était le début de la grande offensive qui allait ébranler l'URSS dans ses fondements idéologiques.

La rébellion révisionniste

Eugen Varga, au lendemain de la guerre, était un cadre considéré comme ayant de la valeur dans le contexte d'évaluations économiques. Il fut à ce titre du voyage de la centaine de conseillers accompagnant Molotov, en juin 1947 à Paris, pour discuter avec la France et la Grande-Bretagne au sujet de la question des aides.

Or, évidemment, ces deux puissances soulignèrent que les aides dépendaient d'un audit de chaque pays et seraient décidées par une instance centrale européenne. Une telle démarche visait

naturellement à arracher les démocraties populaires de l'Est européen à leur socle socialiste. Elles n'auraient des appuis que dans certains domaines, leur économie se faisant façonner selon les besoins des pays capitalistes, avec leur propre base profondément modifiée pour perdre toute nature socialiste.

Le plan Marshall fut par conséquent rejeté. Toutefois il y avait eu un véritable vacillement dans le Parti en URSS. La preuve en était la présence d'Eugen Varga, alors que celui-ci avait lancé une véritable rébellion contre la ligne dominante.

En effet, alors que les démocraties populaires naissaient comme régime dans les pays de l'est européen, il rejetait cette nouvelle forme sociale, disant même ouvertement en avril 1947 qu'elle n'était ni capitaliste, ni socialiste.

Lors de sa présence en Hongrie, il discuta même du plan Marshall avec les socialistes, qui formaient alors le principal parti à gauche. Eugen Varga considérait en effet qu'il était possible d'utiliser le plan Marshall, qui obéissait à des nécessités économiques américaines et qui par conséquent ne permettait pas tant de marges de manœuvres que cela dans sa mise en place. L'URSS pouvait arracher des concessions aux États-Unis, qui n'auraient pas le choix.

Cette orientation favorable à une certaine composition avec les pays occidentaux se déroulait alors qu'une critique s'était développée devant le manque d'activité de son institut d'évaluation économique. Le département d'agitation et de propagande auprès du Comité Central avait fait paraître une nouvelle revue, intitulée *La culture et la vie*, dont le premier numéro en juin 1946 contenait une critique des économistes soviétiques pour ne pas avoir été en mesure de véritables analyses de fond de l'économie des pays capitalistes.

Le 30 octobre 1946, un autre article de *La culture et la vie* critiquait l'IMChMP, l'Institut dirigé par Eugen Varga, pour son manque de productivité :

« L'institut pour l'économie mondiale n'a pas produit aucun travail conséquent de recherche sur le stade actuel de l'impérialisme, en particulier rien sur les problèmes des changements de l'après-guerre dans le système de l'impérialisme et sur les tendances monopolistes d'État dans le capitalisme actuel.

Au lieu de recherches théoriques, profondes, l'Institut produit des regards sur les événements économiques en cours, qui n'ont de signification que conjoncturelle. »

Cette critique réapparut dans la revue en octobre, portant sur le caractère théorique arriéré de l'Institut d'économie mondiale et de politiques mondiales dirigée par Eugen Varga. Ce dernier, le même mois, publia l'ouvrage qui devait être le véritable détonateur de la grande polémique soviétique de l'après-guerre : *Les changements dans l'économie du capitalisme comme résultat de la Seconde Guerre mondiale*.

Cet ouvrage avait initialement été une commande du Comité Central durant la guerre, mais la portée allait être bien plus importante qu'une simple analyse de fond. D'ailleurs, les éléments mis en avant par Eugen Varga ne faisaient que refléter de multiples conceptions apparues en URSS depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Tout un pan de la société soviétique considérait qu'en raison de l'alliance antifasciste passée, il était possible d'établir un rapport constructif avec les pays impérialistes, maintenant que la guerre était finie. La guerre impérialiste ne semblait plus être un horizon inévitable, les pays capitalistes cessaient d'avoir une identité réactionnaire en soi, contrairement à entre 1917 et 1945. Une césure se serait produite.

L'affirmation des années 1930 selon laquelle on était entré dans la période de la crise générale du capitalisme serait caduque. L'impérialisme aurait pris une forme nouvelle.

Cette conception était si répandue qu'il ne fut pas possible de la balayer d'un revers de la main. Apparue ouvertement avec la publication de l'ouvrage d'Eugen Varga, elle allait provoquer une bataille qui allait durer pendant plusieurs années en URSS, et cela de manière ouverte.

Les cinq thèses sur les «changements» de nature du capitalisme

Quelles étaient les thèses formulées dans *Les changements dans l'économie du capitalisme comme résultat de la seconde guerre mondiale* ?

Eugen Varga publia le premier chapitre de l'ouvrage dans la revue de l'Institut, en juillet 1944. Puis, quatre autres chapitres furent publiés par la suite, jusqu'en septembre 1945.

Il faut déjà en voir le fond, à savoir l'intérêt énorme qu'accorde Eugen Varga à la question de l'économie de guerre. Sa première étude d'envergure fut en 1918 *L'argent, sa domination en temps de paix et son effondrement durant la guerre*. Son interprétation du capitalisme en crise après 1918 s'appuie sur l'interprétation des modifications causées par la guerre.

Pendant la guerre mondiale, Eugen Varga avait aussi écrit de nombreux articles sur la politique et l'économie des pays protagonistes, et avait particulièrement porté son attention sur les économies de guerres mises en place, notamment en Allemagne.

On est ici dans le prolongement d'une telle démarche « objectiviste », cette fois dans le contexte d'après 1945, alors que l'URSS a été l'alliée de pays impérialistes.

Les changements dans l'économie du capitalisme comme résultat de la seconde guerre mondiale se veut d'ailleurs un ouvrage sans aucune analyse politique, celle-ci étant repoussée à un hypothétique second ouvrage. Ses thèses se veulent pour ainsi dire « pures », « neutres », « objectives ».

La première grande thèse d'Eugen Varga était qu'en raison des nécessités propres à la guerre, en termes de gestion, de prévision, d'encadrement, l'État était intervenu de manière massive et avait bouleversé le fonctionnement du capitalisme. Il en avait ainsi surtout neutralisé certains aspects, poussant à une rationalisation, en lieu et place du chaos propre au capitalisme.

De plus, en agissant ainsi, l'État se faisait le vecteur des intérêts généraux du capitalisme, non plus simplement des monopoles. Cette tendance l'amenait même à s'ouvrir aux intérêts de la classe ouvrière.

Ce positionnement de l'État durant la guerre allait, selon Eugen Varga, inévitablement se prolonger après la fin de celle-ci, d'une manière ou d'une autre. Cela allait forcément être vrai sur le plan de la régulation et de la prévision dans le domaine de l'économie.

La seconde thèse, déduite de la précédente, est qu'il existerait par conséquent un espace pour la classe ouvrière pour prendre le contrôle de l'État. La lutte des classes allait désormais consister en un affrontement entre la bourgeoisie et la classe ouvrière pour le contrôle de l'État. L'État apparaissait, de fait, comme une entité désormais « neutre ».

La troisième thèse, strictement parallèle aux deux premières, était que le colonialisme était profondément affaibli, la situation étant marquée par une vraie affirmation du capitalisme dans les colonies. Eugen Varga soulignait particulièrement la situation indienne, où il considérait qu'un vrai capitalisme est désormais lancé : il ne serait donc selon lui plus possible de dire que l'Inde serait au sens strict une colonie britannique.

La quatrième thèse, tout à fait similaire dans sa substance, était que les pays de l'Est européen séparés du marché mondial capitaliste étaient sans importance économiquement et que cela ne jouerait pas dans le sens d'une crise des pays capitalistes. Qui plus est, leur situation était ambivalente selon Eugen Varga, qui les considérait comme ne relevant ni du capitalisme, ni du socialisme. Cette interprétation sous-entendait l'existence d'un terrain « neutre » entre le capitalisme et le socialisme, qu'Eugen Varga qualifiait de « capitalisme d'État ».

La cinquième thèse était que les États-Unis n'étaient plus orientés vers la guerre impérialiste, mais vers la relance de leur économie. Eugen Varga considérait que les États-Unis, l'Asie et l'Europe de l'Ouest allaient connaître environ deux ou trois années de croissance, puis une dizaine d'années de stabilisation, avant de revenir à une situation de crise.

Cependant, et c'était là la vraie substance de cette thèse même si ce n'était pas ouvertement dit, les pays capitalistes ne seraient pas tournés vers l'agression, mais uniquement vers leur propre croissance.

Le débat de mai 1947

L'impact de l'ouvrage d'Eugen Varga fut tel qu'il fut décidé en mars 1947 d'organiser une discussion à ce sujet. Eugen Varga publia le même mois un article sur les « démocraties de nouveau type », affirmant que leurs États n'étaient ni capitalistes, ni socialistes, mais une forme radicalement nouvelle.

C'était là une tendance s'exprimant toujours plus fortement et la ligne rouge mit du temps à saisir cela et à mettre en place une contre-offensive. Il est très parlant qu'il n'y ait pas eu de réaction directe du Comité Central, au moyen d'une directive. Il y avait un véritable problème de fond, une réelle vague d'ouvrages relevant de « l'école Varga » depuis le début de l'année 1945 et non seulement on s'en apercevait tardivement, mais la réponse fut lente.

On peut prendre l'exemple suivant : lorsque Bokshitsky écrivit ainsi pour son doctorat une étude sur *Les changements technico-économiques dans l'industrie américaine depuis la seconde guerre mondiale*, le conseil des enseignants de l'Institut d'économie salua en février 1947 un travail sérieux. Cependant une fois publié, le Parti s'aperçut d'un problème de fond et il fut attaqué pour le fait d'aller dans le sens d'une paix entre les managers et le prolétariat américain.

La revue *La culture et la vie* le critiqua en décembre 1947. La revue *Bolchevik* reprit l'accusation et

dénonça une attitude d'économiste fasciné par le capitalisme, incapable de voir ni la crise, ni le rôle réactionnaire des monopoles, en restant à un « technicisme vide ». L'Institut organisa une discussion d'autocritique concernant cet ouvrage en janvier 1948.

Dans un même ordre d'idée, lors de la discussion au sujet des thèses d'Eugen Varga, qui eut lieu les 7, 14 et 21 mai 1947, l'ambiance fut très feutrée, menée entre une vingtaine de spécialistes restant cordiaux, pratiquement apolitiques. Eugen Varga était par ailleurs salué de manière unilatérale comme une figure importante, ses thèses faisant débat mais n'étant pas considérées comme des considérations systématiques ayant une portée très importante, voire décisive.

Eugen Varga eut d'ailleurs beaucoup de partisans pour le défendre. Lors de la première session, Eugen Varga eut à ses côtés Scherson, Trachtenberg, Smit, Reichardt, et contre lui Scherson, Kac, Motyliov. A la seconde, Eugen Varga eut comme partisans Rubinstein, Arshanov, Lif, Maslennikov, Kronrod, et contre lui Gourvitch, Chromov, Dvorkine.

A la troisième, Eugen Varga vu une majeure partie des intervenants à ses côtés, avec Mendelson, Stroumiline (une figure importante alors), Eventov, Atlas, relativement Ostrovitianov, tandis que Figurnov lui fit face.

Qui plus est, renforçant la dimension officielle du débat, c'est Konstantin Ostrovitianov, président de l'Institut d'économie de l'Académie des sciences de l'URSS, qui la présida, donnant par ailleurs dès le départ et à la fin la parole à Eugen Varga, chargé donc lui-même d'ouvrir et de clore le débat !

Pourtant, il était flagrant qu'Eugen Varga avait abandonné le principe de la crise générale du capitalisme, ainsi que l'orientation opposant le système socialiste au système capitaliste, qu'il considérait que l'État était neutre dans le capitalisme, qu'on pouvait le conquérir, et qu'il existerait une phase neutre entre le capitalisme et le socialisme. Les critiques allèrent bien en ce sens, mais nullement de manière franche, tranchée.

Eugen Varga tint donc ouvertement tête aux critiques et maintint ses positions, à part sur la question de la nature des pays de l'Est européen. Il mit même en avant l'exemple de la Grande-Bretagne pour justifier que des mesures de « planification », même si pas dans le sens soviétique, étaient mises en place dans les pays capitalistes.

Le 7 mai 1947, Eugen Varga formula son point de vue de la manière suivante :

« Permettez-moi maintenant d'en arriver aux questions qui selon mon point de vue sont intéressantes à poser. Tout d'abord sur le rôle de l'État. Je dois dire qu'ici les avis diffèrent. Ainsi certains camarades pensent que je sous-estime le rôle de l'État, que je ne l'ai pas assez souligné ; d'autres par contre sont de l'avis que j'ai surestimé ce rôle.

Je suis d'avis que j'ai raison : dans l'économie de guerre, l'État a une signification décisive, mais après la guerre, l'État a un rôle plus grand en comparaison à l'avant-guerre. Il est possible que mon affirmation selon laquelle le rôle de l'État chute après la fin de la guerre ne soit pas exact.

Si l'on part de l'abrogation de la réglementation étatique de l'économie en Amérique, le rôle de l'État aux États-Unis reste cependant essentiellement plus grand qu'avant la guerre.

Il faut de plus prendre en compte les organisations internationales – la banque mondiale, le fond monétaire, etc., qui sont en réalité des organes étatiques.

L'État joue en Angleterre aussi un rôle présentement beaucoup plus grand qu'auparavant. En Angleterre et en France, une nationalisation est menée, et désormais aussi dans les États de nouvelle démocratie, ce qui signifie de la même manière une augmentation du rôle de l'État.

De par le passé, on avait l'habitude de dire que dans le capitalisme monopolistique, l'État est un État des monopoles, qui ne sert que ceux-ci dans la paix et dans la guerre. Je dis qu'il n'en est plus ainsi.

Dans la guerre moderne, dont l'issue est d'une signification décisive pour la bourgeoisie dans son ensemble, y compris l'oligarchie financière, l'État en tant qu'organisation de l'ensemble de la classe est forcé de mener durant la guerre des mesures de régulation qui ne vont pas rarement à l'encontre des intérêts de certains monopoles (...).

J'en viens à la question de la planification dans le capitalisme.

En ce qui concerne cette question, nous suivions pareillement souvent une vieille thèse : nous avons l'économie planifiée, dans le capitalisme par contre règne partout, toujours et sans différences, l'anarchie dans la production.

Je suis d'avis qu'on ne peut pas poser la question ainsi. Prenez la période de la guerre. Les chefs d'un certain pays capitaliste savent que l'année suivante, disons quatre millions de soldats seront opérationnels. L'état-major pose ses exigences : pour mener la guerre avec une armée de quatre millions de personnes, il faut tant et tant de canons, de tanks, de mitraillettes, etc. L'État doit mettre tout cela à la disposition.

Si tous les matériaux, toutes les forces de travail et les moyens de transport étaient en abondance, alors l'État n'aurait bien entendu pas à prendre des mesures de planification. Il passerait commande aux capitalistes et ceux-ci lui fourniraient.

Mais telle n'était pas la situation dans aucun pays menant la guerre, même pas l'Amérique. Partant de là, l'État a été forcé de planifier (...).

De plus, camarades, on doit constater que présentement, dans certains pays capitalistes, il y a une sorte de plan d'État. En Angleterre, par exemple, on fixe la production de charbon et d'acier de l'année suivante, la dimension des exportations, etc.

Naturellement, camarades, il ne s'agit pas ici d'une planification telle qu'on la connaît en Union Soviétique. Dans des rapports de propriété privée des moyens de production, il ne peut pas y avoir une telle économie planifiée.

Toutefois, prétendre qu'il n'y aurait dans l'économie des pays capitalistes aucune approche vers la planification, cela ne serait aussi pas vrai. La question ne peut pas être posée ainsi et il faut étudier et analyser tous les faits. »

Cette situation provoqua un *pat*, comme aux échecs lorsque l'impossibilité de bouger aboutit au nul, la ligne rouge n'étant pas en mesure de l'emporter face à un obstacle aussi important. Ce fut alors la

revue *Économie planifiée* qui prit l'initiative, dénonçant directement le refus d'Eugen Varga de reconnaître ses erreurs lors du débat de mai, le présentant comme un opportuniste ayant tourné le dos au marxisme-léninisme, retombant dans les positions de conciliation avec le capitalisme.

Cependant, la critique venait là du Gosplan, l'institution chargée de la planification. Cela pouvait apparaître comme un débat entre économistes de deux institutions, l'un d'analyse, l'autre de gestion. La dimension idéologique ne fut pas vue.

Qui plus est, pour agir de manière aussi agressive sur le plan des idées, Eugen Varga était clairement porté par tout un appareil au sein du Parti, sa position n'apparaissait pas comme simplement liquidable par une mesure de la direction. On avait là en fait un vrai conflit ouvert à l'intérieur du Parti lui-même. Les pays impérialistes portèrent de ce fait une attention très importante à cette situation ; les documents des trois jours de conférence furent même traduits en anglais par un organisme de l'État américain, et étudiés en détail.

C'était d'ailleurs le début d'un grand retentissement dans la presse occidentale en général, ravi de voir un tel conflit. En fait, les débats des 7, 14, et 21 mai 1947 étaient en soi une victoire pour les pays capitalistes, dans la mesure l'existence même de tels débats battait en brèche le caractère monolithique des positions soviétiques.

C'était pas moins de l'intérieur et par des experts en économie, unis autour d'Eugen Varga, une figure historique, que l'analyse soviétique du capitalisme était remise en cause, dans le sens d'une considération que le capitalisme était capable d'évolution et était solidement ancré.

De fait, qu'Eugen Varga explique que la guerre ne serait plus obligatoirement une conséquence du capitalisme, que ce dernier était désormais en mesure d'utiliser une forme de planification, était une attaque ouverte contre toutes les thèses marxistes-léninistes affirmées jusqu'à présent, et formait une provocation de haut niveau.

Cela était d'autant plus vrai qu'il affirmait qu'une sorte de troisième voie était possible entre capitalisme et communisme, par l'affirmation d'une sorte de forme démocratique s'opposant aux monopoles dans les États capitalistes eux-mêmes.

La contre-offensive de la ligne rouge

La position d'Eugen Varga marquait l'affirmation d'une véritable ligne, portée avec son Institut comme vecteur. En face, il y avait la revue *Questions de l'économie*, organe de l'institut d'économie de l'Académie soviétique des sciences, ainsi que la revue *Économies planifiée*, de l'organe planificateur de l'économie. C'était un véritable affrontement entre institutions à l'intérieur de l'URSS, l'expression d'une lutte entre deux lignes.

Le souci était que l'URSS n'avait pas compris le principe de la lutte entre deux lignes au sein d'un pays socialiste ; c'est Mao Zedong qui théoriserait cette question. Cela fit que la ligne rouge mit un temps long à se structurer, et ne raisonna pas en termes de lutte de deux lignes non plus.

Cela devait amener un positionnement visant à un règlement en quelque sorte administratif de la question : il était considéré qu'il fallait simplement mettre les éléments incorrects de côté, pas révolutionnariser les valeurs pour passer un cap qualitatif.

On se doute également que la non-connaissance de cette lutte entre deux lignes fut indubitablement la cause d'une très grande faiblesse pour la bataille anti-révisionniste d'après 1953. La victoire de Nikita Khrouchtchev et le 20e congrès du PCUS ne furent pas compris pour ce qu'ils étaient ; il fallut beaucoup de temps avant que l'on saisisse leur nature révisionniste. Le Parti Communiste de Chine considérait en 1960 que l'URSS est socialiste ; dans les années 1970 il considérera qu'elle ne l'était plus depuis 1953.

L'affirmation des positions de la ligne rouge en URSS à la suite de l'émergence du courant qu'on doit qualifier de vargiste fut par conséquent à la fois lent et montant en puissance au fur et à mesure de sa prise de conscience de l'importance de la question. On peut dire pour cerner le cadre de l'affrontement que la ligne noire était portée par l'Institut d'Eugen Varga, la ligne rouge par le Gosplan et les responsables de la planification, avec l'appui du PCUS(b) par l'intermédiaire de sa revue *Bolchevik*.

Le problème étant que le Gosplan était le fer de lance de cette offensive, au nom de la défense des valeurs de son institution, ce qui impliquait nécessairement une survalorisation de son propre rôle.

L'année 1947 fut, donc, celle de la double offensive du Gosplan et du PCUS(b), avec l'application d'une pression dans le but d'étouffer le courant vargiste.

En 1946, Eventov, l'un des collègues d'Eugen Varga, avait publié avec l'aide de Trakhtenberg un ouvrage intitulé *L'économie de guerre en Angleterre*. En juillet 1947, l'organe théorique du Comité Central du Parti, *Bolchevik*, destiné aux cadres, dénonça cet ouvrage et ses thèses.

Eventov y était critiqué pour avoir notamment prétendu que les nationalisations menées alors en Angleterre allaient dans le bon sens et que le Labour britannique n'avait pas d'autre choix que d'accepter les prêts américains, ainsi qu'une alliance avec les États-Unis.

Il était également affirmé dans cet ouvrage que, désormais, les intérêts coloniaux britanniques avaient disparu à l'avantage des colonies, et que l'ouverture du second front pendant la seconde guerre mondiale n'aurait été retardé que pour des raisons pratiques de production, et non pas par volonté de laisser seule l'URSS face à l'Allemagne nazie et ses alliés.

En filigrane, on y retrouve évidemment la thèse d'Eugen Varga, Eventov affirmant que :

« La guerre, en augmentant le rôle économique de l'État, étend les fonctions de celui-ci, amenant le capitalisme à une étape plus élevée. »

Cela était bien entendu considéré comme revenant à la thèse de Kautsky, Hilfeding, Boukharine, etc. du capitalisme organisé, contre celle de Lénine avec l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme. Au passage, l'économiste Smit, opposé à Eugen Varga, fut critiqué pour ne pas avoir dénoncé cela dans son compte-rendu de l'ouvrage d'Eventov dans la revue *Le livre soviétique*, quelques mois plus tôt.

Le même été, Eugen Varga publia un article intitulé *Rivalité et partenariat anglo-américaines – un regard marxiste*, exposant l'Angleterre comme un partenaire « junior » des États-Unis, qui chercherait à s'émanciper. Cela rentrait exactement dans le cadre politique où le Labour cherchait à développer une ligne où l'Angleterre devait servir de pont entre les États-Unis et l'URSS.

En septembre 1947, Gladkov publia un article dans *Bolchevik* pour attaquer la conception du capitalisme d'après-guerre d'Eugen Varga. A la fin de 1947, Nikolai Voznessenski, le chef du Gosplan, publia *L'économie de guerre de l'URSS pendant la grande guerre patriotique* et l'ouvrage fut salué par la revue *La culture et la vie*, puis dans *Bolchevik* ; il fut publié en français et en anglais, son auteur recevant le prix Staline le 30 mai 1948.

Le même mois, la revue *Bolchevik* attaqua la session de discussion de mai 1947 et dénonça le fait que les économistes ne furent pas parvenus à une juste critique des positions d'Eugen Varga et de ses partisans.

Une conférence de trois jours, en octobre 1947, établit toutes les erreurs d'Eugen Varga, considéré comme le reflet de l'esprit de capitulation d'une partie des couches intellectuelles devant les influences réactionnaires occidentales.

Et le 7 octobre 1947, la Pravda annonça la fin de l'Institut dirigé par Eugen Varga, en raison de sa fusion avec l'Institut d'économie de l'Académie des sciences de l'URSS.

Voici les sections de cet Institut, Eugen Varga n'étant à la tête d'aucun, ni l'un des quatre dirigeants principaux :

- pays américains,
- empire britannique,
- conditions du commerce capitaliste,
- pays orientaux et problèmes nationaux-coloniaux,
- démocraties populaires,
- pays capitalistes européens,
- impérialisme et crise générale du capitalisme,
- histoire de la pensée économique.

À cela s'ajoute un petit groupe d'étude de la situation de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier dans les pays capitalistes.

Il faut également ajouter les branches suivantes, l'Institut étant subordonné à la Commission d'État de la planification :

- circulation du capital dans l'économie nationale soviétique,
- distribution des forces productives,
- régions économiques soviétiques,
- statistiques économiques
- économie de l'agriculture soviétique,
- économie de l'industrie et des transports soviétiques,

- histoire de l'économie nationale soviétique,
- économie politique du socialisme.

Le 15 décembre 1947, le Comité Central du PCUS(b) donna naissance à un nouvel organisme, le Comité d'Etat pour l'introduction des techniques nouvelles, ou *Gostekhnika*, renforçant l'affirmation de la technique soviétique, contre l'esprit de capitulation.

La liquidation du «vargisme»

L'année 1947 fut celle où les partisans d'Eugen Varga furent contrés ; l'année 1948 fut celle de l'analyse du vargisme, Eugen Varga étant condamné comme relevant de « l'idéologie bourgeoise-réformiste ».

En janvier et en février 1948, Dvorkine dénonça Eventov, le disciple d'Eugen Varga, dans *Bolchevik* et dans la revue du Gosplan, demandant qu'il soit exclu de l'Institut, ce que Gatovski demanda également, en mars, dans *Bolchevik*. Dans la revue *Bolchevik*, en février 1948 fut publiée la critique du livre de Vishnev, *L'industrie des pays capitalistes durant la seconde guerre mondiale*, publiée en mai 1947.

En mars 1948, c'est l'ouvrage collectif sous la direction de Trakhtenberg, *L'économie de guerre des pays capitalistes et la transition à l'économie de paix*, qui fut dénoncé, ses auteurs étant considérés comme « prisonniers de la méthodologie bourgeoise » (les auteurs en question étant Trakhtenberg, Vishnev, Bokshitsky, Roitburg, Santalov, Eventov, Lif, Gorfinkel, Bessonov, Rubinstein, Shpirt).

L'Institut d'économie organisa les 29 et 30 mars 1948 des discussions, où les 18 participant se prononcèrent contre le « groupe de Varga ». Les partisans d'Eugen Varga capitulèrent alors : Rubinstein, Saltanov, Trachtenberg, Rojtburd, Mendelson reconnurent s'être trompés.

En mai 1948, c'est l'ouvrage de Lemine, *La politique étrangère de la Grande-Bretagne de Versailles à Locarno*, publié en avril 1947, qui fut critiqué ; en juin 1948, ce fut au tour de l'ouvrage de Lan, *Les États-Unis de la première guerre mondiale à la seconde*, publié en mai 1947.

Le même mois, Schneyerson livra un rapport sur le capitalisme à l'Institut d'économie, avec une critique en règle des positions d'Eugen Varga ; il attaqua ensuite, dans la revue *Économie planifiée*, en juillet et août 1948, deux articles d'Eugen Varga de 1946 qui ramenait la crise générale du capitalisme à avant octobre 1917 et niait les contradictions inter-impérialistes des alliés pendant la seconde guerre mondiale.

En octobre 1948, dans la revue *Problèmes d'économie*, de l'Institut, ce furent Frei et Loukachev qui firent face à la critique pour leurs ouvrages, respectivement *Les questions de la politique d'échange international des États étrangers* (1946) et *La lutte impérialiste pour les matières premières et leurs sources* (1947).

En novembre-décembre 1948, dans la revue *Économie planifiée*, Myznikov résuma les positions d'Eugen Varga dans un article intitulé *Les déformations du marxisme-léninisme dans les travaux de l'Académicien E. S. Varga*, en expliquant qu'il s'agit d'une nouvelle variante de la théorie de Rudolf Hilferding affirmant que le capitalisme s'organiserait, se planifierait, etc. Sa position sur l'État

comme « neutre » était réformiste et celle sur une transition pacifique au socialisme était opportuniste.

La critique formalisée fut menée le 5 octobre 1948 : le conseil scientifique élargi de l'Institut d'économie se réunit et critiqua Eugen Varga, qui n'hésita pas de son côté à rétorquer en remettant en question le principe de l'affrontement inter-impérialiste.

En octobre 1948, Konstantin Ostrovitianov résuma la position de la ligne rouge de la manière suivante :

« Le camarade Varga, qui a conduit cette direction anti-marxiste, et certains de partisans, n'ont jusqu'à présent toujours pas vu leurs erreurs... Un positionnement aussi opposé au Parti concernant la critique amène à de nouvelles erreurs théoriques et politiques. »

Konstantin Ostrovitianov, à la tête du nouvel Institut, avait tenu un discours vigoureux lors de la conférence annuelle mise en place, et dénonça les articles et ouvrages écrits par Eugen Varga, Eventov, Bokshitsky, Vishnev, Shpirt.

L'Institut d'économie fait en 1948 pas moins de cinq sessions au sujet du capitalisme contemporain, les positions d'Eugen Varga y étant systématiquement dénoncées. Pas moins que *l'ensemble* du personnel s'occupant des statistiques concernant les pays capitalistes fut changé.

La critique du Parti reprochait les points suivants à l'école d'Eugen Varga :

- effacement des contradictions de classe du capitalisme contemporain,
- affirmations anti-marxistes sur la nature de l'État dans les pays capitalistes,
- approche technico-économique étroite de l'étude de l'économie des pays étrangers,
- objectivisme bourgeois,
- attitude apolitique,
- absence de critique vis-à-vis des données statistiques bourgeoises,
- admiration des institutions bourgeoises de science et de technique,
- ignorance de la lutte entre les deux systèmes, socialiste et capitaliste,
- distorsion, rejet de la théorie de Lénine et Staline sur l'impérialisme et la crise générale du capitalisme.

La complexité d'une tendance de fond

En apparence, le vargisme émerge donc en 1945, s'affirme ouvertement en 1946-1947, étant réfuté en 1947, puis vaincu en 1948. Dans les faits, Eugen Varga ne fut pas en mesure de publier d'ouvrage en 1951 et 1952, et pratiquement aucun article en 1948, 1949, 1950 et 1953, lui qui auparavant réalisait une avalanche d'ouvrages et d'analyses.

Cependant, le cheminement du vargisme continua. Car la critique de celui-ci aurait été juste s'il n'y

avait eu qu'un besoin de rectification dans le Parti ; en réalité cependant, c'était une lutte de deux lignes qui se posait historiquement dans le contexte de l'époque.

La polémique avait des racines bien plus profondes, tenant à la formulation d'une économie politique correcte d'un côté et à une évaluation juste des rapports avec l'impérialisme de l'autre. C'était une double tâche difficile, c'était le véritable centre de gravité de tous les problèmes des années 1945-1953 en Union Soviétique.

L'instabilité provoquée par ce positionnement nécessaire était concrètement d'une substance bien plus grande que celle d'éventuelles erreurs ou fautes de l'équipe théorique des intellectuels des institutions, mais cela ne fut alors pas vu ainsi.

Staline comprit pourtant cela, mais trop tardivement. Il poussa à la rédaction d'un manuel d'économie politique, mais celui-ci provoqua des débats qui ajoutèrent au trouble, la réalisation prit beaucoup trop de temps. Lui-même tenta de mettre tout son poids dans la balance, en publiant, juste avant le 19e congrès du PCUS(b), un document sur le socialisme en URSS, mais cela ne fut pas suffisant.

Ce fut d'autant plus vrai que la critique du vargisme allait de pair avec une montée en puissance de la volonté du Gosplan de se placer au centre des décisions, parallèlement à la section du Parti de Leningrad qui, de par l'importance de la ville, entendait encore plus peser sur le cours des décisions et de la vie de l'URSS.

Il faut ici saisir l'arrière-plan d'un processus général de vacillement des principes, à travers deux nécessités:

- a) celle de synthétiser l'expérience soviétique de manière adéquate, alors que le régime est désormais installé et développé ;
- b) celle d'analyser de manière juste la situation internationale et la nature de la crise capitaliste, dans un contexte différent et à la suite de l'alliance effectuée durant la seconde guerre mondiale.

Le PCUS(b) ne fut pas en mesure de réaliser ces deux tâches, qu'il avait pourtant bien comprises. C'est là la source de la victoire révisionniste en URSS.

Ce processus de questionnement et de besoin d'analyse, de vacillement et de correction, commença très tôt, sur ce plan le Parti fut à la hauteur. Un article de 1943 de *Sous la bannière du marxisme*, l'organe philosophique du PCUS(b), intitulé *Sur certaines questions de l'enseignement de l'économie politique*, demanda que l'accent soit mis sur ce qui valorise l'URSS plutôt que sur une critique du capitalisme, et souligna que la différence devait être faite entre les régimes démocratiques bourgeois et les régimes fascistes.

C'était là en un sens se mettre en conformité avec deux faits : tout d'abord, que l'URSS s'était développé, ensuite que celle-ci se retrouvait alliée avec certains pays impérialistes contre d'autres. On en était plus à la situation de 1920, où il s'agissait simplement de faire contre-poids au capitalisme ; il fallait également bien discerner de manière adéquate les pays fascistes de ceux ne l'étant pas.

Cependant, on se doute qu'il y avait un espace évident pour un esprit de conciliation avec les forces impérialistes non fascistes, dans l'idée d'une coexistence pacifique dans un monde changé.

La menace était évidente et la tendance exista de manière assez nette pour que Konstantin Ostrovitianov explique, en août 1944, à la troisième réunion des dirigeants des enseignants pour les sciences sociales, devant 250 scientifiques, que :

« Certains professeurs tirent des conclusions erronées du fait que nous travaillons avec les Etats-Unis dans la guerre contre l'impérialisme hitlérien.

Ils évitent d'informer sur le développement du capitalisme monopoliste dans les pays qui nous sont alliés.

Certains professeurs s'abstiennent de parler de crise générale du capitalisme, de contradiction de deux systèmes, du système socialiste, du système capitaliste, etc.

Cela amène une présentation fautive et unilatérale de l'enseignement de Lénine sur l'impérialisme et de la crise générale du capitalisme. »

C'était là une correction juste et le Parti lança une offensive contre l'esprit de capitulation, ce que la bourgeoisie appela la doctrine Jdanov, du nom de sa principale figure, Andreï Jdanov.

Cependant, ce qui était vu comme une rectification, une lutte idéologique, était en réalité une lutte entre deux lignes. Les expressions allant dans le mauvais sens venaient d'un véritable fond diffus, cherchant toujours à s'exprimer.

On peut prendre en exemple le fait que Lan, le spécialiste des États-Unis à l'Institut d'Eugen Varga, expliqua dans son article de la fin 1945 sur le commerce extérieur de ce pays, que celui-ci consacrerait désormais davantage de moyens financiers à sa défense. Un terme soulignant la dimension prétendument pacifique ou du moins non agressive de l'impérialisme américain après la guerre.

Rojtburd, dans son article sur la sidérurgie américaine, la même année, ne se consacrait qu'à la dimension technique, dans un esprit de prétendue neutralité, d'objectivité, etc.

Dans les deux cas, c'est Konstantin Ostrovitianov qui intervint pour corriger le tir ; de manière générale, il exposait les reproches suivants à l'équipe d'Eugen Varga : la considération que l'impérialisme américain n'était pas agressif, une grille d'analyse technico-économique, une vision apolitique, la fascination servile pour la technique américaine, la reprise sans critique aucune des statistiques occidentales, l'absence de critique des théories économiques bourgeoises.

De fait, cette tendance avait donc été vue. L'émergence du vargisme ne fut stoppé pour autant et le Parti ne réajusta pas son opération de critique, malgré l'échec relatif de celle-ci, malgré que la tendance vargiste continuait de s'agiter.

L'Académie des sciences de l'URSS connut bien quelques changements à la fin de l'année 1944 : si son organigramme ne fut pas modifié, chaque section fut placée sous la supervision d'un conseil scientifique et d'un secrétariat.

L'Institut pour l'économie mondiale et la politique mondiale d'Eugen Varga rejoignit la section pour l'économie et le droit, aux côtés de l'Institut de droit et l'Institut d'économie. Eugen Varga en était le secrétaire et il devint en conséquence membre de la présidence de l'Académie.

On allait dans le sens d'une centralisation et d'une responsabilisation, le Parti ayant conscience qu'il manquait d'envergure dans les productions intellectuelles effectuées et qu'il fallait élever l'encadrement, développer les institutions en ce domaine.

Dans *Bolchevik*, en 1946, un article dénonça dans cet esprit les économistes comme ils étaient « en retard sur la pratique de la construction socialiste », comme quoi ils n'auraient ni analysé les « grands avantages du système socialiste », ni « le stade actuel de l'impérialisme ».

L'article souligna la crise des pays capitalistes, le maintien de la pression de l'État sur les masses pour tenter de contrecarrer les luttes de classes, ainsi que les tendances à la guerre. La compétition entre le système capitaliste et le système socialiste était présentée comme le véritable arrière-plan historique et les économistes devaient assumer un « esprit combatif ».

Le 12 août 1946, la *Pravda* publia également un article de compte-rendu sur l'autocritique réalisée à la section pour l'économie et le droit de l'Académie des sciences de l'URSS. Une autre session d'autocritique eut lieu dans le même esprit en septembre, mais en octobre un nouvel article de critique fut publié, cette fois dans la revue de la section. Intitulé *Le niveau théorique de l'étude des questions de l'économie soviétique doit s'élever*, l'article reprocha l'arriération des analyses faites, un éloignement des masses, des erreurs théoriques. Il appelait à une série de réunions, conférences, meetings, impliquant le plus de cadres possibles.

C'est alors que commença l'affaire Varga en tant que telle. Mais on peut voir que les problèmes continuaient y compris après sa mise à l'écart et la liquidation de son Institut. Ce dernier, même réorganisé et supervisé, restait un vrai problème.

Malgré les demandes faites – comme celle de la revue *La culture et la vie* qui, en octobre 1950, constatait que la revue *Problèmes d'économie* n'avait publié en 1949 qu'une seule analyse, par ailleurs superficielle, sur la crise capitaliste – il n'y avait pas de dynamique de lancée.

Alors qu'on aurait dû après 1945 se retrouver avec un haut niveau d'analyse et de brillantes compétences, ce que le PCUS(b) pensait, d'où la campagne lancée par Andreï Jdanov pour se mettre au niveau, il fallait constamment exiger des productions. En 1951, l'Institut d'économie réorganisé ne fut même pas en mesure de produire d'ouvrages scientifiques sur le capitalisme contemporain en tant que tel.

Il fallait également courrir derrières les erreurs commises. Lorsque Mendelson publia son étude *Crises et cycles économiques au 19e siècle*, en 1949, préparé avant-guerre à l'Institut d'Eugen Varga mais corrigé par l'Institut en 1948, la *Pravda* de septembre 1950 s'aperçut d'erreurs profondes, notamment concernant la capacité du capitalisme à surmonter les cycles.

L'éditeur de l'ouvrage, Figurov, fut au passage critiqué pour ses erreurs « vargistes » concernant l'État capitaliste dans deux écrits de 1948 et 1949, et il fut par conséquent démis de ses fonctions de responsable à l'Institut des études de l'impérialisme.

Un autre ouvrage critiqué fut par exemple également celui de Pevzner sur *Le capital monopoliste du Japon durant la seconde guerre mondiale et après*, publié en 1950, considéré comme favorable aux réformes exécutées par en haut par l'impérialisme américain à la suite de la défaite japonaise.

La mise au pas du vargisme n'avait pas suffi face à ce qui représentait une tendance de fond. Eugen Varga restait lui-même une figure active autant qu'il le pouvait. À l'occasion du 30e anniversaire de la révolution d'Octobre, soit après la fermeture de l'Institut, il écrivit que les bourgeoisies ouest-européennes acceptaient désormais avec fatalité les nationalisations, le contrôle de l'économie par l'État, ainsi que des plans d'État.

Cet article, publié dans le journal maintenu de l'ex-Institut d'Eugen Varga, *Économie mondiale et politique mondiale*, amena la décision immédiate de la cessation de sa parution par le Parti. Mais il n'y eut pas de répression contre les tenants de la ligne d'Eugen Varga, qui maintenaient leurs positions, tout en ayant perdu l'Institut, leur grande base. Eugen Varga pouvait même, étant encore membre de l'Institut d'économie, intervenir de manière assez volontaire.

L'intervention la plus marquante fut, à l'occasion d'une conférence à l'Institut d'économie en octobre 1948.

Eugen Varga remit encore en cause la thèse du caractère inéluctable des guerres inter-impérialistes et appela à réétudier la thèse léniniste de la guerre impérialiste, en raison de la situation présente, où les États-Unis avaient une hégémonie militaire parmi les pays capitalistes, les autres ayant de toutes façons des problèmes sur le plan intérieur, ainsi que dans le rapport avec leurs colonies.

En 1949, Eugen Varga expliqua aussi dans la revue soviétique *Économie planifiée* que :

« On a souvent dit dans le passé que sous le capitalisme monopoliste, l'État ne sert que les monopoles, cela dans la paix comme dans la guerre. Je prétends que cela n'est pas vrai.

Dans les guerres modernes, qui est d'une importance décisive pour toute la bourgeoisie y compris l'oligarchie financière, l'État en tant qu'organisation de la classe bourgeoise est obligé de prendre des mesures de régulation qui contredisent les intérêts de certains monopoles.

Par le fait de mener la guerre, les États capitalistes mirent en place des impôts de guerre, qui anéantirent les gains des entreprises capitalistes obtenus par la guerre.

En conséquence, les monopoles perdirent des milliards de profit, et les capitalistes aux États-Unis étaient tellement alarmés, qu'ils préférèrent utiliser leurs profits plutôt que de les cumuler. »

C'était là clairement affirmer que le capitalisme ne mène pas directement à la guerre, mais que le militarisme en serait la cause, qu'il y aurait même un antagonisme possible entre les deux.

L'affaire de Leningrad et une pseudo autocritique

Il va de soi que le fait qu'Eugen Varga cherche à maintenir sa position n'alla pas sans réactions. Celui-ci chercha alors à louvoyer autant que possible ; il envoya ainsi une lettre à

la *Pravda*, qui fut publié le 15 mars 1949 et où il présentait son refus de se faire instrumentaliser par les forces occidentales :

« J'aimerais protester de la façon la plus forte contre les sombres manœuvres des fauteurs de guerre quant au fait que je serais un homme « d'orientation occidentale ». Aujourd'hui, dans les circonstances présentes, cela signifierait être un contre-révolutionnaire, un traître anti-soviétique à la classe ouvrière. »

En avril 1949, il feignit même de reconnaître ses erreurs dans un article d'une dizaine de pages, « Contre la tendance réformiste dans les études sur l'impérialisme », dans la nouvelle revue *Problème d'économie*, concernant la question du rapport entre le capitalisme et l'État, la transition pacifique au socialisme, le rapport entre puissances coloniales et colonies, la nature des pays de l'Est européen.

C'était en apparence une capitulation sur quasiment toute la ligne. Il prétendit avouer s'être entraîné dans une logique « formant une entière chaîne d'erreurs relevant de la tendance réformiste qui naturellement aboutissant à des erreurs de la tendance cosmopolite, car embellissant le capitalisme ».

Voici comment il résume la critique qui lui a été faite, en prétendant la prendre à son compte :

« La raison principale fut, comme mes critiques l'ont correctement établi, la séparation méthodologiquement erronée de l'économie et de la politique (...).

Les erreurs de tendance réformiste procèdent inévitablement d'un abandon de la méthode dialectique marxiste-léniniste, qui exige une étude de plusieurs aspects de tous les phénomènes dans l'analyse, et de leurs rapports mutuels (...).

Quand une tentative est faite (dans mon cas et dans celui d'un certain nombre d'auteur de l'ancien Institut d'économie mondiale et de politiques mondiales) d'analyser l'économie du capitalisme « en-dehors de la politique », cet abandon conduit inévitablement, non intentionnellement, à des erreurs de tendance réformiste. »

Il reconnaissait en apparence que ses propos pourraient avoir les applaudissements de n'importe quel réformiste ; toutefois, il n'aborda pas la question de l'inéluabilité des guerres, ce qui montre bien qu'il avait compris que c'était là la essentielle, avec celle de l'évaluation de la nature du socialisme soviétique. En mettant l'accent indirectement sur ce point, le vargisme se focalisait désormais sur un aspect désormais principal sur le plan tactique, dans son combat.

La session de l'Institut d'économie menée à ce moment-là ne fut pas dupe, considérant qu'Eugen Varga et ses partisans ne faisaient qu'une demie autocritique. L'Institut se lança dans une campagne contre ce qui fut défini, notamment au moyen de conférences, comme *Le cosmopolitisme bourgeois dans les sciences économiques nationales*.

Cependant, le second aspect, portant sur la nature du socialisme soviétique, prit le dessus parallèlement au rejet du vargisme.

De fait, il y avait le problème de la combinaison du PCUS(b) et de l'institution du Gosplan dans la lutte anti-vargiste. Cette activité se chevauchait, elle était conçue dans un esprit de rectification mais

sans saisie du cadre; elle ne pouvait qu'aboutir à un morcellement des analyses, une division de l'unité, une fragilité dans la structure.

Avec la question de la nature du socialisme à l'arrière-plan, il suffisait d'une tendance erronée à un endroit et tout risquait de prendre une très mauvaise tournure. C'est ce qui arriva avec ce qui fut appelé *l'affaire de Leningrad*.

Celle-ci commença quelques semaines après le cinquième anniversaire de la victoire soviétique libérant le terrible étai nazi sur Leningrad. Alexeï Kouznetsov, une importante figure du Comité Central et ancien responsable du Parti à Leningrad, fut accusé aux côtés de Piotr Popkov de s'opposer à la direction centrale du PCUS(b) et de monter, y compris avec des moyens douteux, un centre politique à Leningrad, en proposant pas moins qu'une sorte de Parti parallèle au PCUS(b), dans un esprit de morcellement des responsabilités..

Une critique générale fut effectuée de la section du Parti dans la ville, accusée de se focaliser sur soi-même dans sa presse, l'agitation, la propagande, etc. L'histoire de la seconde guerre mondiale proposée était pareillement tournée vers la ville, au lieu d'avoir un point de vue général ; le blocus de la ville était magnifié et le rôle de la section locale du Parti était surestimé. Le musée de la défense de Leningrad avait déjà connu la visite de vingt jours de deux envoyés spéciaux du Comité Central en septembre 1948 ; il fut finalement fermé.

A l'arrière-plan, il y a également une accusation de népotisme et d'escroquerie et les responsables de l'administration de la ville, Iakov Kapoustine et Piotr Lazoutine, furent accusés de faire partie de cette initiative, ainsi que Mikhaïl Rodionov, ayant alors comme poste l'équivalent de premier ministre de la République socialiste fédérative soviétique de Russie.

En septembre 1949, une enquête pour la direction du PCUS(b) fournit des accusations de malversation dans la section de Leningrad.

« L'audit a établi de nombreux cas d'utilisation illégale de fonds publics par les anciens dirigeants du comité exécutif de la ville et d'utilisation de leurs fonctions à des fins personnelles.

En violation de la décision du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS du 2 janvier 1945, des banquets pour les anciens dirigeants du comité exécutif de la ville avec leurs familles et pour un cercle restreint de personnes du parti et de militants soviétiques ont été organisés sous la sanction des anciens présidents du comité exécutif de Popkov et de Lazoutine. »

Un véritable système de détournement de fonds a été en fait organisé à Leningrad, dans l'optique d'une vie luxueuse pour chaque responsable, avec plusieurs voitures, plusieurs maisons de campagne, des campagnes de chasse faramineuses, des banquets, des vacances, des approvisionnements en alcool et en nourriture, etc.

Le style de vie était devenu décadent, notamment avec la promiscuité sexuelle ; les agents financiers soviétiques dressèrent une liste longue et précise de tous les actes de corruption. L'accusation fut par conséquent la suivante :

« Le groupe anti-parti a cultivé le népotisme dans des organisations collectives, la responsabilité collective, a été largement appliqué et a encouragé les dons, les pots de vin et autres méthodes de décomposition des actifs. »

Pas moins de 2000 cadres furent mis à pieds et des hauts responsables exécutés, dont Nikolai Voznessenski, le responsable du Gosplan. Sa disparition ne fut pas mentionnée avant 1952, lorsqu'une campagne fut lancée pour dénoncer sa ligne développée en 1948.

Le temps qu'il a fallu pour parvenir à cette critique souligne l'extrême faiblesse du Parti dans cette situation. De fait, Nikolai Voznessenski avait fini en 1948 par appeler à utiliser le critère du profit pour organiser la production économique, en-dehors de toute considération d'ensemble à partir d'une démarche idéologique.

C'était là exiger que le Gosplan libéralise l'économie, créant des centres plus ou moins autonomes où les grandes entités efficaces prédominent, brisant le cadre unitaire du pays, mettant littéralement le PCUS(b) de côté. Le Gosplan se chargerait de gérer l'ensemble du processus, de l'encadrer, de le paramétrer.

On aurait des entreprises littéralement en roue libre, le Gosplan maintenant seulement le cadre global. C'est très précisément la ligne qui triomphera par la suite avec Leonid Brejnev.

On comprend alors que le vargisme représente la ligne de Nikita Khrouchtchev, alors que la thèse de Nikolai Voznessenski correspondait à celle de Leonid Brejnev.

Les deux contradictions majeures de l'économie politique soviétique - analyse de la situation extérieure (avec Eugen Varga), analyse de la situation intérieure (avec Nikolai Voznessenski) -, était le grand défi de l'URSS de l'après-guerre.

L'affaire Varga, portant sur la question de la nature du capitalisme et de l'impérialisme, se voyait aller avec l'affaire Nikolai Voznessenski, portant sur la nature du socialisme soviétique.

Et malgré l'écrasement du vargisme en 1948 et de la clique de Leningrad en 1949, les problèmes restaient posés des années après, parce qu'il ne s'agissait pas de simples déviations, mais d'expressions d'une ligne noire en URSS, d'une lutte entre deux lignes, d'une étape qualitative dans l'histoire de l'URSS.

Staline témoigna, dans cette situation terrible, qu'il était bien l'homme d'acier, l'ultime défenseur du socialisme dans les situations les plus difficiles. Il mit tout son poids dans la balance pour tenter de contrecarrer cette tendance révisionniste, avec *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, publié tout d'abord les 3 et 4 octobre 1952 dans la Pravda, quelques jours avant l'ouverture du 19e congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique (bolchevik).

Les chapitres un et trois doivent être considérés comme visant Nikolai Voznessenski. Ils sont intitulés :

- A propos du caractère des lois économiques sous le socialisme ;
- La loi de la valeur sous le socialisme.

Les chapitres cinq et six attaquent les positions correspondant à celles d'Eugen Varga. Il sont

intitulés :

- De la désagrégation du marché mondial unique et de l'aggravation de la crise du système capitaliste mondial ;
- De l'inéluctabilité des guerres entre les pays capitalistes.

Staline contre Voznessensky

Une critique erronée des années 1960-1970 attribue à Staline le principe du développement des forces productives comme étant en soi socialiste. Staline a en réalité combattu ce principe, qui avait été développé par Nikolai Voznessenski.

Ce dernier, concrètement, développait une thèse qui reflétait l'existence du Gosplan comme structure organiquement indépendante du Parti. Même si le Parti supervisait le Gosplan, ce dernier avait une activité autonome et cela lui donnait un poids énorme en tant que tel. La tendance au subjectivisme est immanquable à moins d'y faire attention et c'est précisément ce que Staline dénonce en 1952, dès le début de son ouvrage, juste avant le 19e congrès.

Un congrès où, il est important de le souligner, Staline n'interviendra pas sauf en clôture, étant relegué dans une tribune secondaire, alors que le Parti abandonne également la parenthèse indiquant *bolchevik*.

Staline considère que c'est un idéalisme que de croire qu'on peut former des lois, sous prétexte de planification. Les premières lignes disent ainsi :

« Certains camarades nient le caractère objectif des lois de la science, notamment celui des lois de l'économie politique sous le socialisme. Ils nient que les lois de l'économie politique reflètent la régularité des processus qui se produisent indépendamment de la volonté humaine.

Ils estiment que, étant donné le rôle particulier que l'histoire réserve à l'État soviétique, celui-ci, ses dirigeants, peuvent abolir les lois existantes de l'économie politique, peuvent "former", "créer" des lois nouvelles.

Ces camarades se trompent gravement. Ils confondent visiblement les lois de la science reflétant les processus objectifs dans la nature ou dans la société, qui s'opèrent indépendamment de la volonté humaine, avec les lois édictées par les gouvernements, créées par la volonté des hommes et n'ayant qu'une force juridique. Mais il n'est point permis de les confondre.

Le marxisme conçoit les lois de la science, -- qu'il s'agisse des lois de la nature ou des lois de l'économie politique, -- comme le reflet des processus objectifs qui s'opèrent indépendamment de la volonté humaine. Ces lois, on peut les découvrir, les connaître, les étudier, en tenir compte dans ses actes, les exploiter dans l'intérêt de la société, mais on ne peut les modifier ou les abolir. A plus forte raison ne peut-on former ou créer de nouvelles lois de la science.

Est-ce à dire, par exemple, que les résultats de l'action des lois de la nature, des forces de la nature sont, en général, inéluctables ; que l'action destructive des forces de la

nature se produit toujours et partout avec une spontanéité inexorable, qui ne se prête pas à l'action des hommes ?

Évidemment non. Si l'on fait abstraction des processus astronomiques, géologiques et quelques autres analogues, où les hommes, même s'ils connaissent les lois de leur développement, sont véritablement impuissants à agir sur eux ; ils sont en maintes occasions loin d'être impuissants quant à la possibilité d'agir sur les processus de la nature.

Dans toutes ces circonstances, les hommes, en apprenant à connaître les lois de la nature, en en tenant compte et en s'appuyant sur elles, en les appliquant avec habileté et en les exploitant, peuvent limiter la sphère de leur action, imprimer aux forces destructives de la nature une autre direction, les faire servir à la société. »

Un peu plus loin, il précise donc bien que le plan quinquennal ne suffit pas en soi pour former la substance du socialisme. Le plan quinquennal reste, somme toute, une méthode ; la question de l'orientation du plan, voilà ce qui est la science en tant que telle. Staline place bien le Parti au-dessus du Gosplan :

« On dit que la nécessité d'un développement harmonieux (proportionnel) de notre économie nationale permet au pouvoir des Soviets d'abolir les lois économiques existantes et d'en créer de nouvelles. Cela est absolument faux. Il ne faut pas confondre nos plans annuels et nos plans quinquennaux avec la loi économique objective du développement harmonieux, proportionnel de l'économie nationale.

La loi du développement harmonieux de l'économie nationale a surgi en contrepoids à la loi de concurrence et d'anarchie de la production sous le capitalisme. Elle a surgi sur la base de la socialisation des moyens de production, après que la loi de concurrence et d'anarchie de la production a perdu sa force.

Elle est entrée en vigueur parce que l'économie socialiste d'un pays ne peut être réalisée que sur la base de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale. C'est dire que la loi du développement harmonieux de l'économie nationale offre à nos organismes de planification la *possibilité* de planifier correctement la production sociale.

Mais on ne doit pas confondre la *possibilité* avec la *réalité*. Ce sont deux choses différentes. Pour transformer cette possibilité en réalité, il faut étudier cette loi économique, s'en rendre maître, il faut apprendre à l'appliquer en pleine connaissance de cause ; il faut dresser des plans qui reflètent pleinement les dispositions de cette loi. On ne saurait dire que nos plans annuels et nos plans quinquennaux reflètent pleinement les dispositions de cette loi économique.

On dit que certaines lois économiques, y compris la loi de la valeur, qui fonctionnent chez nous, sous le socialisme, sont des lois "transformées" ou même "foncièrement transformées" sur la base de l'économie planifiée. Cela est également faux. On ne peut "transformer" des lois ; et encore moins "foncièrement". Si on peut les transformer, on peut aussi les abolir, en y substituant des lois nouvelles.

La thèse de la "transformation" des lois est une survivance de la fausse formule sur

l'"abolition" et la "formation" des lois. Bien que la formule de la transformation des lois économiques soit depuis longtemps chose courante chez nous, force nous sera d'y renoncer, pour être plus exact. On peut limiter la sphère d'action de telles ou telles lois économiques, on peut prévenir leur action destructive, si tant est qu'elle s'exerce, mais on ne saurait les "transformer" ou les "abolir".

Par conséquent, quand on parle de "conquérir" les forces de la nature ou les forces économiques, de les "dominer", etc., on ne veut nullement dire par là qu'on peut "abolir" les lois de la science ou les "former".

Au contraire, on veut seulement dire par là que l'on peut découvrir des lois, les connaître, les assimiler, apprendre à les appliquer en pleine connaissance de cause, à les exploiter dans l'intérêt de la société et les conquérir par ce moyen, les soumettre à sa domination.

Ainsi, les lois de l'économie politique sous le socialisme sont des lois objectives qui reflètent la régularité des processus intervenant dans la vie économique indépendamment de notre volonté. Nier cette thèse, c'est au fond nier la science ; or nier la science, c'est nier la possibilité de toute prévision, -- c'est donc nier la possibilité de diriger la vie économique. »

Par conséquent, souligne Staline, il y a une contradiction entre la loi de la valeur et le développement harmonieux ; si le plan devient d'orientation mécaniste et ne cherche que la rentabilité, il se réduit au particulier et perd de vue l'ensemble. C'est le reproche fait à la clique de Leningrad et Nikolai Voznessenski, avec leur optique d'autonomie des productions.

Staline dit ainsi, critiquant ouvertement les responsables de la planification :

« Le malheur n'est pas que la loi de la valeur agisse chez nous sur la production. Le malheur est que les dirigeants de notre industrie et nos spécialistes de la planification, à peu d'exceptions près, connaissent mal l'action de la loi de la valeur, ne l'étudient pas et ne savent pas en tenir compte dans leurs calculs. C'est ce qui explique la confusion qui règne encore chez nous dans la politique des prix. Voici un exemple entre tant d'autres.

Il y a quelque temps on avait décidé de régler, dans l'intérêt de la culture cotonnière, le rapport des prix du coton et des céréales, de préciser le prix des céréales vendues aux cultivateurs de coton et de relever les prix du coton livré à l'État.

Dès lors, nos dirigeants de l'industrie et nos spécialistes de la planification apportèrent une proposition qui ne pouvait que surprendre les membres du Comité central, puisque cette proposition fixait le prix d'une tonne de céréales à peu près au même niveau que celui d'une tonne de coton ; au surplus, le prix d'une tonne de céréales était le même que celui d'une tonne de pain cuit.

Les membres du Comité central ayant fait remarquer que le prix d'une tonne de pain cuit devait être supérieur à celui d'une tonne de céréales, en raison des frais supplémentaires nécessités par la mouture et la cuisson ; que le coton en général coûtait bien plus cher que les céréales, témoin les prix mondiaux du coton et des céréales, -- les auteurs de la proposition ne purent rien dire d'explicite.

Force fut au Comité central de prendre la chose en mains propres, de diminuer les prix des céréales et de relever ceux du coton. Que serait-il advenu si la proposition de ces camarades avait reçu force légale ? Nous aurions ruiné les cultivateurs et serions restés sans coton.

Est-ce à dire que la loi de la valeur s'exerce chez nous avec la même ampleur que sous le capitalisme ; qu'elle est chez nous régulatrice de la production ? Evidemment non. En réalité, la loi de la valeur, sous notre régime économique, exerce son action dans un cadre strictement limité. On a déjà dit que la production marchande, sous notre régime, exerce son action dans un cadre limité.

On peut en dire autant de l'action exercée par la loi de la valeur. Il est certain que l'absence de propriété privée des moyens de production et leur socialisation à la ville comme à la campagne ne peuvent que limiter la sphère d'action de la loi de la valeur et le degré de sa réaction sur la production.

C'est dans le même sens qu'intervient dans l'économie nationale la loi du développement harmonieux (proportionnel), qui a remplacé la loi de concurrence et d'anarchie de la production.

C'est dans le même sens qu'interviennent nos plans annuels et quinquennaux et, en général, toute notre politique économique qui s'appuie sur les dispositions de la loi du développement harmonieux de l'économie nationale.

Tous ces faits pris ensemble font que la sphère d'action de la loi de la valeur est strictement limitée chez nous, et que la loi de la valeur ne peut, sous notre régime, jouer un rôle régulateur dans la production. »

En 1952, Staline a tout à fait compris le risque qui menace l'URSS, avec une pseudo planification décentralisée effaçant toute économie politique et direction politique.

Staline contre Varga

Le premier novembre 1951, 400 économistes se réunissent dans le bâtiment du Comité Central du PCUS(b), afin de travailler sur un manuel d'économie politique considéré comme nécessaire à établir, sous la supervision de Konstantin Ostrovitianov. À cette occasion, un rapport fut notamment établi sur la question de la possibilité et du caractère inévitable des guerres inter-impérialistes dans la période actuelle. Le point de vue d'Eugen Varga fut noté.

C'est ce point de vue et ce qu'il représente que Staline dénonce également dans *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*. Dans le cinquième chapitre, Staline aborde la question de l'évaluation de la situation du capitalisme ; dans le sixième, il traite la question de la nature du capitalisme. Dans les deux cas, Staline y expose deux points de vue formellement opposés à ceux d'Eugen Varga, qui n'est par ailleurs quant à lui jamais nommé en tant que tel.

En ce qui concerne la question de la guerre, Staline maintient les fondamentaux, ce qui va donc à l'encontre des thèses d'Eugen Varga :

« Certains camarades affirment qu'étant donné les nouvelles conditions internationales,

après la Seconde Guerre mondiale, les guerres entre pays capitalistes ne sont plus inévitables.

Ils estiment que les contradictions entre le camp du socialisme et celui du capitalisme sont plus fortes que les contradictions entre pays capitalistes ; que les États-Unis d'Amérique se sont suffisamment soumis les autres pays capitalistes pour les empêcher de se faire la guerre et de s'affaiblir mutuellement; que les hommes avancés du capitalisme sont assez instruits par l'expérience des deux guerres mondiales, qui ont porté un sérieux préjudice à l'ensemble du monde capitaliste, pour se permettre d'entraîner à nouveau les pays capitalistes dans une guerre entre eux; que, de ce fait, les guerres entre pays capitalistes ne sont plus inévitables.

Ces camarades se trompent. Ils voient les phénomènes extérieurs affleurant à la surface, mais ils n'aperçoivent pas les forces profondes qui, bien qu'agissant momentanément de façon invisible, n'en détermineront pas moins le cours des événements.

En apparence, la « sérénité » règne partout: les États-Unis d'Amérique ont réduit à la portion congrue l'Europe occidentale, le Japon et autres pays capitalistes; l'Allemagne (de l'Ouest), la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, le Japon, tombés dans les griffes des États-Unis, exécutent docilement leurs injonctions.

Mais on aurait tort de croire que cette « sérénité » puisse se maintenir « pour l'éternité »; que ces pays supporteront sans fin la domination et le joug des États-Unis ; qu'ils n'essaieront pas de s'arracher de la captivité américaine pour s'engager sur le chemin de l'indépendance (...).

On dit que les contradictions entre capitalisme et socialisme sont plus fortes que celles existant entre les pays capitalistes. Théoriquement, c'est juste, bien sûr. Pas seulement aujourd'hui ; c'était juste aussi à la veille de la Seconde Guerre mondiale. C'est ce que comprenaient plus ou moins les dirigeants des pays capitalistes. Et cependant, la Seconde Guerre mondiale n'a pas commencé par la guerre contre l'URSS., mais par une guerre entre pays capitalistes.

Pourquoi ? Parce que, d'abord, la guerre contre l'URSS, pays du socialisme, est plus dangereuse pour le capitalisme que la guerre entre pays capitalistes. Car si la guerre entre pays capitalistes pose seulement la question de la suprématie de tels pays capitalistes sur tels autres, la guerre contre l'URSS doit nécessairement poser la question de l'existence même du capitalisme.

Parce que, en second lieu, les capitalistes, bien qu'ils proclament, aux fins de « propagande », l'agressivité de l'Union soviétique, n'y croient pas eux-mêmes, puisqu'ils tiennent compte de la politique de paix de l'Union soviétique et savent que cette dernière n'attaquera pas d'elle-même les pays capitalistes. (...).

La lutte des pays capitalistes pour la possession des marchés et le désir de noyer leurs concurrents se sont pratiquement révélés plus forts [dans les années 1930] que les contradictions entre le camp du capitalisme et celui du socialisme (...).

Il s'ensuit donc que l'inéluctabilité des guerres entre pays capitalistes reste entière.

On dit qu'il faut considérer comme périmée la thèse de Lénine selon laquelle l'impérialisme engendre inévitablement les guerres, puisque de puissantes forces populaires ont surgi maintenant, qui défendent la paix contre une nouvelle guerre mondiale.

Cela est faux.

Le mouvement actuel pour la paix se propose d'entraîner les masses populaires dans la lutte pour le maintien de la paix, pour conjurer une nouvelle guerre mondiale. Par conséquent, il ne vise pas à renverser le capitalisme et à établir le socialisme, — il se borne à des buts démocratiques de lutte pour le maintien de la paix.

À cet égard, le mouvement actuel pour le maintien de la paix se distingue du mouvement de l'époque de la Première Guerre mondiale, lequel, visant à transformer la guerre impérialiste en guerre civile, allait plus loin et poursuivait des buts socialistes.

Il se peut que, les circonstances aidant, la lutte pour la paix évolue çà et là vers la lutte pour le socialisme, mais ce ne sera plus le mouvement actuel en faveur de la paix, mais un mouvement pour renverser le capitalisme.

Le plus probable, c'est que le mouvement actuel pour la paix, c'est-à-dire le mouvement pour le maintien de la paix, contribuera, en cas de succès, à conjurer une guerre donnée, à l'ajourner temporairement, à maintenir temporairement une paix donnée, à faire démissionner le gouvernement belliciste et à y substituer un autre gouvernement, disposé à maintenir provisoirement la paix. Cela est bien, naturellement. C'est même très bien.

Mais cela ne suffit cependant pas pour supprimer les guerres inévitables en général entre pays capitalistes. Cela ne suffit pas, car malgré tous ces succès du mouvement de la paix, l'impérialisme demeure debout, reste en vigueur. Par suite, l'inévitabilité des guerres reste également entière. Pour supprimer le caractère inévitable des guerres, il faut détruire l'impérialisme. »

Staline défend ici la conception juste. Cependant, cette analyse juste sur le plan théorique nécessite un rapport à la politique. Or, en ce qui concerne la situation du marché mondial, Staline considère que la formation d'un bloc socialiste a arraché une telle partie économique que le capitalisme ne va plus être en mesure de trouver des solutions de développement à moyen terme.

Ce faisant, il remet en cause deux définitions, une de lui-même et une de Lénine, ce qui s'avérera par contre être une double erreur.

Voici ce que dit Staline :

« Le résultat économique le plus important de la Seconde Guerre mondiale, avec ses répercussions sur l'économie, a été la désagrégation du marché mondial unique, universel. Ce qui a déterminé l'aggravation ultérieure de la crise générale du système capitaliste mondial.

La Seconde Guerre mondiale a été elle-même engendrée par cette crise. Chacune des deux coalitions capitalistes engagées dans le conflit espérait pouvoir battre l'adversaire

et établir sa domination sur le monde. C'est là qu'elles cherchaient une issue à la crise (...).

La conséquence de l'existence des deux camps opposés [socialiste et capitaliste] pour l'économie fut que le marché unique, universel s'est désagrégé, ce qui fait que nous avons maintenant deux marchés mondiaux parallèles qui eux aussi s'opposent l'un à l'autre. (...).

Mais il s'ensuit que la sphère d'exploitation des ressources mondiales par les principaux pays capitalistes (États-Unis, Grande-Bretagne, France) n'ira pas en s'élargissant mais en se rétrécissant, que les conditions de débouché sur le marché mondial s'aggraveront pour ces pays, et que la sous- production des entreprises y augmentera. C'est en cela que consiste précisément l'aggravation de la crise générale du système capitaliste mondial, à la suite de la désagrégation du marché mondial (...).

Peut-on affirmer que la thèse bien connue de Staline sur la stabilité relative des marchés en période de crise générale du capitalisme, thèse formulée à la veille de la Seconde Guerre mondiale, soit toujours valable ? Peut-on affirmer que la thèse bien connue, formulée par Lénine au printemps 1916, selon laquelle, malgré sa putréfaction, « dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant », soit toujours valable ?

Je pense qu'on ne saurait l'affirmer. Étant donné les nouvelles conditions dues à la Seconde Guerre mondiale, il faut considérer les deux thèses comme n'étant plus valables. »

Ici, Staline a manqué de dialectique, il a considéré que le capitalisme avait fait en quelque sorte le tour, que l'élan du socialisme en 1945 ne pouvait qu'être unilatéral. C'est là une erreur d'autant plus marquante qu'auparavant, elle n'avait pas été faite.

Sa source vient du fait que l'émergence d'un nouveau cycle capitaliste n'a pas été vu. La fin de l'ancien cycle a été bien compris, mais par manque de dialectique, l'affirmation du nouveau n'a pas été compris.

Staline était ici à l'image du PCUS(b), qui faisait un fétiche de sa propre situation victorieuse. Tout comme le Gosplan fit un fétiche de sa position institutionnelle, le PCUS(b) considérait qu'un certain palier était atteint en rapport avec une certaine situation, et ne prit pas suffisamment garde à l'étude d'une nouvelle situation.

Le capitalisme trouvait de nouveaux moyens d'élargir sa production, connaissant un saut de productivité (au moyen de l'augmentation de la puissance de calcul informatique, de la généralisation de l'utilisation des animaux, de la systématisation de rapports semi-coloniaux semi-féodaux, etc.).

Le PCUS(b) ne le vit pas. Par la suite, le Parti Communiste de Chine le verra pour le tiers-monde, les lignes rouges en Europe et aux États-Unis le voyant pour le capitalisme avancé, lieu du 24 heures sur 24 de la domination capitaliste.

La courte transition

Eugen Varga feignit de saluer l'ouvrage de Staline et ses enseignements, lors d'un discours à l'Institut d'économie. Il n'en était rien en réalité et il s'empressa, dès qu'il le pourra, d'attaquer publiquement les chapitres cinq et six, qu'il prétendait reconnaître encore, donc, en 1952 :

« Nous, travailleurs de l'Institut d'économie, depuis les premières années jusqu'aux académiciens, exprimons un sentiment d'appréciation profonde au camarade Staline pour son nouveau classique, pour l'immense contribution qu'il a faite à l'économie marxiste-léniniste et pour son aide inappréciable à tous les économistes.

Une étude approfondie de l'œuvre brillante du camarade Staline aidera chacun d'entre nous à améliorer son travail. La loi fondamentale de l'économie du capitalisme d'aujourd'hui, que le camarade Staline a révélé, nous donnera une clef pour comprendre et clarifier le statut contemporain de l'impérialisme et une perspective de son développement futur. Cette loi définit toutes les caractéristiques du capitalisme monopoliste (...).

Je reconnais m'être trompé sur cette question [de l'inévitabilité des guerres]. Le camarade Staline a démontré de bout en bout l'inévitabilité des guerres entre pays impérialistes même dans la période présente.

Je considère que si au cours de notre travail, nous avons commis une erreur, nous sommes obligés de faire amende honorable et de ne pas la répéter. »

En réalité, Eugen Varga attendait le moment propice. Ainsi, il publia en août 1953 *Les problèmes fondamentaux de l'économie et de la politique de l'impérialisme (après la seconde guerre mondiale)*. L'ouvrage se pliait en apparence aux enseignements de Staline.

On y trouve cependant aussi des éléments assez particuliers, comme la considération que le sud et l'ouest de la France seraient des « colonies intérieures » du Nord de la France, tout comme seraient des colonies de certains monopoles les États agricoles et miniers des États-Unis.

Mais surtout, il conclut l'ouvrage en affirmant que le développement militaire des États-Unis s'ajoute à l'effort industriel, au lieu de le concurrencer, c'est-à-dire qu'on aurait un capitalisme articulé à une dimension étatique, militaire, artificielle, permettant de le redynamiser.

Cela devint une ligne significative en URSS, comme expression de la lecture révisionniste du capitalisme. Trakhtenberg résume cela, dans la revue *Kommunist* en juin 1955, en affirmant que :

« Il serait incorrect d'ignorer la signification des facteurs militaires-inflationnistes, qui peuvent stimuler une renaissance, retarder l'éruption d'une crise, changer le cours de la crise, et changer la forme, la séquence et les perspectives de la crise. »

Le grand paradoxe de cette ligne lancée par Eugen Varga est qu'elle s'accompagnait de la considération que l'économie américaine allait connaître une terrible crise de surproduction de manière imminente. Ce point était un vrai problème pour la clique de Nikita Khrouchtchev, qui n'avait pas besoin d'une analyse précipitant les choses sur le plan des orientations, alors qu'il représentait politiquement ce qu'Eugen Varga représentait intellectuellement.

Cependant Eugen Varga mit rapidement cette dimension de côté, pour se placer au premier rang théorique du régime soviétique dirigé par la clique de Nikita Khrouchtchev, avec le concept de « capitalisme monopoliste d'État ».

Eugen Varga reprend le concept à Lénine, notamment dans son écrit de septembre 1917, *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*. Lénine y développe la même analyse que dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* : le capitalisme mène aux monopoles, les monopoles socialisent l'économie dans un sens privé, qu'il faut renverser dans un sens universel. Il dit ainsi :

« Tout le monde parle de l'impérialisme. Mais l'impérialisme n'est autre chose que le capitalisme monopoliste.

Que le capitalisme, en Russie également, soit devenu monopoliste, voilà ce qu'attestent assez le « Prodougol », le « Prodamet », le syndicat du sucre, etc. Ce même syndicat du sucre nous fournit un exemple saisissant de la transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'État.

Or, qu'est-ce que l'État ? C'est l'organisation de la classe dominante; en Allemagne, par exemple, celle des hobereaux et des capitalistes. Aussi, ce que les Plékhanov allemands (Scheidemann, Lansch et autres) appellent le « socialisme de guerre » n'est-il en réalité que le capitalisme monopoliste d'État du temps de guerre ou, pour être plus clair et plus simple, un bain militaire pour les ouvriers en même temps que la protection militaire des profits capitalistes.

Eh bien, essayez un peu de substituer à l'État des capitalistes et des hobereaux, à l'État des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, l'État *démocratique révolutionnaire*, c'est-à-dire un État qui détruit révolutionnairement tous les privilèges quels qu'ils soient, qui ne craigne pas d'appliquer révolutionnairement le démocratisme le plus complet. Et vous verrez que dans un État véritablement démocratique et révolutionnaire, le capitalisme monopoliste d'État signifie inévitablement, infailliblement, un pas, ou des pas en avant vers le socialisme !

Car, si une grande entreprise capitaliste devient monopole, c'est qu'elle dessert le peuple entier. Si elle est devenue monopole d'État, c'est que l'État (c'est-à-dire l'organisation armée de la population et, en premier lieu, des ouvriers et des paysans, si l'on est en régime démocratique révolutionnaire) dirige toute l'entreprise. Dans l'intérêt de qui ?

Ou bien dans l'intérêt des grands propriétaires fonciers et des capitalistes; et nous avons alors un État non pas démocratique révolutionnaire, mais bureaucratique réactionnaire, une république impérialiste.

Ou bien dans l'intérêt de la démocratie révolutionnaire; et alors c'est ni plus ni moins un pas vers le socialisme.

Car le socialisme n'est autre chose que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste d'État. Ou encore : le socialisme n'est autre chose que le monopole capitaliste d'État mis au service du peuple entier et qui, pour autant, a cessé d'être un monopole capitaliste.

Ici, pas de milieu. Le cours objectif du développement est tel qu'on ne saurait avancer, à partir des monopoles (dont la guerre a décuplé le nombre, le rôle et l'importance), sans marcher au socialisme.

Ou bien l'on est réellement démocrate révolutionnaire. Et alors on ne saurait craindre de s'acheminer vers le socialisme.

Ou bien l'on craint de s'acheminer vers le socialisme et l'on condamne tous les pas faits dans cette direction, sous prétexte, comme disent les Plékhanov, les Dan et les Tchernov, que notre révolution est bourgeoise, qu'on ne peut pas « introduire » le socialisme, etc. Dans ce cas, l'on en arrive fatalement à la politique de Kérénsky, Millioukov et Kornilov, c'est-à-dire à la répression bureaucratique réactionnaire des aspirations « démocratiques révolutionnaires » des masses ouvrières et paysannes.

Il n'y a pas de milieu.

Et c'est là la contradiction fondamentale de notre révolution.

Dans l'histoire en général, et surtout en temps de guerre, il est impossible de piétiner sur place. Il faut ou avancer, ou reculer. Il est impossible d'avancer dans la Russie du XX^e siècle, qui a conquis la République et la démocratie par la voie révolutionnaire, sans *marcher* au socialisme, sans progresser vers le socialisme (progression conditionnée et déterminée par le niveau de la technique et de la culture : il est impossible d'« introduire » en grand le machinisme dans les exploitations paysannes comme il est impossible de le supprimer dans la production du sucre).

Et craindre d'avancer équivaut à reculer. C'est ce que font messieurs les Kérénsky, aux applaudissements enthousiastes des Milioukov et des Plékhanov, avec la sottise complicité des Tsérételli et des Tchernov.

La dialectique de l'histoire est précisément telle que la guerre, qui a extraordinairement accéléré la transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'État, a par là même considérablement rapproché l'humanité du socialisme.

La guerre impérialiste marque la veille de la révolution socialiste. Non seulement parce que ses horreurs engendrent l'insurrection prolétarienne - aucune insurrection ne créera le socialisme s'il n'est pas mûr économiquement - mais encore parce que le capitalisme monopoliste d'État est la préparation matérielle la plus complète du socialisme, *l'antichambre* du socialisme, l'étape de l'histoire qu'aucune autre étape intermédiaire ne sépare du socialisme.

Nos socialistes-révolutionnaires et nos mencheviks envisagent le problème du socialisme en doctrinaires, du point de vue d'une doctrine qu'ils ont apprise par cœur et mal comprise. Ils présentent le socialisme comme un avenir lointain, inconnu, obscur.

Or, aujourd'hui, le socialisme est au bout de toutes les avenues du capitalisme contemporain, le socialisme apparaît directement et pratiquement dans chaque disposition importante constituant un pas en avant sur la base de ce capitalisme moderne. »

Eugen Varga va reprendre ce concept, mais en le modifiant. Là où Lénine oppose le capitalisme monopoliste d'État de l'État réactionnaire au capitalisme monopoliste d'État de l'État démocratique-révolutionnaire, Eugen Varga va opposer le capitalisme monopoliste d'État réactionnaire au capitalisme monopoliste d'État révolutionnaire, l'État n'étant que le lieu de cet affrontement.

Une nouvelle définition du capitalisme monopoliste d'État

Le concept du capitalisme monopoliste d'État formulé en Union Soviétique est une définition qui ne se veut pas moins qu'une nouvelle définition du capitalisme. Il y a le capitalisme, l'impérialisme, et il est censé y avoir un nouveau stade, caractérisé par une fusion entre les monopoles et l'État.

Il y a là une double remise en cause de l'idéologie communiste : dans l'affirmation de l'indépendance de l'État par rapport aux classes d'un côté, dans l'affirmation de la fusion entre cette entité « indépendante » et une classe de l'autre.

Eugen Varga en a été le principal concepteur, toute sa démarche de l'après-guerre aboutissant d'ailleurs inmanquablement à cela. En affirmant le premier l'indépendance de l'État dans le mode de production capitaliste au cours de la Seconde Guerre mondiale, il avait ouvert la boîte de Pandore d'une réaffirmation de la vieille thèse social-démocrate de l'indépendance de l'État dans le capitalisme « moderne ».

Il formalisa de la manière la plus tranchée ce concept de capitalisme monopoliste d'État dans l'ouvrage de 1961 intitulé *Le Capitalisme du XXe siècle*. Celui-ci fut publié juste après le 22e congrès du PCUS et sa diffusion mondiale assumée par l'URSS.

Saluant les études très récentes à ce sujet (Pevzner, Khmel'nitskaya, Daline), ainsi que le fait que le PCUS assume désormais le concept, Eugen Varga y précise de manière approfondie ses traits principaux, qu'il décrit de la manière suivante :

« Le capitalisme monopoliste d'État qui a émergé durant la première guerre mondiale s'est pleinement développé.

L'émergence et le développement du capitalisme monopoliste d'État sont enracinés dans la position dominante des pays capitalistes dans les conditions au moment de la crise générale du capitalisme, quand le système capitaliste est à sa dernière étape d'existence et fait l'expérience de l'effondrement de son système social en entier.

Le capitalisme monopoliste d'État est l'alliance des forces des monopoles et de l'État bourgeois, afin de réaliser deux objectifs :

1. la préservation du système capitaliste dans la lutte contre le mouvement révolutionnaire dans le pays et dans la lutte contre le système socialiste mondiale, et
2. la redistribution par l'État du revenu national en faveur du capital monopoliste.

Il y a de grandes difficultés dans la manière de réaliser ces objectifs et ils impliquent beaucoup de contradictions.

En préservant le système capitaliste, les monopoles obtiennent le soutien de la bourgeoisie non monopoliste, des rentiers, des propriétaires terriens, et des capitalistes ruraux, etc., c'est-à-dire des classes propriétaires.

Mais en altérant la distribution du revenu national par les moyens du système du capitalisme monopoliste d'État à l'avantage des monopoles et au détriment de toutes les autres sections de la société, les monopoles élargissent le gouffre entre eux-mêmes et les autres sections propriétaires de la société, et augmentent leur isolement.

L'alliance des monopoles et de l'État est effectuée principalement sous la forme de la fusion des monopoles et de la machine d'État. Les monopoles envoient leurs représentants à des postes dirigeants dans le gouvernement, comme ministres, sénateurs ou membres du parlement.

La réciproque est également vraie – des généraux, des diplomates et des ministres quittent fréquemment le service du gouvernement pour des postes hautement payés dans les monopoles.

L'alliance prend aussi la forme de décisions communes au sujet de questions économiques importantes (...). Le capitalisme monopoliste d'État pleinement développé se manifeste principalement par la régulation étatique de l'économie, des entreprises possédées par l'État et l'appropriation et la redistribution d'une plus part du revenu national par l'État (...).

Le fonctionnement entier de l'État des pays impérialistes est directement ou indirectement au service du capital monopoliste. La police étatique et les forces armées protègent le système capitaliste.

Le capitalisme monopoliste d'État est extrêmement réactionnaire parce qu'il existe afin de défendre un système capitaliste condamné à fatalement s'effondrer.

En ce sens, il diffère grandement du capitalisme d'État qui, à une étape antérieure du développement capitaliste et dans pays sous-développés aujourd'hui, joue un rôle progressiste dans le développement des forces productives. »

Il n'est guère étonnant que cette thèse ait pu tromper des communistes sincères manquant de formation. En apparence, on a la dénonciation du fait que l'État soit au service des monopoles, ce qui correspond à la thèse classique. Tout est dans la subtilité de faire de l'État non pas un serviteur, mais un médiateur indépendant connaissant une fusion avec les monopoles.

Le capitalisme monopoliste d'État comme suite de l'impérialisme

En 1963, Eugen Varga publia les *Essais sur l'économie politique du capitalisme*. Il y développe certaines questions du capitalisme monopoliste d'État, et notamment le fait que selon lui celui-ci soit un prolongement de l'impérialisme.

Il y aurait le capitalisme, l'impérialisme, puis le capitalisme monopoliste d'État :

« La transition finale au capitalisme monopoliste d'État commença seulement durant la Première Guerre mondiale (...).

Il s'est affaibli à la fin de la Première Guerre mondiale, est devenu plus fort durant la crise économique de 1929-1933, s'est intensifié durant la seconde guerre mondiale, s'est légèrement affaibli après elle, et maintenant connaît une relance nouvelle qualitativement, s'exprimant par la mise en place d'organisations monopolistes d'État supra-nationales et dans les tentatives de créer un capitalisme monopoliste d'État supra-national. »

Il cite Kuusinen, une figure de l'Internationale Communiste, passé comme Thorez et Togliatti dans le camp du révisionnisme :

« Dans mon opinion, la meilleure définition du développement du capitalisme monopoliste d'État a été donné par O.V. Kuusinen, qui a dit :

« Initialement, il a été considéré comme une sorte de « mesure d'urgence », ressorti seulement durant l'époque de la guerre ou durant une grave crise économique ou politique, et abandonné au moment où « l'urgence » était passée.

À présent, la bourgeoisie impérialiste ne peut plus maintenir sa domination sans le capitalisme monopoliste d'État, même pour des périodes relativement normales. Cela est dû par l'aggravation de la crise générale du système capitaliste, à la désintégration grandissante du capitalisme et à l'affaiblissement de ses forces internes – économiques, politiques et idéologiques. » (revue marxiste mondiale n°4, Prague, 1960)

La bourgeoisie monopoliste (l'oligarchie financière) a pris cette route historiquement inévitable. »

On est là dans la mise en valeur d'une nouvelle conception du capitalisme, véritablement post-léniniste.

Eugen Varga dresse également dans l'ouvrage un panorama économique assez précis de la nature du capitalisme monopoliste d'État. Celui-ci amènerait à la naissance d'un cycle unique dans l'ensemble du monde capitaliste, qui ramène à la thèse social-démocrate du super-impérialisme.

Eugen Varga prend bien soin que dans ce processus, le taux de profit ne serait pas pour autant au maximum, Staline ayant selon lui tort d'affirmer que lorsque les monopoles ont le dessus c'est ce taux qui primerait.

Il profite également de l'ouvrage pour attaquer Staline sur la question de la paupérisation absolue. Staline parlait du tout début des années 1950 et, effectivement, a remis en 1952 en cause sa propre conception de la stabilité relative des marchés malgré la crise.

C'était une erreur, mais Eugen Varga profite surtout de dix années de données économiques pour critiquer le point de vue Staline portant sur une autre période.

Il dit ainsi :

« Le problème de la paupérisation absolue est bien plus compliqué que celui de la paupérisation relative.

Tous les marxistes sont d'accord pour dire que dans le capitalisme, la paupérisation relative est un phénomène constant. Mais ils ont des points de vue différents sur les

méthodes à utiliser pour le prouver et également quant au rythme de la paupérisation.

En général, il y a une large divergence de vues quant au problème de la paupérisation absolue.

Les apologistes du capitalisme, les sociaux-démocrates de droite et quelques renégats comme [l'américain, ex-communiste] Browder, déclarent qu'il n'y a pas de paupérisation absolue (...).

Entre 1947 et 1953, les travailleurs dirigeants de l'Institut d'économie de l'Académie des sciences d'URSS (après sa fusion avec l'Institut pour l'économie mondiale [fondée et dirigée par Eugen Varga, alors mis de côté]), ont adopté de manière officielle la considération selon laquelle la paupérisation absolue de la classe ouvrière était constante à travers le monde capitaliste.

Certains parlèrent même d'une paupérisation progressive continue, c'est-à-dire d'un recul progressif dans les salaires réels. »

Le piège est bien entendu qu'Eugen Varga utilise des données des années 1950 et du début des années 1960 pour critiquer la thèse soviétique de la période d'après-guerre. Le contexte dont parle Eugen Varga n'était plus du tout le même, rien qu'avec l'URSS passé dans le camp de la prétendue coexistence pacifique.

Mais c'était en fait la nature de l'ouvrage que de rejeter le passé, cela consistait en une vraie entreprise de démolition des thèses de Staline ; c'était un vrai manuel pour les cadres révisionnistes.

L'offensive anti-Staline

Les *Essais sur l'économie politique du capitalisme* forment un ouvrage important, car il s'agissait d'une puissante contribution à l'idéologie révisionniste ayant alors triomphé en URSS. Eugen Varga agit ici comme l'un des passeurs, comme l'une des figures historiques contribuant à accorder la légitimité satisfaisante à la nouvelle idéologie.

Il n'hésita donc pas à se remettre en cause, à reformuler des points qu'il a considérés comme désormais insuffisants, etc., c'est-à-dire qu'il prétendait que tout continue bien que, concrètement, sur le plan idéologique, tout a changé.

Le premier chapitre de l'ouvrage est une expression de cette démarche très particulière, qui est très à part dans la mesure où elle aborde directement le passé. Eugen Varga, dans le chapitre « Le marxisme et le problème de la loi économique fondamentale du capitalisme », consacre en effet sa critique de manière directe à Staline, alors que le régime s'évertue à ne plus en parler du tout.

Eugen Varga vise évidemment le dernier grand ouvrage de Staline, *Les Problèmes économiques du socialisme en URSS*, datant de 1952, mais pas seulement.

Il dénonce ainsi par exemple également comme « vague » la manière dont la « méthode dialectique » est présentée dans le grand classique de Staline, *Sur le matérialisme dialectique et historique*, qui fait partie de l'ouvrage majeur de l'URSS, *Le court précis d'histoire du Parti Communiste d'Union Soviétique (bolchévik)*.

Staline aurait été un subjectiviste, qui aurait perdu de vue la réalité matérielle ; c'est bien sûr là une manière de dénoncer sa nature communiste.

Plus spécifiquement, dans le premier chapitre qui a une prétention philosophico-scientifique, Eugen Varga accuse Staline d'avoir affirmé qu'il existait une « loi économique de correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives ». Pour Eugen Varga, c'est là poser une nécessité là où il n'y a seulement qu'une possibilité.

Il critique Staline par conséquent, en disant :

« Quand Staline déclare que la loi économique fondamentale « exige » certaines choses, il a commis une erreur étrange pour un marxiste. Une loi objective est un reflet de phénomènes comprenant l'essence des choses : un reflet ne peut pas « exiger ».

Des lois objectives existent, opèrent, et sont valables indépendamment de la volonté du peuple, et par leur propre nature elles n'ont pas besoin de demander. »

Ici, Eugen Varga montre qu'il ne maîtrise pas le matérialisme dialectique ; il n'a nullement compris l'explication de Staline, qui par l'exigence de la loi résume l'obligation historique, de par le rapport dialectique existant, qu'il se déroule quelque chose de bien déterminé.

Et, on l'a compris, il vise par là le principe du déterminisme, et dans son introduction à l'ouvrage il affirme même qu'il faut étudier pour savoir dans quelle mesure si la détermination de la conscience par l'existence sociale concerne les classes ou les individus.

Eugen Varga explique également que le matériau historique change tout le temps, contrairement à la nature qui aurait des lois simples, fonctionnant à l'identique. Même *Le capital* de Karl Marx énumérerait tellement de lois, qu'il serait impossible de les cerner pour les généraliser.

Le reste des *Essais sur l'économie politique du capitalisme* est à l'avenant. Eugen Varga reprend la question de l'État et réaffirme sa thèse de 1947 selon laquelle l'État en guerre peut intervenir contre un monopole, en agissant dans l'intérêt général (et il précise : des monopoles également). Lors d'une guerre, l'État est le facteur décisif, et non plus les classes.

Reprenant la ligne mise en avant par Khrouchtchev, il entend bien qu'on se dissocie entièrement de celle de Staline :

« Nos collègues qui considèrent les monopoles comme omnipotents dans le sens de la formule de Staline sur la « subordination complète et finale » de l'État bourgeois moderne par les monopoles, nient ce faisant qu'une création d'un front populaire anti-monopoliste (comme souligné dans le nouveau Programme du PCUS) est possible, et que refréner ou éliminer les monopoles peut être réalisé par l'action politique des masses avant que le système capitaliste soit renversé. »

On a affaire ici très précisément à la thèse révisionniste rejetant la conception léniniste de l'État.

Capitalisme organisé et État neutre

Dans les *Essais sur l'économie politique du capitalisme*, Eugen Varga rétablit bien entendu également ouvertement par ailleurs sa théorie comme quoi l'État en pleine guerre est capable de

« planifier », même s'il précise que ce n'est pas dans un sens soviétique. Il la généralise en affirmant que l'Inde a également un plan désormais où l'État est capable d'avoir un réel effet sur l'économie :

« Dans une certaine mesure, l'État réussit à guider le développement de la production et des forces productives comme un tout, par la régulation planifiée des investissements directs de capitaux dans le secteur d'État, et en faisant que la politique de taxation influence les nouveaux investissements dans le secteur privé, ce qui n'est pas le cas dans l'anarchie complète de la production.

Nous soulignons encore une fois que dans le capitalisme, il ne peut pas y avoir de planification authentique.

Mais, en même temps, il ne peut pas être nié que six pays du marché commun [européen] ont « planifié » leur politique économique pour une période de vingt ans à l'avance, et sont dans une certaine mesure en train de réaliser ce plan. La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier agit également suivant un plan.

Cela montre que l'assertion dogmatique comme quoi il n'y a que deux alternatives – l'anarchie complète de la production ou une économie complètement planifiée – est impraticable, non conforme à la vérité et donc anti-marxiste. »

Cette reconnaissance d'une tendance historique à la planification pour ainsi dire, va de pair avec la collusion avec l'impérialisme, entre partenaires présentés comme rationnels. Eugen Varga salue donc le fait que le 20e congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique ait remis en cause la thèse de l'inéluclabilité de la guerre inter-impérialiste :

« Le 20e congrès du PCUS a mis en terme à cette conception erronée sur l'inéluclabilité des guerres. On lit dans la résolution du congrès : « Le précepte léniniste selon lequel tant que l'impérialisme existe, la base économique donnant naissance aux guerres est également préservée, reste valable. C'est pourquoi il est nécessaire de disposer de la plus grande vigilance... Mais la guerre n'est pas fatale, de manière inéluclable. »

Le problème pourrait être considéré comme résolu. Et pourtant il y a ceux qui pensent que cette négation de l'inéluclabilité des guerres se réfère uniquement aux guerres entre les camps impérialiste et socialiste, et que cela ne s'applique pas aux guerres inter-impérialistes, même dans les conditions modernes.

Certains dogmatiques, pour cette raison, continuent à réitérer les arguments erronés avancés par Staline. Pour cette raison, nous considérons qu'il est nécessaire de porter un regard attentif sur le raisonnement de Staline. »

Eugen Varga dit alors : Staline s'appuie sur le fait que des pays impérialistes ont été obligés de s'allier à l'URSS pendant la seconde guerre mondiale. Cependant, dit Eugen Varga, à l'époque les capitalistes pensaient que le socialisme en URSS ne durerait pas, que c'était juste transitoire avant un retour du capitalisme. Or, aujourd'hui, affirme-t-il, il existe une puissante URSS, dont tout le monde voit la stabilité.

Eugen Varga avait pourtant affirmé le contraire dans les années 1930, constatant bien que personne

dans la bourgeoisie ne niait que le socialisme était solidement installé en URSS, que personne ne s'attendait à son écroulement à court terme.

À cela s'ajoute que, selon Eugen Varga, l'État aurait appris des événements :

« Nous pensons pour cette raison que même s'il y a des raisons économiques pour des guerres inter-impérialistes, et même si la lutte pour les sources de matière première et les marchés, et pour l'export du capital, n'est pas moins aiguë entre les impérialistes qu'elle l'était avant la seconde guerre mondiale, les hommes d'État bourgeois ont tiré une leçon des Première et Seconde Guerre mondiale, qui ont arraché au capitalisme son pouvoir sur un tiers de la population mondiale, et qu'ils voient par conséquent les dangers planant sur leur classe s'ils permettent à une nouvelle guerre de survenir (...).

La possibilité d'une nouvelle guerre inter-impérialiste n'est pas exclue. Mais tant que la décision de paix ou de guerre n'est pas laissée à la discrétion d'un fou comme Hitler, mais aux hommes d'État bourgeois conscients de ce que cette menace implique la guerre pour le système capitaliste, cela ne se produira pas. »

On retrouve ici deux thèses : celle de la primauté de l'État sur les monopoles, mais également celle du « capitalisme organisé », qui serait en mesure de raisonner, de voir ce qui est le mieux pour lui.

Arracher l'État aux monopoles

Dans les *Essais sur l'économie politique du capitalisme*, Eugen Varga affirme de manière ouverte son soutien au parlementarisme. C'est là tout à fait conforme, dans sa substance même, à la démarche de Nikita Khrouchtchev, mais c'est surtout la conclusion logique du capitalisme monopoliste d'État.

Si l'État est neutre dans sa nature, alors il est possible de s'opposer aux monopoles sur ce terrain même. Les institutions bourgeoises, ayant perdu leur caractère de classe, deviennent elles-mêmes un lieu d'affrontement politique, social.

Ce qui est frappant, c'est que cette thèse n'est pas nouvelle, puisqu'elle est ni plus ni moins la même que celle de la social-démocratie des années 1920-1930. Dans l'opposition aux communistes, la social-démocratie valorisait le terrain présenté comme neutre des institutions, avec les élections, l'appareil d'État, les instances administratives, etc.

Il y a donc sans cesse des petits ajouts, des sortes de nuances, pour prétendre que la thèse formulée serait nouvelle et radicalement différente de la social-démocratie. Le principal argument employé est la mobilisation de masse parallèle à la conquête des institutions. Le mouvement de masse serait un levier pour permettre la démocratisation réelle de l'État.

Il s'agirait donc de provoquer un mouvement de la base pour forcer les institutions à se plier à la démocratie. Les monopoles seraient par ailleurs tout à fait conscients de cette possibilité, car - il faut le souligner - on a bien la conception d'un capitalisme organisé, d'une bourgeoisie qui serait consciente, maître de ses activités.

Voici comment Eugen Varga présente cette affirmation révisionniste :

« Les rapports entre le capital monopoliste et l'État sont compliqués en raison de la

forme parlementaire du gouvernement dans les pays capitalistes monopolistes (sous une dictature bourgeoise du type fasciste, cette complication est ôtée).

L'appareil d'État, dans le sens étroit du terme, c'est-à-dire l'agrégation de fonctionnaires civiles, la machine de coercition, etc., est un corps permanent, alors que la couche dirigeante de l'appareil d'État, le gouvernement et les corps législatifs, changent de manière périodique en conformité avec les résultats des élections parlementaires.

Un changement dans la majorité parlementaire et un changement de gouvernement n'amènent pas nécessairement un changement essentiel dans les rapports entre le capital monopoliste et l'État, même quand le gouvernement est formé par le parti du Labour [britannique] ou, comme en Suède, par les sociaux-démocrates.

Mais cela ne veut pas dire que le système parlementaire, les campagnes des différents partis pour gagner les élections, n'auraient pas de sens. Si les monopoles avaient les choses comme ils l'entendaient, il y aurait toujours un gouvernement conservateur en Grande-Bretagne.

Mais les monopoles ne peuvent pas toujours faire comme ils veulent.

Quelle est la raison de cela ? La raison est que dans les pays capitalistes monopolistes d'État, la majorité de la population, et donc des électeurs, est formée des ouvriers d'usines et de bureaux, et de fonctionnaires civils.

Les partis bourgeois et le gouvernement doit prendre cela en compte, c'est pourquoi ils camouflent et nient la domination capitaliste monopoliste. »

Eugen Varga profite de la complexité de la compréhension des rapports de force entre fractions bourgeoises au sein de l'État pour donner une définition de ce dernier correspondant à une sorte de « terrain neutre ».

Au lieu de dire que les partis représentent, dans le parlementarisme bourgeois, différentes fractions de la bourgeoisie (ou d'autres couches sociales, guidées relativement par telle ou telle fraction de la bourgeoisie), il prétend que le capitalisme est forcément « de droite » et que l'existence de la gauche correspondrait à un « espace » possible dans l'État lui-même.

La thèse du néo-colonialisme

Eugen Varga formule également dans les *Essais sur l'économie politique du capitalisme* une thèse absolument essentielle au révisionnisme de Khrouchtchev. Il remet ouvertement en cause la thèse selon laquelle les luttes de libération nationale auraient besoin d'être dirigées par la classe ouvrière guidée par son Parti Communiste. Cette thèse serait « contraire aux faits ».

Eugen Varga reconnaît que les pays ayant gagné leur indépendance n'ont pas réalisé de réforme agraire, qu'ils ne parviennent pas à se confronter réellement au féodalisme.

Cependant, ils sont réellement indépendants. La Turquie, l'Inde, le Pakistan, l'Indonésie, l'Égypte, etc., seraient on l'a compris à considérer comme des États nationaux et non des semi-colonies. Il dit, remettant en cause les 2e et 6e congrès de l'Internationale Communiste, que :

« Les événements suivant la [Seconde] guerre [mondiale] ont montré que dans les conditions historiques contemporaines caractérisés par l'affaiblissement général des positions impérialistes et la formation d'un système socialiste mondial, qui progresse plus rapidement que le capitalisme, la bourgeoisie dans les colonies et les pays dépendants est souvent à la fois en faveur et capable de conduire le mouvement de libération nationale à la victoire. »

Naturellement, lorsque la victoire est faite dans la lutte de libération sous direction bourgeoise, le résultat initial est l'établissement de la souveraineté politique, et pas plus. Une indépendance économique authentique de l'impérialisme ne peut être obtenue que par la voie non-capitaliste de développement.

Les formes prises par le mouvement de libération depuis la seconde guerre mondiale ont été tellement multiples et ont tellement changé même dans un seul pays, qu'il est impossible de donner une formule précise qui les englobe toutes. »

On est là très exactement aux antipodes de la conception de révolution démocratique et même de démocratie populaire. La thèse communiste était que, de par les conditions de développement inégal, une bourgeoisie nationale ne peut qu'être placée sous la domination de l'impérialisme. Elle n'est pas en mesure de s'y arracher seule, et une partie d'entre elle peut éventuellement soutenir la révolution démocratique de type anti-féodale et anti-impérialiste.

Mais elle ne peut pas la générer ni la diriger, d'où la thèse maoïste de la bourgeoisie bureaucratique émergeant comme classe dominante après la pseudo indépendance, qui ne pouvait pas réussir sans écrasement de la féodalité comme base pour rompre avec l'impérialisme.

Eugen Varga prend l'option contraire : la bourgeoisie nationale (qu'il appelle « coloniale ») perdrait sa nature faible et réactionnaire grâce à l'existence de l'URSS. Elle jouerait désormais un rôle positif :

« Les événements des années d'après-guerre montrent que dans les nouvelles conditions – la présence du système socialiste mondial, un front anti-impérialiste puissant et un affaiblissement général de la position impérialiste – la bourgeoisie nationale est capable et souhaite de prendre la tête de la lutte de libération nationale et de combattre pour l'indépendance politique (...).

La lutte pour savoir quelle route de développement prendre – la socialiste ou la capitaliste – devient décisive dans la vie des pays nouvellement libres. Cette lutte est souvent inter-reliée à l'orientation politique extérieure de ces pays par rapport au monde capitaliste ou socialiste. »

Il va de soi que cette formulation correspond très exactement aux besoins de l'URSS se posant comme force hégémonique capable de prendre sous son aile d'autres pays en développement ; c'est là une formulation entièrement au service du social-impérialisme soviétique s'affirmant.

Reconnaître la pseudo-indépendance d'une telle bourgeoisie en la présentant comme nationale, c'est en réalité en faire soi-même une bourgeoisie bureaucratique et transformer le pays en semi-colonie.

La sacralisation révisionniste d'Eugen Varga

Eugen Varga fut porté aux nues par le révisionnisme, et cela dès qu'il y eut la marge de manœuvre pour le faire. Il reçut l'ordre de Lénine dès 1954, à l'occasion de ses 75 ans. Il reçut également ce qui s'appelait encore le prix Staline, ce qui est très ironique dans la mesure où célébrer Eugen Varga un an après la mort de Staline, c'était ouvertement attaquer ce dernier.

Lors du 20e congrès du PCUS, celui de la « déstalinisation », Mikoyan – qui s'était opposé à Molotov au sujet du plan Marshall – se plaignit du manque d'études du capitalisme contemporain, dénonçant que l'Institut d'économie mondiale et de politiques mondiales d'Eugen Varga ait été fermé en 1947. Deux mois après, le gouvernement mit en place l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales auprès de l'Académie des sciences de l'URSS.

La place d'économiste d'Eugen Varga ne devint pas pour autant centrale, le régime khrouchtchévien ne marchant aucunement selon des exigences idéologiques, mais au moyen d'équipes aux principes généraux diffus ayant juste comme orientation de maintenir le cadre général institutionnel et ses besoins.

Eugen Varga participa ainsi notamment à la rédaction des *Fondements du léninisme*, paru en 1960, sorte de manuel anti-Staline, et à la fin août et début septembre 1962 à Moscou à un colloque international organisé par l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales et la revue marxiste mondiale de Prague.

Sa longue intervention au sujet des « problèmes théoriques » du marché commun à l'ouest fut publiée dans la revue de l'institut, mais ne devint pas pour autant une base d'orientation (Eugen Varga considérait que la formation d'une union européenne économique serait insignifiante, qu'elle ne permettrait de toutes façons de relancer le capitalisme pour toute une période).

Pour autant, Eugen Varga était un outil formidable, par ses ouvrages, son positionnement, son rôle historique. L'académie des sciences de Hongrie lui remit un diplôme honoris causa en 1955 ; l'université Humboldt de RDA, à l'occasion de son 150e anniversaire en 1960, fit de même en raison de ses « mérites exceptionnels » comme théoricien du capitalisme monopoliste d'État.

Il reçut en 1963 le plus grand ordre de l'URSS, le prix Lénine, en reconnaissance de ce que la Pravda définit comme son « activité scientifique et révolutionnaire pendant cinquante années », dans le cadre d'une grande festivité mise en place par l'Académie des sciences de l'URSS, dont le point culminant la valorisation de l'ouvrage *Le capitalisme au vingtième siècle*.

À sa mort en 1964, la Pravda salua, dans un texte signé notamment par Nikita Khrouchtchev et Anastas Mikoyan, celui qui avait été :

« un remarquable représentant de la science économique marxiste-léniniste (...). Les travaux d'E.S. Varga sont remplis d'esprit partidaire, et d'un caractère irréconciliable avec toute manifestation de dogmatisme ou de révisionnisme, de réduction au vulgaire ou de doctrinarisme qui s'intitulait soi-même science dans les années du culte de la personnalité. »

Une plaque commémorative fut installée à Moscou là où il habitait et une semaine après, l'académie

des sciences d'URSS organisa un meeting de commémoration dans ses bâtiments à Moscou. Dans la salle, on trouvait le secrétaire du Comité Central du PCUS Ponomarev, un délégué du parti hongrois et l'ambassadeur de Hongrie

Le New York Times annonça de la manière suivante le décès d'Eugen Varga, avec un résumé très lourd de sens pour qui connaît son parcours :

« Moscou, le 8 octobre – Est mort aujourd'hui Eugene S. Varga, l'économiste soviétique d'origine hongroise, dont l'analyse en 1948 concernant le futur du capitalisme allait à contre-sens de la doctrine communiste, mais fut finalement accepté par le gouvernement soviétique. Son âge était de 84 ans. »

Ses œuvres choisies en trois volumes furent publiées en 1979 en Union Soviétique, en Hongrie et en Allemagne de l'Est (avec une réédition en 1982 pour ce pays). L'anniversaire de ses 90 ans fut commémoré de manière importante à Moscou, avec un éloge de la part de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales, mais aussi par des cérémonies à l'université Karl Marx de Leipzig. Pour ses cent ans, l'Institut pour la politique et l'économie internationales à Berlin-Est organisa toute une cérémonie, ainsi que l'Académie hongroise des sciences.

De manière tout à fait anecdotique, en 1968 commença à circuler un « testament » d'Eugen Varga, intitulé « La voie russe de transition au socialisme et ses résultats » et paru dans la revue clandestine moscovite *Le phénix*.

La nouvelle d'un tel document a été largement repris dans les pays occidentaux, de par sa teneur, consistant en une dénonciation d'une caste bureaucratique ayant pris le pouvoir dans les années 1930.

Dans les années 1990, un professeur moscovite, Pospelov, a avoué être le véritable auteur d'un document en décalage total de toutes façons avec l'approche d'Eugen Varga, qui en pratique était déjà rentré en rupture, dès les années 1950 et ne se situait pas dans la problématique « bureaucratique » qui était celle notamment de Charles Bettelheim dans les années 1960-1970, principalement avec son ouvrage *Les luttes de classes en URSS (1917-1941)*.

Dans *Le Monde diplomatique*, l'article saluant la parution du pseudo-testament en français, à l'initiative des éditions Grasset avec une préface de Roger Garaudy, est à ce titre incohérent :

« On est frappé par le décalage entre l'extrême réserve de l'auteur dans ses publications officielles et ce texte où, laissant de côté les précautions habituelles, il remet en cause, avec une audace singulière, tous les tabous et fait, à la veille de mourir, le bilan critique du régime qu'il a servi fidèlement durant quarante-quatre ans. »

Cela n'a aucun sens quand on sait comment Eugen Varga avait en pratique déjà rué dans les brancards de manière ouverte et retentissante après 1945, et fourni les principaux éléments du révisionnisme de Khrouchtchev.